

FRANCE FORUM

La crise de la pensée occidentale
à l'aube de l'ère post-industrielle

Le développement culturel
dans la France contemporaine

SOLJÉNITSYNE ET LES SOCIÉTÉS
IDÉOLOGIQUEMENT PARFAITES

La mise en valeur des ressources des Océans

L'IMPRESSONNISTE:
une révolution esthétique et une éthique

LA VIOLENCE ET LA PENSÉE

N^{os} 134-135
OCT.-NOV. 1974
6 F

JEAN-MARIE PELT — JEAN-MARIE DOMENACH — JACQUES
NANTET — JEAN-PIERRE LEVY — GERMAIN BAZIN —
BERNARDO LEIGHTON — JEAN CHELINI — JEAN-PIERRE
PREVOST — ETIENNE BORNE — RENE PUCHEU — PAUL
GUILBERT — JEAN-REMY PALANQUE — HENRI BOURBON

FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis-Courier - 75007 Paris
C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. : 548-81-49

Abonnement : 8 n° par an 30 F
Abonnement de soutien 40 F

OCTOBRE - NOVEMBRE 1974

6 F

Sommaire 134 - 135

EDITORIAL

INCERTITUDES ET INQUIETUDES

PAR HENRI BOURBON 2

ETUDES ET DOSSIERS

LA CRISE DE LA PENSEE OCCIDENTALE A L'AUBE DE L'ERE POST-INDUSTRIELLE

PAR JEAN-MARIE PELT 3

OU EN EST LE CHILI? INTERVIEW DE BERNARDO LEIGHTON

..... 11

LA NECESSAIRE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES OCEANIQUES

PAR JEAN-PIERRE LEVY 15

LE DEVELOPPEMENT CULTUREL

PAR JEAN-MARIE DOMENACH 23

FRANCE-ITALIE : UN COMMUNISME DIFFERENT

PAR JEAN-PIERRE PREVOST 38

SOLJENITSYNE ET LES SOCIETES IDEOLOGIQUEMENT PARFAITES

PAR JACQUES NANTET 40

NAPOLEON ET L'EGLISE

PAR JEAN CHELINI 46

CHARLES PEGUY A N'EN PLUS FINIR

PAR ETIENNE BORNE 53

A PROPOS DES TROUBLES : QUELQUES DONNEES DU PROBLEME ETHIOPIEN

PAR CHARLES MELCHIOR DE MOLENES 60

ARTS

L'IMPRESSIONNISME : UNE REVOLUTION ESTHETIQUE ET UNE ETHIQUE

PAR GERMAIN BAZIN 63

PROPOS DU TEMPS

LA VIOLENCE ET LA PENSEE

PAR ETIENNE BORNE 82

POLEMIQUES ET DIALOGUES 70

NOTES DE LECTURE

TROIS LIVRES A PROPOS DES PRESIDENTIELLES DE 1974

PAR RENE PUCHEU 71

LES CATHOLIQUES LIBERAUX AU XIX^e SIECLE

PAR JEAN-REMY PALANQUE 72

PHILOSOPHIE, PSYCHANALYSE ET FUTUROLOGIE

PAR JEAN CHELINI 74

DEUX LIVRES SUR LA GUERRE D'ALGERIE

PAR HENRI BOURBON 75

DE BERNE A PARIS DE JEAN CHAUVEL

PAR ALAIN DELCAMP 75

CORRESPONDANCE JACQUES MARITAIN - EMMANUEL MOUNIER

PAR ROBERTO PAPINI 77

DEUX LIVRES SUR LE PARTI COMMUNISTE

PAR HENRI BOURBON 78

LA FRANCE NOBLE DE F. DE NEGRONI

PAR PAUL GUILBERT 79

Incertitudes et inquiétudes

RAYMOND ARON qu'on ne peut soupçonner d'hostilité systématique à l'égard d'un pouvoir, contre lequel il ne saurait avoir d'objection philosophique fondamentale, vient dans *Le Figaro* de porter un jugement sévère qui est, en même temps, une mise en garde :

« Les lampions s'éteignent. Et il n'y a aucune raison de les rallumer parce que les jeunes voteront à dix-huit ans. Le changement que les Français attendent désormais, c'est que nos princes parlent sérieusement, à un peuple sérieux, face à un avenir sérieux ».

Le résultat des élections législatives partielles montre bien qu'il y a dans l'opinion malaise, désenchantement, inquiétude et même mécontentement. Pourquoi ?

Le bilan des 100 premiers jours de gouvernement est loin d'être négatif ; il serait injuste de contester l'intention sincèrement réformiste qui a inspiré une série de mesures portant notamment sur la condition pénitentiaire, la contraception, la condition féminine, l'extension de la Sécurité Sociale, la défense des sites et de l'environnement, l'augmentation du S.M.I.C., l'accroissement des ressources des personnes âgées, la mise à l'étude de la réforme de l'entreprise, la préparation d'un code des libertés fondamentales de l'individu, et une série de gestes visant à décrire la société politique française et tenant d'autant plus visiblement compte de la pensée des opposants qu'on leur emprunte — sélectivement, il est vrai — un certain nombre de leurs propositions. Il ne s'agit que d'amorces et de commencements, puisque le programme de travail tel que vient de le dresser le Président de la République énumère une liste impressionnante de projets en instance : « réformer la justice, moderniser les institutions sociales, réduire les inégalités excessives, développer l'éducation, libéraliser les législations, développer la culture ». Séduisante table des matières pour le livre qu'on s'engage à écrire, mais qui gagnerait peut-être en crédibilité si chacun des articles s'inscrivait dans un dessein plus global.

Les Français sont à la fois intéressés et surpris, mais aussi déconcertés et perplexes. Le style séduit, mais le style pour le style pourrait lasser à la longue.

Peut-être faut-il chercher quelque indication sur un dessein global dans les déclarations faites par M. Valéry Giscard d'Estaing à l'hebdomadaire américain *Time* : « Nous n'avons pas en Europe, du moins jusqu'ici, de véritable modèle de société libérale évoluée. Je voudrais me servir des capacités intellectuelles de la France pour inventer, organiser un modèle d'une société authentiquement libérale évoluée. »

Au même moment M. François Mitterrand proclame : « La crise mondiale de l'économie rappelle dans sa brutalité et ses angoisses que le socialisme a rendez-vous avec l'histoire ». La rencontre des deux propos situe bien la différence entre les deux pensées politiques qu'il ne faudrait toutefois pas ramener à l'alternative sommaire du libéralisme et du socialisme, car d'une part l'évolution même de la société libérale à laquelle

M. Valéry Giscard d'Estaing fait référence risque de mettre en question les assurances classiques du libéralisme, et d'autre part l'accent romantique de M. Mitterrand contredit la sécurité scientiste des dogmatiques du marxisme.

La gravité des problèmes de l'énergie et de l'inflation et les bouleversements qu'ils sont susceptibles d'entraîner dans les domaines économique et social et même dans ceux qui touchent à la vie quotidienne pourraient, si la politique gouvernementale ne prenait pas le parti de la vérité et du courage, donner ses chances aux thèses de la gauche dont les vastes promesses paraîtraient alors mieux ajustées que des décisions ponctuelles à l'ampleur de la crise.

L'annonce de la constitution d'un conseil central de planification économique chargé « de conduire l'effort national d'adaptation et de redéploiement » ainsi que l'affirmation selon laquelle « au temps de la croissance sauvage doit succéder celui de la croissance modérée dans le plein emploi » ne suffisent pas pour répondre aux inquiétudes et aux interrogations de l'opinion qui attend dans une conjoncture aussi incertaine que, rompant avec un optimisme qui se veut apaisant, la politique gouvernementale abat véritablement toutes ses cartes. En effet l'opinion, longtemps maintenue dans une sorte de sommeil sécurisant, pressent que le temps du réveil est proche et que pour surmonter les difficultés présentes il n'y a pas de solution-miracle.

La tension entre la sérénité apparente des gouvernants et le malaise des gouvernés crée une situation malsaine qui ne saurait se prolonger sans compromettre un jour les équilibres précaires de l'instant.

Au moment où nous écrivons ces lignes naît dans le pays le sentiment que le pouvoir ne dispose pas d'un plan général d'action contre la crise mais que l'opposition en a un. Il dépend du gouvernement que ce sentiment se confirme ou s'efface. La déclaration du Premier ministre au Parlement, le 4 octobre, constitue la première rupture avec les propos rassurants tenus jusqu'à présent par les autorités gouvernementales et la première définition d'une politique énergétique à moyen terme dont il est permis toutefois de se demander si sa réalisation suffira pour mettre la France en mesure de faire face aux implications de la crise sur la croissance, sur les prix, sur l'emploi. De toute manière une sensibilisation des Français à l'importance de ce qui est en jeu ne pourrait qu'améliorer la portée des mesures prises et à prendre.

13 octobre.

Henri BOURBON.

N.B. De la conférence de presse du Chef de l'Etat du 24 octobre, on retiendra une vision apocalyptique du destin du monde dont le pessimisme est toutefois atténué par un diagnostic confiant sur l'avenir de la France. Prospective complexe qui amène à faire de la « concertation » une fin en soi, offrant une possible issue aux contradictions explosives de notre temps. L'angoisse et l'espérance.

La crise de la pensée occidentale à l'aube de l'ère post-industrielle

par Jean-Marie Pelt

COMME l'élégance ou le vêtement, la science a ses modes : hier, l'atome, l'informatique, l'espace, la biologie cellulaire ; aujourd'hui, l'environnement. L'homme d'aujourd'hui exerce, il est vrai, sur l'environnement naturel, des agressions multiples sans commune mesure, ni par leur nature, ni par leur ampleur, avec celles perpétrées par les générations qui l'ont précédé.

Par le progrès technologique, il crée un environnement nouveau et en permanente évolution qui, désormais, s'impose à lui et exige de sa part un constant effort de transformation et d'adaptation. De plus, la concentration urbaine favorise le développement de l'agressivité, directement liée, aussi bien chez l'homme que chez la plupart des mammifères, à la densité des peuplements. La perte de contact avec la nature et les milieux de vie traditionnels, la rupture brutale avec le passé, le rejet des traditions séculaires fondées sur un empirisme non dénué d'une certaine sagesse font de l'homme moderne un déraciné et un inquiet.

Ces déviations pathologiques propres aux sociétés techniquement avancées ne sont certes pas nouvelles. Les premiers complexes industriels se sont développés au 18^e et 19^e siècle sans le moindre égard pour ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui l'environnement. Mais il fallut attendre que les effets d'une évolution sauvage et d'une croissance exponentielle se fassent sentir à l'échelle planétaire, pour que l'homme moderne en prenne une exacte conscience et tente enfin de conjurer le mal.

C'est en effet par le mécanisme désormais bien connu des régulations biologiques, reflet au niveau du vivant de la loi fondamentale d'action et de réaction applicable à tous les êtres à quelque niveau de complexité qu'ils se situent comme aux sociétés qu'ils forment entre eux, que l'homme entreprend aujourd'hui de réagir contre une situation qui va se dégradant et dont les désagréments lui paraissent désormais évidents. Ainsi, l'homme moderne, comme M. Jourdain, décou-

vre-t-il qu'il possédait un environnement sans le savoir. Il prend conscience des interactions multiples entre individus et milieux de vie, interactions dont la qualité apparaît comme un facteur déterminant du bonheur. Les scientifiques, prenant le train en marche, se découvrent écologistes et il n'est plus un naturaliste, fut-il systématiquement de la plus stricte observance, qui ne s'intéresse désormais à l'environnement des êtres qu'il étudie.

1. LA REVOLUTION DARWINIENNE

La notion de milieu pourtant n'est pas nouvelle ; mais elle est parfois encore interprétée dans son sens restrictif d'habitat. Dès 1866, Ernst Haeckel, dans ses travaux relatifs au comportement des animaux, crée le mot écologie, étymologiquement, science de l'habitat. Quelques années auparavant, en 1859, dans son ouvrage mémorable sur l'origine des espèces, Charles Darwin insistait déjà sur le rôle déterminant du milieu, pris ici dans un sens plus large, dans les processus de diversification des espèces, base de l'évolution biologique. Pour l'éminent savant, la sélection naturelle est le moteur de l'évolution : elle favorise à tout moment les êtres les mieux adaptés à leur milieu, au détriment des autres. Avec Darwin, la notion de milieu entrait donc dans la science en tant que facteur historique ayant déterminé la sélection des individus et des espèces.

Peu de scientifiques prirent cependant conscience dès cette époque du fait que la notion de milieu n'était pas seulement à « usage paléontologique ». Car « hic » et « nunc », ces processus continuent à se dérouler sous nos yeux, l'évolution biologique se poursuivant immuable, à son rythme propre, tout au moins lorsque l'homme n'en vient pas perturber les mécanismes fondamentaux. Ainsi, lorsqu'elle apparaît dans la science contemporaine, la notion de milieu est-elle étroitement liée à la notion d'évolution.

Les conceptions darwiniennes provoquèrent une véritable révolution de la pensée. Avec lui, la conception

aristotélicienne d'un Univers fondé sur un ordre immuable et éternel s'effondre. Comme les individus, dont on croyait jusque-là qu'ils n'étaient que les millions éphémères d'espèces éternelles, les espèces acquièrent une histoire : elles aussi naissent, vivent et meurent. A l'antique représentation fixiste de l'Univers se substitua peu à peu une conception dynamique et évolutionniste. Il fallait se rendre à l'évidence : les animaux, les plantes, l'homme aussi, évoluent. Le mythe de la nature de la nature éternelle s'effondrait en même temps que les systèmes philosophiques qui n'en étaient que l'expression conceptuelle. Non point que la nature toute entière sombrait dans l'anarchie ; mais un ordre nouveau désormais s'imposait à l'esprit, fondé sur des équilibres en mouvement, continuellement remis en cause et notamment restaurés par des mécanismes régulateurs ; ce qui implique l'existence d'évolutions, d'adaptations, de tensions et de compétitions entre individus et entre espèces. Bref, en cette fin du 19^e siècle, la vie devenait dialectique, comme les philosophies qui tentèrent de l'exprimer dans sa réalité du moment, et notamment celle de Marx.

Marx semble avoir été fortement influencé par Malthus qui, dès la fin du 18^e siècle, avait perçu les liens de dépendance qui soumettaient le volume des populations aux ressources disponibles dans le milieu. D'où naturellement cette notion de « lutte pour la vie » qui connut un tel succès. Si l'histoire est injuste pour Malthus, authentique précurseur bien que d'un pessimisme austère justifiant l'inégalité entre les hommes par l'injustice de la nature, elle l'est moins pour Marx qui sut donner un contenu politique et mobilisateur aux intuitions de Malthus et Darwin. Saisissant l'occasion offerte par la première révolution industrielle et le bouleversement des conditions de vie et de travail qu'elle entraîna en quelques décades, Marx développa ses idées sur la lutte des classes, expression sociale de la compétition biologique et sur le sens de l'histoire, elle aussi désormais « travaillée » par l'évolution. La dictature du prolétariat, annoncée comme inéluctable par l'auteur du capital, est la prévision de la dominance prochaine d'un nouveau groupe, point de départ d'un nouveau phylum. Bref, Marx « politise la nature » et applique à l'évolution sociale, plus ou moins consciemment, les idées nouvelles introduites par Ch. Darwin. Il substitue une philosophie du devenir à l'ontologie immobile, la dialectique à la scolastique. Désormais, le mouvement de l'histoire est sensé exprimer la poussée de la vie : c'est pourquoi il est irrésistible.

Déjà fortement ébranlés par les trois « grands » du 19^e siècle, Malthus, Marx et Darwin, les anciennes anthropologies vont subir encore, à l'aube du 20^e siècle, deux coups décisifs. En 1900, on découvre les lois de Mendel et la rigidité des processus de l'hérédité : un rigoureux déterminisme s'abat sur la condition humaine. Puis, Sigmund Freud montre l'impact décisif de l'environnement humain, dès le premier âge, sur le développement de la personnalité. Un nouveau conditionnement s'ajoutait à tous ceux qui venaient d'être mis en lumière, restreignant singulièrement le concept de liberté.

L'homme, être libre et raisonnable, chutait du piédestal où l'avaient placé 4.000 ans de tradition judéo-chrétienne.

Le courant de la pensée moderne, né avec Descartes qui le premier libéra l'homme des anciennes cosmogonies en affirmant la primauté absolue du sujet, « du moi qui se pense et qui se pose », renversait les vieilles scolastiques. Il poussa cette prise de conscience jusqu'à ses ultimes conséquences. Avec le structuralisme contemporain, l'homme n'est plus qu'un produit de l'évolution et du milieu, prisonnier des « structures » intrinsèques (mentales) ou extrinsèques (sociales) qui le précèdent, le conditionnent, l'environnent et l'aliènent intégralement. Ces philosophies de « la mort de l'homme » anéantissent la notion de liberté, attribut dont précisément l'animal pensant s'était paré pour se démarquer des autres espèces vivantes.

Pour la première fois sans doute dans l'histoire de la pensée occidentale, l'homme ne se sentait plus radicalement séparé du monde animal, dont il commençait au contraire à percevoir qu'il partageait les aliénations fondamentales. Fils de Dieu ou de Prométhée ? Peut-être ; mais d'abord fils de la nature et de la terre, animal émergeant à la conscience avec la lenteur des grands événements géologiques.

Ainsi, dès l'aube du 20^e siècle, la position de l'homme dans la nature est-elle totalement bouleversée. L'homme prend conscience de son intégration à la biosphère et au monde animal. Il se perçoit désormais comme une espèce parmi toutes les autres comme toutes celles qui l'ont précédé ou qui aujourd'hui l'accompagnent dans la grande fête de la vie, elle naquit un jour sur un rameau du phylum des Primates, et devrait connaître à son tour son déclin et peut-être sa mort. Cette prise de conscience, jusqu'ici limitée à de petits cercles d'initiés, commence à se répandre dans la pensée contemporaine et marque le début d'une « révolution culturelle » peut-être sans précédent dans l'histoire.

Darwin avait d'ailleurs parfaitement perçu les conséquences de ses théories et, dans un ouvrage publié en 1871, « l'ascendance de l'homme », il s'en inquiétait quelque peu. Une lady anglaise, informée de ses travaux, ne confiait-elle pas à un ami : « Descendants des singes, mon Cher, espérons que ça n'est pas vrai ! Et si ça l'était, pourvu que la chose ne s'ébruite pas ».

La chose, hélas, s'est singulièrement ébruitée ! Et voici l'homme, nu et solitaire, dépouillé de son statut millénaire, perdu dans l'immensité du Cosmos !

A l'image sécurisante d'un monde stable et immuable, transmise de générations en générations et que venaient conforter encore les certitudes religieuses, il doit bel et bien substituer aujourd'hui celle, beaucoup plus angoissante, d'un univers en perpétuelle transformation, menacé de dislocation ou désintégration par les ferments contradictoires qui le travaillent, et pourtant porté en avant par une force irrésistible dans laquelle le biologiste verra la manifestation contemporaine de

Sauvegarder les grands équilibres écologiques

l'obscur et obstinée poussée de la vie à travers les espèces depuis les origines.

Avec sa sécurité, l'homme contemporain perd aussi sa liberté. Marqué par son hérité, déterminé par son enfance, conditionné par son milieu, que reste-t-il aujourd'hui de cet être orgueilleux qui prétendait régir l'univers alors qu'il n'en est qu'un rouage ?

2. L'EXPLOSION INDUSTRIELLE ET LES LIMITES DE LA CROISSANCE

Cette « révolution culturelle » qui bouleverse l'Occident, est d'abord scientifique et philosophique ; mais elle prend sa pleine dimension et atteint les masses par les bouleversements technologiques et sociologiques qu'elle suscite. En moins de 50 ans, l'Europe est passée d'une société rurale traditionnelle et artisanale à une société urbaine technicienne et industrialisée. Brusquement, grâce aux progrès conjugués des sciences et des techniques, les jeunes de cette génération voient s'ouvrir devant eux un monde auquel leurs ancêtres n'auraient jamais osé prétendre : celui de l'abondance.

Car, par un étrange paradoxe, jamais l'emprise de l'homme sur la nature ne fut aussi puissante et son

pouvoir aussi étendu. Jamais non plus, à travers l'histoire, les hommes ne bénéficièrent d'un environnement matériel aussi riche et sophistiqué que l'occidental actuel. Grâce aux outils des sciences et des techniques, l'homme a fait, en moins d'un siècle, un formidable bond en avant, creusant davantage encore le fossé qui le sépare des autres êtres vivants. Curieusement, c'est au moment même où il redécouvre son insertion dans le règne animal, qu'il démontre par ses œuvres avec le plus d'éclat l'immensité de l'abîme qui, en réalité, l'en sépare !

Dans ses « Essais de morale prospective », Fourastié analyse pertinemment les conséquences de ce phénomène sans précédent dans l'histoire. Depuis les origines, aucune communauté humaine n'avait réussi à assurer, à la quasi totalité de ses membres, la sécurité élémentaire et la possession des biens essentiels : l'alimentation, l'hygiène, le confort, la santé, la connaissance, les loisirs. Privés de ce paradis terrestre auquel ils aspirent depuis toujours, les hommes avaient fait de leur terre un « ici-bas », projetant dans « l'au-delà », l'espérance d'un monde meilleur. La démarche du prolétaire qui attendait le grand soir, n'est en rien différente à cet égard de celle du chrétien. Ils sont tout entier

animés l'un et l'autre de la vibrante espérance d'un monde meilleur. Or, voici que surgit brusquement ce paradis si ardemment souhaité, porteur et annonciateur de toutes les richesses. Comme le pèlerin qu'une longue marche au désert a laissé épuisé, l'homme moderne se précipite vers l'oasis tant attendu et accomplit enfin le rêve millénaire : posséder et jouir ; avoir tout, et tout de suite : c'est le vertige de la consommation, de l'accumulation des biens, de la diversification des loisirs, etc... Bref, l'homme orphelin s'est immédiatement reconverti en « consommateur ».

Il serait hors de propos de contester les avantages évidents que l'humanité, au moins dans les pays développés, a tiré de cette révolution. Pourtant, la croissance industrielle et démographique de type exponentiel, qui a permis à l'Occident de satisfaire en quelques décades ses besoins essentiels, se trouve aujourd'hui butée sur deux obstacles.

En amont, c'est la limite des ressources naturelles, donc des possibilités de production. Peu à peu, se développe une prise de conscience généralisée de ce que l'on pourrait appeler la « fatigue de la nature », laquelle paie un lourd tribut au progrès (pollutions et nuisances, destruction des milieux de vie, exploitation irrationnelle des ressources, etc...). Le célèbre rapport du M.I.T., même s'il est sujet à critiques et à discussions, a soulevé à cet égard une question de fond qu'il n'est désormais plus possible d'éliminer. Et la crise mondiale de l'énergie a conféré une subite crédibilité à des théories considérées jusqu'ici comme purement spéculatives.

En aval, c'est la limite de la consommation, au moins quantitative. Des fractions non négligeables de la population refuse l'idéal implicite offert par les sociétés dites de consommation. Des phénomènes de marginalisation apparaissent ici ou là, aboutissant à l'organisation de micro-sociétés ou de mouvements de toutes tendances caractérisées par le refus global des valeurs de la société dominante. En même temps des phénomènes de saturation se manifestent.

Comme l'écrit admirablement Legaut dans « l'homme à la recherche de son humanité » : « la société vient toujours clore le temps souvent bref de la possession. Sans cesse, l'homme s'efforce vers de nouveaux biens, dont l'intérêt se dégrade à ses yeux au fur et à mesure qu'il les acquiert... Ainsi, la vie de l'homme moderne se rythme et se développe à partir des biens qu'il s'approprie puis qu'il rejette et qui le déçoivent... Entraîné par le mouvement qui le lance à la poursuite de biens qu'il ne goûte même plus dès qu'il les a obtenus, il est plus vécu que vivant. Son rythme intime est commandé par les cadences de ses conquêtes et de leurs disgrâces ».

Sans doute cette « carence d'être » consécutive à l'accumulation frénétique de biens toujours nouveaux n'est-elle perçue jusqu'ici que par une infime fraction de la population. Trop d'hommes, même dans nos sociétés d'abondance, luttent encore durement pour assurer leur

pain quotidien. Et que dire des pays en voie de développement ?

Pourtant, les limites naturelles de la croissance commencent à apparaître. Chacun a pu éprouver, au moins quelques fois dans la vie, l'encombrante inutilité d'une voiture prise dans un embouteillage ! Que l'évolution se poursuive sur sa lancée actuelle, mal maîtrisée sinon sauvage, et dans quelques décades, un « feedback » (*) inévitable viendra tout naturellement interrompre, par pure régulation biologique, le processus de production, de vente et de consommation des voitures individuelles. L'encombrement dissuadera l'acheteur ! Des exemples analogues pourraient être cités à propos de l'encombrement de l'espace, des zones de loisirs, des littoraux, des places, etc... A quoi sert de pouvoir disposer du téléphone si les centrales sont saturées et les standardistes névrosées ? A quoi sert de posséder un milliard lorsqu'on est perdu au centre d'un désert : car « l'avoir » est relatif à la nature de l'environnement dans lequel il est sensé servir.

Bref, il apparaît de plus en plus évident que les biens matériels ne sauraient remplir à eux seuls le cœur de l'homme. Et l'on rejoint ici l'antique intuition des mystiques de toute époque et de tout lieu, pour lesquels l'absolu seul, parce que au-delà de toutes possibilités de consommation, est « inusable ». Car tout ce qui se consomme s'use et se consume... et le sexe plus que tout ! La loi universelle de l'entropie n'épargne pas les comportements sociaux qui impliquent également l'inévitable dégradation de l'énergie !

Ainsi, la société dite de consommation porte-t-elle en elle-même ses propres mécanismes régulateurs. Ses rythmes de développement répondent sans doute, mais il est encore trop tôt pour le savoir, aux lois mathématiques qui président à la croissance des populations dans toutes les espèces ; elles s'expriment par des courbes en S, très caractéristiques, possédant deux points d'inflexion ; le point de décollage où un phénomène de pululation rapide se manifeste par une ascension presque verticale de la courbe puis un point d'inflexion, à partir duquel l'expansion ralentit et où la courbe s'aplatit ou s'effondre. Les processus fondamentaux de l'évolution ignorent les rythmes de croissance continus et la dialectique permanente de la récession et de la surchauffe, si caractéristique des processus économiques dans les sociétés industrielles, en est une image particulièrement saisissante.

3. L'EXPLORATION DU FUTUR

Ainsi, à l'extrême pointe de la pensée moderne, au sommet de la puissance industrielle, l'évolution semble déboucher, au moins à court terme, sur un cul-de-sac. Après la mort de Dieu, puis la mort de l'homme, des prophètes d'apocalypse annoncent, dans une vision éco-

(*) *Feed-back* : rétroaction, c'est-à-dire tendance de la vie à contrôler les déséquilibres en les compensant par des effets inverses (processus d'autorégulation des êtres vivants).

logique, la mort de la nature, et la mort de la vie... A moins d'un prompt ressaisissement... Et chacun alors de s'interroger : Que faire et comment faire ?

D'abord, poser correctement le problème, en rappelant trois lois fondamentales de la biologie, proposées ici sous forme de syllogisme.

L'homme est capable d'évolution : tout son passé le prouve.

L'homme est en crise : la situation actuelle en témoigne ; dans les démocraties occidentales comme dans les pays en voie de développement.

L'homme n'a progressé, à travers toute l'évolution biologique ou sociale, qu'à travers des crises ; le mouvement européen est né de la guerre, comme la République de la Révolution. Plus loin de nous, c'est en zone aride que sont nées les grandes civilisations, et non dans ces paradis de verdure des zones intertropicales où l'homme piétine dans l'enfance... Et plus loin encore, la vie aquatique n'a conquis les terres émergées que sous la pression de la terrible sécheresse silurienne, il y a des centaines de millions d'années. Ce grand tournant de notre histoire que nous abordons, comment ne pas y voir ce que Péguy nommait une « époque », phase d'évolution rapide et tumultueuse tranchant sur la monotonie des « périodes » calmes et sans histoire.

Dans les attitudes ambiguës de la jeunesse, dans l'extrême profusion et confusion des idées et des débats, la vie se cherche, tâtonne, avance. Le futur se construit sous nos yeux... mais nous restons aveugles ! Notre regard se perd dans les dédales du passé ; notre imagination s'égaré dans les souvenirs ; les origines se cachent sous les commencements dit Heidegger !

Cet avenir, insaisissable et incertain. Il est plus aisé de prédire ce qu'il ne sera pas, que d'en discerner les contours !

a) *L'avenir ne sera pas un retour au passé* : car le passé est mort et l'avenir est neuf. Certes, la biologie comme la sociologie n'ignorent pas les régressions. Ils sont la marque des phylums qui s'éteignent et rien ne se ressemble comme les décadences. Ces phénomènes expriment la dialectique de la vie : le déclin d'une poussée, l'amortissement d'un élan, tandis que déjà la vie rejaillit ailleurs, s'élance à nouveau, va plus loin. Les régressions n'épargnent ni l'individu, ni le groupe ; ni la plante, ni l'homme. Mais il n'y a pas vraiment retour en arrière. Rien de commun entre l'enfant et le vieillard qui « retombe en enfance », malgré de trompeuses et fausses analogies. Car le retour au « statu quo ante » est étranger au mouvement de la vie. L'évolution est fondamentalement négentropique : comme la marée qui monte, sa poussée est irrésistible. Elle va, immuable et sereine, vers une complexité toujours plus grande ; elle est invention continue, création renouvelée, et non répétition de l'histoire.

D'ailleurs, la thermodynamique enseigne qu'un système ouvert (et la vie en est un) ne passe jamais

plus d'une fois par le même état d'équilibre. Aucune marche arrière possible dans le mouvement de vie !

En fait, le retour à la nature est un mythe romantique et sympathique, incarnation du vieux rêve rousseauiste, aussi vieux que le monde. Ce mythe du bon vieux temps ou de l'âge d'or exprime à sa manière une certaine peur du futur, une tentative de fuite dans un passé déjà vécu, donc sécurisant : là, sans doute, est la régression. Quant au passé, il resterait à faire la preuve que ses modèles sociaux aient été plus opérationnels, plus humains que les nôtres. Tout a été dit sur l'inhumanité du monde antique ; et nos ancêtres n'ont-ils pas, au long des siècles, accumulé les crimes et les guerres qui peuplent l'histoire et les histoires !

b) *L'avenir exige le dépassement d'une problématique entièrement héritée du 19^e siècle.*

Nos structures socio-économiques ou politiques sont dominées par les idées du 19^e. Les concepts et maîtres mots des sociétés modernes : capitalisme, libéralisme, marxisme, socialisme, imprègnent nos manières de penser, d'agir et de réagir au point qu'il nous est impossible d'imaginer d'autres formes d'organisation collective, d'autres modes de vie sociale, d'autres alternatives. Toute idée nouvelle est taxée d'utopie : expérience autogestionnaire, communautaire, mode de vie « écologique »...

Or, la problématique dominante présente deux graves inconvénients qui le minent, et avec elle, la société toute entière.

c) *Elle est manichéenne.*

Fondée sur une représentation écologique et darwinienne de la nature, elle ne privilégie qu'un terme de la dialectique « compétition-coopération » dont résultent tous les équilibres de la vie ; le premier.

L'idéal libéral et capitaliste de la concurrence est exclusivement compétitif. Et, si une note coopérative s'y ajoute, ce n'est que pour le pervertir davantage, en favorisant la constitution de monopoles aux pouvoirs exorbitants, capables d'imposer, au plus grand nombre, la loi d'une minorité toute puissante.

L'exercice de la démocratie dans les sociétés occidentales s'inspire des mêmes principes. On est surpris de la violence des débats qui opposent les forces politiques dans une concurrence acharnée. Parler de « combat politique » n'est pas un euphémisme ! La pression du milieu contraint les pouvoirs à privilégier des réalisations à court terme, seules susceptibles d'être jugées en fin de mandat, au détriment des choix fondamentaux dont les résultats ne pourraient s'apprécier qu'à long terme. Et ces réalisations se doivent, pour plaire et susciter la fierté, d'être « de taille », d'où l'orgueil effronté d'une certaine architecture contemporaine, froide et impersonnelle. D'où aussi le gigantisme inhumain de tant de réalisations actuelles.

dans la nécessité... de lutter pour conserver ses privilèges ! Singulier et dangereux retournement de la dialectique !

Or, curieusement, cette évolution tourne le dos aux apports récents de l'écologie, dont elle ne saisit qu'un des aspects. Tandis que la découverte des lois qui président au fonctionnement des écosystèmes nous conduit à éliminer peu à peu le concept d'espèces nuisibles, l'évolution sociale, au contraire, accrédite toujours plus fort, l'idée qu'il faut éliminer ou réduire au silence les hommes nuisibles, par une lutte sans merci.

Or, l'écologie nous offre des modèles de co-existence dans la diversité : pas toujours sans conflit certes, mais pourtant durables. Toutes les communautés vivantes résultent de la co-existence équilibrée d'êtres arrivés à des stades fort divers de l'évolution, et jouant chacun leur rôle spécifique au sein de ces équilibres. Ceci est vrai d'une mare comme d'une forêt, d'une ville comme d'un hameau. L'observation de la nature invite ainsi à la reconnaissance de l'autre dans son intégrité et dans son originalité, donc à la reconnaissance de la différence et à la tolérance.

A l'inverse de Marx, et pour démystifier le débat, ne conviendrait-il pas de réinterpréter la société à la lumière de la nature, donc de « naturaliser la politique », d'interpréter son agressivité foncière comme l'un des avatars sociaux de la compétition biologique, et peut-être, comme une étape encore infra-humaine de l'histoire de l'espèce.

d) *Elle est productiviste.*

Le productivisme est la loi d'airain des sociétés industrielles fondées sur les doctrines du 19^e siècle, à l'est comme à l'ouest, en économie libérale comme en économie socialiste. Or, le productivisme érigé en dogme universel et absolu conduit à des errements que l'on décèle aujourd'hui dans toutes les sociétés industrielles.

D'une part, il réduit l'homme à son seul rôle de producteur et de consommateur et débouche sur un matérialisme exacerbé ; amputant la personne de sa dimension culturelle et spirituelle, il feint d'ignorer la force de l'utopie, cette part du rêve et de l'imaginaire propre au cerveau humain. La nature, de même, est réduite à son rôle de réservoir de matières premières, dépoétisée et exploitée sans vergogne au détriment des grands équilibres écologiques. Les impératifs de la production et de la rentabilité à court terme l'emportent systématiquement sur les choix à long terme.

e) *La construction de l'avenir suppose donc de nouveaux choix.*

Ces choix, Philippe Saint-Marc s'en explique dans « Socialisation de la Nature » lorsqu'il écrit : « Nous voici contraints à des choix qui pour longtemps engageront notre conception de l'homme et le destin du monde.

Préférons-nous l'économie de possession ou l'économie d'épanouissement ? La recherche d'un plus qui

Avec Darwin, la notion de milieu entre dans la science

La dégradation universelle de l'environnement est une conséquence immédiate de cette redoutable mécanique, économique et politique de la concurrence acharnée. Et K. Lorenz n'a pas tort de voir dans cette compétition « intraspécifique » toujours plus vive, une sévère menace pour l'avenir de l'espèce.

Curieusement, le marxisme aboutit, par d'autres voies, au même résultat. En mondialisant le concept de lutte des classes, Marx a donné un nouveau contenu au vieux manichéisme chrétien, exacerbé par la contre-réforme. En effet, l'affrontement immémorial du Bien et du Mal est désormais relancé à l'échelon planétaire. Il n'est plus seulement l'objet d'un débat intime, d'un dialogue de l'homme avec lui-même dans le secret de sa conscience, mais au contraire affrontement entre les hommes, de groupe à groupe, de classe à classe : affrontement qui trop souvent dispense l'individu du pénible effort d'avoir à se perfectionner lui-même, puisqu'aussi bien, le mal désormais c'est toujours les autres qui l'accomplissent et l'incarnent !

D'où la difficulté croissante du dialogue et la crise des démocraties qui en résultent. Il n'est pas inopportun de s'interroger sur les chances d'avenir d'une société où le mot lutte est devenu synonyme de toutes les vertus, et où l'égoïsme épais des groupes de pression, des clans, des intérêts les plus divers et souvent les moins avouables, se camoufle et trouve sa justification

augmente les biens ou d'un mieux qui améliore le cadre social et physique de la vie, l'enrichissement ou le dépassement ? Miserons-nous sur la faiblesse ou sur la grandeur de l'homme ? ».

Si une meilleure connaissance des lois de l'écologie éclaire mieux aujourd'hui les choix du futur, les décisions ultimes ne ressortent que de la responsabilité humaine. Car la science ne vaut que par ce que l'homme veut en faire. C'est à lui de décider et d'agir. La science est neutre et ne saurait sauver l'homme malgré lui.

En fait, les grandes orientations du futur commencent à se dégager des réflexions et des débats de ces dernières années. Encore convient-il de s'interroger sur ce que ces orientations exigent de tous et de chacun.

f) *Gérer la nature en bon père de famille, cesser l'exploitation abusive des ressources, le gaspillage, la gadgetisation, réduire la pollution qui profane la nature.* Mais, cela suppose que, dans ses rapports avec la nature, l'homme adopte une autre attitude ; qu'il perçoive à nouveau comme instinctivement ses ancêtres le sentirent, son étroite dépendance et la solidarité qui le lie à tous les êtres qui peuplent la terre. Peut-être faudrait-il promouvoir à nouveau l'antique vertu de sagesse si étrangère à notre temps. Car elle exprime la capacité de faire des choix justes et pondérés, non seulement dans des décisions à court terme, mais dans ce qui engage l'avenir du groupe, c'est-à-dire, l'avenir de nos enfants. La sagesse, chantée par toutes les civilisations et qui fut si chère au judaïsme, a trouvé en Georges Friedmann, un avocat de talent, dans son excellent ouvrage, la « Puissance et la Sagesse ».

g) *Mettre les ressources disponibles au service de tous, par une meilleure redistribution des revenus dans et entre les Etats.* Cela suppose que dans ses rapports avec les autres, l'individu ou le groupe ne fonde plus exclusivement ses comportements sur le modèle compétitif, mais sache faire appel aux forces associatives et coopératives. Ceci est vrai à l'école comme dans la vie, en famille comme dans la profession, dans le syndicalisme comme dans la politique.

h) *Privilégier les équipements collectifs, les actions qualitatives au service de tous, au détriment de l'égoïste consommation individuelle.* Cela suppose une politique de l'aménagement et de la gestion de l'espace, exigeant un plus haut degré de socialisation. Cela suppose aussi que l'homme ou le groupe ait suffisamment de courage pour aller au-delà des limites étroites de son territoire et passe du « je » au « nous » et de « l'avoir » à « l'être ». Ce qui est vrai de l'individu l'est encore davantage des peuples et l'on croit, aux difficultés que rencontre sur son chemin la construction européenne, combien est paralysante la peur de risquer une parcelle de son avoir au profit d'une plus vaste espérance.

i) *Réduire le privilège absolu conféré à l'économique au profit de l'écologique, de l'éthique, du culturel, voire du spirituel.* Cela suppose une nouvelle anthropologie

Freud montre l'impact de l'environnement humain sur la personnalité

restituant l'homme à sa place. A sa place dans la nature d'abord ; ni écrasé comme il le fut dans les sociétés primitives, ni destructeur ou exploiteur comme il l'est aujourd'hui. A sa place, vis-à-vis de son œuvre, car il convient de rétablir le lien quasi sacré entre l'homme et son travail, que la parcellisation des tâches a détruit. A sa place enfin dans l'histoire où il doit comprendre que sa situation actuelle est précaire, fugitive étape dans un processus d'évolution continue sur le long chemin de l'homonisation.

Voilà qui exige un immense effort de formation et d'information seul susceptible de favoriser les nécessaires prises de conscience. Or, cet effort n'est pas fait. Et pourtant le vrai « progrès » est à ce prix.

Ambitieuse utopie ? Peut-être. Mais rien ne serait moins utopique que de croire en une possibilité d'évolution harmonieuse des sociétés, dans de profondes mutations de structures, notamment en période critique, comme celle dans laquelle nous nous engageons.

En fait, une fois encore, l'homme joue son destin. Engagé dans une crise planétaire exacerbée par la rapidité de l'évolution et la phénoménale puissance des moyens dont il dispose, le voici devant un nouveau seuil. Pour le franchir, il doit se transformer lui-même, ce qui implique une difficile remise en cause des modes de vie et de pensées.

Gérer la nature en bon père de famille

Schopenhauer a bien perçu le caractère hybride de l'homme, animal réussi ou dieu déchu, lorsqu'il nous compare à un « animal tragique » qui n'a plus assez d'instinct pour agir avec sécurité et pas encore assez de raison pour assumer les tâches de l'instinct. Cette tragique dialectique de l'homme, prisonnier d'un instinct hérité de ses ancêtres, les primates, est exprimée aussi dans un très beau texte de Heidegger qui écrit : « Nous arrivons pour les dieux trop tard ! mais trop tôt pour l'Être, dont le poème commencé est l'homme ». Ce propos dynamique nous impose de poursuivre notre marche immémoriale sur le long et lent chemin de l'évolution qui mûrit l'homme. Kazantzakis, l'auteur de « Zorba le Grec », écrit ce texte merveilleux, à la fois anthropologie et anthropologie. « Il souffle, dit-il, dans le ciel et sur la terre, dans notre cœur et dans le cœur de chacun, un souffle immense que l'on appelle Dieu, un grand cri, une voix. La plante voulait dormir immobile au bord des eaux stagnantes, mais le cri jaillissait et secouait ses racines ; va-t-en, lâche la terre, marche ! Pendant des milliers et des milliers d'années, le cri a poussé sa clameur et voici qu'à force de désir et de lutte, la vie a quitté la plante immobile : elle s'est libérée. Le cri terrible s'est planté impitoyablement dans ses reins, quitte la boue, dresse-toi sur tes pieds, engendre plus grand que toi ! Cela a duré des milliers et des milliers de siècles et voici qu'est apparu, tremblant sur ses jambes, encore mal affirmé, l'homme. Il s'est efforcé encore pendant des milliers d'années de sortir comme une épée du fourreau, de la bête. Où

Refuser le gigantisme inhumain et impersonnel

aller ? crie l'homme avec désespoir. Je suis arrivé au sommet, au-delà s'étend le chaos, j'ai peur ! Lève-toi, crie la Voix, marche, c'est moi qui suis au-delà ! ».

Cet aiguillon dans notre chair, cette loi irrésistible que la biologie impose à notre somnolence, nous invite à sortir de nos conservatismes et de nos commodités. Nous voici contraints d'évoluer vers un « plus grand » que nous, parce que « plus est en nous », comme l'affirme la fière devise de la Maison de Bruges, car si telle n'était pas la loi, nous serions des algues, des virus ou des pierres ! Que dis-je, de l'hydrogène sans doute. Nous n'aurions jamais parcouru ce chemin immense, si cette force ne nous poussait depuis les origines. Il convient qu'elle nous pousse vite aujourd'hui si nous voulons éviter les distorsions trop fortes génératrices de ces explosions subites, venues des profondeurs dont mai 68 ne fut peut-être, en France, qu'une avant-première. Pour cela, il nous faut réussir la plus difficile des choses qu'on puisse demander à un homme : renoncer à l'amour de ses traditions, pour promouvoir enfin la tradition de l'Amour.

Jean-Marie PELT.

Ce texte de notre collaborateur Jean-Marie Pelt est constitué par une communication présentée au colloque organisé par le collège européen de Bruges en mai 1974 sur le thème : « pour une politique européenne de l'environnement ».

OU EN EST LE CHILI ?

Interview de Bernardo Leighton

Ancien Ministre de l'Intérieur du Chili

Q. — Vous avez été, cher Monsieur Bernardo Leighton, plusieurs fois ministre dans les Gouvernements du Chili et notamment ministre de l'Intérieur du Gouvernement d'Eduardo Frei; vous avez joué depuis longtemps un rôle important dans le mouvement démocrate chrétien chilien. Vous avez quitté le Chili au moment de la dramatique chute de Salvador Allende et vous n'avez pas approuvé la position prise alors par plusieurs de vos amis politiques à l'égard de la junte militaire. Monsieur le Ministre, nous sommes évidemment attachés à l'idée d'une unité de pensée de la démocratie chrétienne dans le monde. Or, à l'occasion du coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973 des tendances opposées se sont manifestées dans la démocratie chrétienne du Chili. Pouvez-vous nous dire ce qu'il en est et nous décrire la situation de ce mouvement qui paraît s'être gravement divisé ?

R. — Volontiers. Mais je désire d'abord vous remercier de la possibilité que votre revue me donne de m'exprimer sur la politique de mon pays, d'autant que j'ai constaté que vous avez consacré déjà plusieurs articles à la situation chilienne : celui de M. Etienne Borne et celui de M. Henri Bourbon qui précédait un texte de Patricio Aylwin, texte sur lequel évidemment j'aurais des réserves à formuler.

La situation de la démocratie chrétienne dans mon pays est particulièrement pénible parce que, en face de ce soulèvement militaire, sa réponse n'a pas été unanime. L'attitude de certains, parmi les instances dirigeantes du parti, revenait à penser que ce coup d'Etat représentait une solution valable aux problèmes du moment. D'autres, dont je suis avec l'ex-président du Sénat, d'autres sénateurs et députés ou dirigeants du parti, ont condamné cette intervention militaire, et n'ont admis sous aucun prétexte que ce coup d'Etat puisse être regardé comme un événement acceptable pour le Chili. Les premiers pensaient qu'il n'y avait pas d'issue pacifique à la situation du pays sous le gouver-

nement d'Allende. Nous pensons résolument le contraire. Moi-même qui ai vu les choses de près avec René Fuentealba, qui est sénateur comme je suis député, mais exclus l'un et l'autre du Sénat et de la Chambre par décision de la junte militaire, nous pensons que, jusqu'au dernier moment, il était possible de trouver des issues normales aux problèmes graves qui se posaient au pays et que, par conséquent, le coup d'Etat n'a jamais eu de justification morale ni, bien entendu, constitutionnelle. Le fait s'est néanmoins malheureusement produit et nous sommes aujourd'hui en présence d'une dictature militaire au Chili.

Je ne suis pas actuellement en mesure de décrire ce qui se passe sous cette dictature, car je suis absent du Chili depuis plusieurs mois, invité par la démocratie chrétienne d'Italie à un travail de réflexion doctrinale sur notre mouvement. Mais je puis réaffirmer que ce coup de force ne peut en aucune manière être approuvé par notre parti. Il y a donc eu deux attitudes bien définies. Je ne puis pas mesurer leurs importances respectives, puisque la démocratie chrétienne, en tant que parti, et tous les partis politiques sont aujourd'hui interdits au Chili. Il n'y a plus de vie politique dans mon pays. On ne peut donc pas savoir quelle est l'importance actuelle des mouvements politiques chiliens. J'ai tout de même la satisfaction d'avoir appris que, dans la démocratie chrétienne se fait jour une forte réaction contre la politique de la junte militaire et le Général Pinochet qui ne tient d'aucune instance démocratique légitime le titre de chef d'Etat. Cette réaction d'hostilité provoquée par l'attitude dictatoriale et oppressive de la junte s'étend à beaucoup de ceux qui ont cru pouvoir, à l'origine, absoudre le coup d'Etat militaire. On me dit aussi que cette réaction est puissante et s'étend à tous les secteurs qui composent le mouvement de la démocratie chrétienne.

J'ajouterai que nous avons le désir, la volonté et l'espoir d'arriver à une expression unanime d'opinion

de la part de la démocratie chrétienne. Et un élément essentiel pour atteindre à la formation de cette unanimité politique, selon notre détermination, est que sous aucun prétexte la démocratie chrétienne ne peut ni ne doit avoir de contacts ou de conversations avec la dictature militaire. Le premier élément de notre unité retrouvée doit être le refus absolu de la dictature. Le second élément sera la nécessité de maintenir des relations et une coordination avec les autres forces démocratiques, non pas pour réaliser une sorte de front commun révolutionnaire, mais pour que tous les efforts de l'opposition démocratique soient efficaces et contribuent au mieux des intérêts du peuple chilien à la chute de cette dictature. Je sais que des efforts sont accomplis dans ce sens, mais je n'ai pas pour le moment d'informations plus concrètes.

Q. — *Revenons un peu en arrière ; Monsieur le Ministre, nous savons que déjà à l'époque de la présidence d'Eduardo Frei, il existait des tendances dans la démocratie chrétienne du Chili. En gros, il y avait une tendance centriste ou modérée et une tendance de gauche, et il est possible que ces tendances se soient affirmées plus fortement au moment du soulèvement militaire. Dans quelle mesure ces tendances et divergences correspondaient-elles à des convictions anciennes et traditionnelles, dans quelle mesure ont-elles été aggravées par cette sorte de catastrophe politique qu'a été l'effondrement de la démocratie représentative ?*

R. — Il faut partir des faits. Il y a toujours eu des tendances historiques dans la démocratie chrétienne chilienne, ce qui n'est pas surprenant pour un parti démocratique aussi vaste, le plus important de la vie politique du pays. Mais ces tendances ont toujours eu en commun le souci de s'exprimer dans le respect de la démocratie. Les différences plutôt que les divergences portaient sur les délais, l'ampleur, les modalités selon lesquelles devait se réaliser une modification, profonde et indispensable, de la société chilienne qui avait commencé sous le gouvernement démocrate chrétien. Certains ont pu se retirer du mouvement démocrate chrétien parce qu'ils n'étaient pas en accord avec ses positions officielles. Mais jamais il n'y a eu doute sur l'adhésion de tous les démocrates chrétiens aux principes de la démocratie chilienne, qui s'honore d'une si longue tradition et souffre aujourd'hui de si graves revers. Le seul point en litige est donc aujourd'hui l'attitude à prendre vis-à-vis de l'éclipse de la démocratie et des moyens nécessaires pour la restaurer.

Q. — *Mais ceci est grave, car si une fraction de la démocratie chrétienne du Chili actuel a accepté au moins au début, ce qui s'est passé en septembre 1973, n'y a-t-il pas là une sorte de mise en question et d'ébranlement des bases morales du mouvement.*

R. — J'en suis bien d'accord, et j'aurais pu le dire avant vous ! Mais cela c'est le problème de ceux qui ont cru pouvoir penser de cette manière. Les gens de mon bord, ceux qui se sont, sans équivoque, déclarés contre le coup d'Etat, qui ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour trouver des solutions normales, but que re-

cherchait aussi Salvador Allende et la majorité de son gouvernement (sauf certaines exceptions) maintiendront cette position. Nous ne cesserons pas d'être démocrates chrétiens au prix de l'expulsion ou de pire encore. Mais nous ne croyons pas que puissent prétendre le rester ceux qui continuent à pactiser avec la dictature au Chili, ceux-là sont, je le pense, de moins en moins nombreux.

Q. — *Il faut d'ailleurs constater que le texte de M. Aylwin publié par « France-Forum », indique l'intention et le souhait de sauvegarder les conditions de la démocratie. Nous avons eu ici l'impression que dans la chute du régime Allende ont joué un rôle très actif ce que nous appellerons les classes moyennes. Ce sont des grèves de médecins, de transporteurs, d'autres secteurs encore qui ont porté à Allende ce que les Espagnols appellent « el golpe de puntilla », le coup de grâce. Quelle était la situation de la démocratie chrétienne par rapport à ces milieux ?*

R. — Oui, votre interprétation n'est pas inexacte. Ce sont en effet les couches moyennes de la population qui, surtout vers la fin, ont été les plus fortement opposées à la politique du gouvernement Allende, puis sont devenues des alliées du coup d'Etat et enfin, au moins au début, favorable aux politiques de la junte militaire. La démocratie chrétienne rassemblait une très large part de ces secteurs de la population au Chili, la composante principale de la démocratie chrétienne est la population de condition moyenne et sous-moyenne ; elle n'a pas l'adhésion des classes de plus haut niveau, c'est-à-dire de la grande bourgeoisie. Je crois que certains des organes d'information de masse de l'extrême droite et, j'ai la tristesse de devoir le dire, de la démocratie chrétienne ont contribué à fausser le jugement de ces classes moyennes, et à les préparer à souhaiter et accepter le coup d'Etat. Telle est la responsabilité de ceux qui manœuvraient ces moyens d'information et parmi eux il y avait des démocrates chrétiens. Moi et d'autres dans les instances du parti avons essayé d'éviter cette orientation et d'éloigner le risque qu'elle comportait ; malheureusement, nous n'y avons pas réussi.

Q. — *Confirmez-vous l'intervention des Etats-Unis dans la préparation du coup d'Etat chilien ?*

R. — Il faut tenter d'être objectif. Les Etats-Unis sont un grand pays à plusieurs têtes. Il serait souhaitable qu'il n'y en eût qu'une, et qu'elle fut de qualité. Mais nous avons pu observer, dans notre histoire de petit pays latino-américain, que certains secteurs des Etats-Unis peuvent avoir une politique vis-à-vis du Chili, et d'autres la politique contraire. J'en ai fait l'expérience, ayant été ministre très jeune ; j'ai ainsi souvent pu observer que l'ambassadeur des Etats-Unis, représentant du Président, avait une certaine attitude et les compagnies nord-américaines une attitude toute différente ; ces compagnies américaines s'opposaient souvent au Chili à leur propre ambassadeur. Tout cela s'est répercuté dans la situation chilienne et, si je ne puis juger le gouvernement des Etats-Unis, je prends

acte du fait que de grands intérêts nord-américains ont été les complices de cette conjuration, et ont aidé le soulèvement militaire. Et à moins d'un aveu ou d'une révélation indiscutable, comment savoir si la C.I.A. a joué un rôle dans ce drame et quel rôle elle aurait joué.

Q. — *Un pays plus proche des nôtres est en train de tenter l'expérience d'une réforme démocratique, au milieu d'ailleurs d'une crise économique : c'est le Portugal. Votre expérience vous donne-t-elle à penser que ce pays risque le même sort que le Chili par suite de l'intervention étrangère ou d'un soutien insuffisant des démocraties occidentales ?*

R. — Je crois en effet que l'expérience du Chili doit servir d'avertissement à tous les pays démocratiques du monde, et que parmi les risques que court aujourd'hui la démocratie dans tous les pays, il faut compter ces méthodes nouvelles, mises en œuvre par de grands intérêts multinationaux pour agir sur la politique en faveur de leurs ambitions. Il est parfois acceptable que ces groupes essaient de sauvegarder des intérêts légitimes, mais je crois qu'une vigilance toute spéciale s'impose aux démocraties devant des manœuvres qui, elles, ne sont pas démocratiques du tout. De tels groupes adoptent les méthodes qui leur plaisent sans se préoccuper qu'elles soient démocratiques ou non ; nous l'avons vu au Chili, et cela doit servir d'exemple et de leçon à toutes les démocraties, parmi lesquelles arrive aujourd'hui à la lumière la démocratie portugaise où je souhaite que la liberté triomphe.

Q. — *Voilà évidemment une réponse d'un grand intérêt, puisqu'elle met en cause la société capitaliste occidentale ou du moins une certaine forme de capitalisme conquérant et agressif. Mais, au moment du coup d'Etat, est-ce que le Chili vivait vraiment dans une atmosphère de démocratie ? Est-ce que les libertés n'étaient pas menacées par un climat de désordre ?*

R. — A la fin du gouvernement du Président Allende, on vivait en démocratie, comme durant tout le cours de ce gouvernement. Et vers cette fin apparaissait la possibilité de sortir des difficultés de l'époque par des procédures et des moyens démocratiques. Je l'ai écrit et je le publierai un jour. Mais c'est aussi à ce moment que les moyens de communication de masse ont tout fait pour dissimuler ces solutions en vue, créer un état d'esprit hostile et favoriser la révolte militaire.

Q. — *Mais beaucoup de voyageurs et notamment des communistes français, Etienne Fajon entre autres, qui ont visité le Chili vers cette époque, ont été impressionnés par l'atmosphère anarchique qu'ils y ont rencontrée.*

R. — Effectivement, comme ont pu le constater tous ceux qui ont vu le Chili à cette époque, il y avait une extrême gauche décidée à une politique excessive et démagogique. Mais le gouvernement Allende s'est toujours efforcé de la contrôler. C'est du reste un problème qui n'est pas encore résolu par les démocraties classiques que celui de l'attitude à prendre envers les

gauchistes extrémistes. La France l'a connu elle aussi : j'étais en France en 1968, et je crois que sans l'habileté exceptionnelle des hommes politiques français, des partis démocratiques, du Président de la République et, dois-je ajouter à titre personnel, sans l'extrême intelligence politique du Premier Ministre Georges Pompidou, le problème n'aurait pas été résolu. L'extrême gauche existe dans tous les pays avec les mêmes projets révolutionnaires ; nous l'avons vue à l'œuvre au Chili comme ailleurs. Mais c'est justement là que les partis démocratiques, et la démocratie chrétienne d'abord, devaient aller encore plus loin dans leur coopération à des solutions pacifiques pour désarmer les tentations de coup militaire et enlever ses arguments à l'extrême gauche, qui par son attitude excitait l'extrême droite à intervenir. Tout ce qui était dit sur une menace gauchiste ne pouvait que renforcer la droite dans ses projets, qu'elle a réalisés le 11 septembre 1973.

Q. — *Mais aurait-il été possible à la démocratie chrétienne, surtout à la fin du gouvernement Allende, de lui apporter un appui plus décisif devant la menace grandissante de coup d'Etat ? On a parlé de conversations entre le gouvernement et la démocratie chrétienne, qui n'ont pas abouti, conversations dont traite M. Aylwin dans l'article publié par « France-Forum ».*

R. — Encore une fois, je le répète, la démocratie chrétienne a fait jusqu'au bout tous ses efforts pour aider à la solution pacifique et démocratique des problèmes de l'heure, dont certains ont effectivement été résolus, et d'autres étaient sur le point de l'être. Mais les grands organes d'information publique ont caché à l'opinion les progrès ainsi accomplis et les accords intervenus, exagérant au contraire la gravité de la situation et favorisant le déclenchement du coup militaire. Le Président Allende par exemple, avait mis au point une solution au problème de la réforme constitutionnelle et devait la faire connaître précisément le mardi 11 septembre ! C'est le jour où le soulèvement s'est produit, et je suis persuadé que les militaires ont avancé la date de leur insurrection quand ils ont réalisé que se trouvaient en voie de solution prochaine les problèmes qui leur servaient de prétextes à intervenir. On le saura clairement un jour. Mais je répète qu'il existait des solutions valables aux problèmes du moment, problèmes politiques et, bien entendu, problèmes économiques et sociaux.

Q. — *Sans vouloir allonger excessivement cette entrevue, Monsieur le Ministre, nous souhaiterions connaître votre avis sur trois problèmes.*

D'abord, quel intérêt les forces armées avaient-elles à déclencher cette insurrection ?

R. — A mon avis, les militaires n'avaient aucune raison valable d'agir ainsi. Jamais d'ailleurs les forces armées, terre, marine, air et carabiniers n'avaient varié dans leur absolue loyauté à la Constitution, et j'étais persuadé qu'elles maintiendraient cette attitude. Le gouvernement Allende est d'ailleurs celui qui a prêté le plus d'attention aux problèmes internes des institutions

militaires, et il les avait résolus en grande partie. Permettez-moi, à titre d'exemple, le récit d'une anecdote. L'île Dawson, dans le sud du pays, où les militaires ont déporté les dirigeants de l'Unité Populaire, était administrée par la Marine, et c'était une vieille revendication de celle-ci que de s'y installer. Aucun gouvernement précédent n'y avait fait droit, jusqu'à ce que le gouvernement Allende donne son accord; et celui qui remit l'île à la Marine, comme ministre de la défense fut M. Toha, dont la mort peu après le coup d'Etat a été la conséquence de sa déportation dans cette île. Je n'avais donc jamais cru possible que les militaires en viennent à se conduire comme ils l'ont fait. Sans doute, certains individus pouvaient éprouver des tentations de cet ordre, mais je ne pouvais le prévoir de la part des forces armées en général, et surtout pas de celle des carabiniers, qui ont été sous mes ordres quand j'étais ministre de l'intérieur. Du reste, très peu nombreux ont été ceux qui ont effectivement organisé le complot au cours des sept mois précédents. Les militaires ont commis la pire des erreurs. Ils ont été trompés par les organes d'opinion agitant la menace d'un coup de force de l'extrême gauche qui, à mon avis, n'avait pas la moindre chance de se produire. Les partis de gauche, les communistes, le parti socialiste, les syndicats étaient opposés à toute idée d'un coup de force, et n'avaient pas les moyens de l'exécuter. Comme député, je connaissais bien ces milieux, qui ont souffert depuis la prise de pouvoir par la junte militaire, la déportation, la prison ou pire: tous étaient fermement attachés à la constitution démocratique. Mais les chefs militaires sont tombés dans le piège que leur tendait l'extrême droite, et telle est l'origine de ce qui s'est passé. Ils ont été aveugles et inconscients.

D'ailleurs, ils ne pouvaient en aucune manière penser que par ce moyen ils résoudre les problèmes posés au pays. J'aimerais aujourd'hui leur demander s'ils ont résolu quoi que ce soit? Le monde sait bien aujourd'hui ce qui se passe dans mon pays. Voici pour votre première question.

Q. — *La seconde question se réfère à ce que vous disiez, à savoir que l'expérience chilienne a une valeur d'exemple. Cela peut s'entendre en deux sens. D'abord en ce sens que la démocratie est quelque chose de fragile, qu'il faut entretenir et protéger avec soin. Mais aussi dans ce sens que pour passer d'une démocratie formelle, dominée par les intérêts privés, à une démocratie réelle, la preuve serait faite qu'il n'y a pas d'autre solution que la manière forte, parce que à s'en tenir aux moyens légaux et constitutionnels comme au Chili, on déclenche un coup de force de la droite.*

R. — A mon sens, l'expérience prouve le contraire. Le coup de force de la droite s'est produit parce que trop de gens ont pensé, comme vous le dites, qu'un coup de force de la gauche était fatal tôt ou tard. Ce que nous savons du Chili montre que les partisans de la manière violente étaient une minorité. La très grande majorité pensait que le passage de ce que vous appelez la démocratie formelle à une démocratie réelle, cor-

respondant mieux aux aspirations populaires, devait se produire à l'intérieur du cadre démocratique légal. Du reste, durant notre gouvernement démocrate chrétien, celui du Président Eduardo Frei, et durant le gouvernement Allende, de grands progrès avaient été faits pour une transformation profonde de la société chilienne. Ils ont été maintenant abolis. Il faudra quelque jour les rétablir, redoubler d'efforts et créer des mécanismes juridiques plus adéquats; mais pas par des actions de force, qu'elles viennent de gauche, ce qui est illusoire, ou qu'elles viennent de droite, ce qui est une tragédie. La démocratie chrétienne au Chili, quand elle était au pouvoir, s'est efforcée de réaliser des réformes audacieuses dans le calme et l'ordre démocratique.

Q. — *On pourrait vous répondre en demandant, au cas où une situation analogue viendrait à exister dans un autre pays d'Amérique latine ou du monde, comment se comporterait un gouvernement du type de l'Unité Populaire après ce que l'on a vu arriver au Chili?*

R. — Il se passerait que l'expérience chilienne aura eu une telle valeur d'enseignement que les partis d'Unité populaire auront beaucoup appris. Je crois que si la chance existe à nouveau pour un gouvernement d'Unité populaire, les partis qui le composeront sauront éviter de commettre à nouveau les erreurs qu'ils ont pu commettre. Car il y a eu évidemment de la part de l'Unité Populaire au Chili des erreurs regrettables.

Q. — *Ceci nous amène très naturellement à la dernière question. Comment se présente l'avenir? Quels sont les projets et les plans, intellectuels ou concrets, envisagés pour revenir à une situation normale?*

R. — Ces plans et projets des démocrates, et en particulier des démocrates chrétiens, c'est au Chili même et en fonction des circonstances qu'il faudra les préciser, par l'effort des hommes de mon parti, des autres démocrates et dans le cadre des principes sur lesquels j'ai déjà insisté. Pour notre part à nous Chiliens, qui sommes actuellement en Europe, nous avons un devoir à remplir: faire en sorte que l'on connaisse mieux la réalité chilienne; que l'on sache ce qui s'est passé avant et depuis le coup de force militaire, que l'on réfléchisse chez les démocrates européens sur la manière dont cette action pouvait être évitée. C'est ce que je fais, pour ma part, auprès de la démocratie chrétienne d'Europe. Je crois que cette meilleure connaissance doit se traduire par une solidarité morale qui s'est déjà manifestée du reste, et j'en remercie profondément les gouvernements et les partis démocratiques d'Europe et de France, solidarité qui encouragera et aidera la venue d'une réaction démocratique dans mon pays.

M. Bernardo Leighton était interviewé pour « France-Forum » par Yves Gilbert, le 11 juillet 1974.

N.D.L.R. — M. Bernardo Leighton vient de se voir interdire de retourner au Chili par une décision de la junte militaire chilienne en date du 8 octobre.

La nécessaire mise en valeur des ressources océaniques

par Jean-Pierre Lévy

UN des Français vivants les plus célèbres aux Etats-Unis n'est-il pas le Commandant Jacques-Yves Cousteau, dont les films, les ouvrages et les séquences de télévision sur ce qu'il a appelé à juste titre le « Monde du Silence » ont contribué si efficacement à faire connaître l'Océan non plus seulement en tant que surface mais, par le succès de ses plongées sous-marines, dans son épaisseur ?

Tandis que le courage et l'esprit d'entreprise de ce pionnier et de son équipe apportent au grand public émerveillé un spectacle magnifique et nouveau, d'autres hommes dont l'aventure a été si bien décrite dès 1969 par Daniel Behrman dans son livre « Planète-Océan » (1) poursuivent souvent depuis des années un effort de recherche considérable et parfois dangereux. Chercheurs et marins, ces hommes sont aussi pêcheurs ou biologistes, mais également physiciens, géologues, ingénieurs

ou chimistes et après les résultats positifs de leurs travaux acquis au prix de bien des peines, économistes, voire juristes.

Les réalisations concrètes déjà obtenues permettront-elles d'apporter une contribution efficace aux problèmes qui se posent à l'humanité en cette fin du XX^e siècle au moment où, parmi ceux qui pensent à l'avenir des générations futures, les membres du « Club de Rome » résumant comme suit l'essentiel de leur « Rapport sur les limites de la Croissance » (2).

● « Si les tendances à la croissance qui caractérisent actuellement les sociétés humaines se poursuivent, les limites de la charge utile de la terre seront bientôt atteintes — sans doute en moins d'un siècle — et il s'ensuivra, sous une forme ou une autre, un effondrement irrésistible de la civilisation.

(2) Rapport de Tokyo sur « L'Homme et la Croissance ». Edition Seuil (page 16).

(1) Robert Laffont, éditeur.

● Il est encore temps d'éviter un désastre de première grandeur, si les tendances actuelles à la croissance sont rapidement maîtrisées.

● Plus nous tarderons pour cette reprise en main, et plus elle imposera de souffrances, avec des chances réduites de succès.»

C'est précisément parce qu'il apparaît évident en 1974 que l'Océan peut jouer un rôle essentiel dans la limitation de ces souffrances que la mise en valeur de ses ressources est aujourd'hui indispensable.

Le temps n'est pas éloigné en effet où celle-ci pouvait être présentée comme un défi proposé à notre civilisation industrielle, celui de la découverte et de l'explo-

planète si incorrectement appelée terre, une sorte de recours. L'analyse des tendances démographiques actuelles, la consommation de plus en plus grande de matières premières, la demande toujours croissante d'énergie, le gaspillage des unes et de l'autre suscitent à juste titre l'inquiétude de tous ceux qui réfléchissent à ces problèmes. L'augmentation prévisible de la population mondiale — qui dans trente ans comptera quelque sept milliards d'êtres humains — l'accroissement des besoins qui en résultera, le surencombrement des terres émergées, la boulimie de la civilisation industrielle, ne peuvent qu'entraîner une exploitation du seul espace encore largement en friche, l'océan longtemps délaissé mais peut-on admettre qu'elle se fasse au prix d'une âpre concurrence économique entre puissances industrielles désireuses de s'assurer le contrôle de leurs approvisionnements ?

La mise en valeur des ressources de cet espace peut susciter des tentations d'accaparement, des tentatives d'appropriation, des risques de conflits, des possibilités d'affrontement, comme il s'en présente chaque fois que l'activité d'un homme peut en troubler un autre, chaque fois que la politique d'un pays peut gêner un autre pays.

Bien au contraire, l'exploitation des océans doit nous donner l'occasion — alors que nous nous interrogeons souvent sur la finalité et les structures de notre société industrielle — de créer des structures nouvelles adaptées à la maîtrise d'un développement technologique et économique qui puisse respecter les équilibres nécessaires à la vie harmonieuse de l'homme en assurant notamment la protection de l'environnement à l'égard d'activités de production en mer, et l'ordre international grâce à une entente sur les conditions de l'exploitation des ressources océaniques, considérées comme « un patrimoine commun de l'humanité », selon l'expression de l'Ambassadeur maltais Arvid Pardo, reprise par la communauté internationale (3).

Il ne s'agit pas en effet de produire à partir des océans n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment. Il faut savoir subordonner toute exploitation à la mise en œuvre d'une technique qui assure le respect du milieu naturel, ainsi qu'aux modalités juridiques qui doivent permettre à la solidarité internationale de trouver là une chance nouvelle de s'exprimer. Car si l'océan n'est pas l'Eldorado dont les ressources inépuisables pourraient soutenir une croissance indéfinie, et par suite reléguer l'hypothèse de la croissance zéro parmi les épouvantails salutaires qui permettent de prendre conscience de la gravité d'une situation, il apporte à des degrés divers, une réponse aux problèmes majeurs que doit résoudre aujourd'hui notre société industrielle ou en voie d'industrialisation : nourriture, matières premières, énergie.

(3) Ce principe a été adopté par l'Assemblée Générale des Nations-Unies lors du vote d'une résolution le 17 décembre 1970.

Cliché C.G. Doris

Construction d'un réservoir de pétrole sous-marin destiné au champ d'Ekofisk en Mer du Nord

tation rationnelle de la dernière partie encore inconnue de notre planète, la tache bleue de nos cartes qui couvre près de 72 % de la surface du Globe. A l'exploration de l'espace extérieur, entreprise par les deux grandes puissances de notre temps, on pouvait penser substituer un effort de connaissance de notre espace intérieur, qui présentait de plus l'immense intérêt de la recherche de ressources économiques importantes. Si l'espace cosmique est hors d'atteinte, pour une puissance industrielle moyenne comme la France, l'espace océanique, par contre, est à sa porte et à sa portée.

Or, l'actualité brutale accélère un effort entrepris depuis peu, en lui fixant comme but immédiat de trouver dans l'océan des réponses à des questions économiques urgentes que nos moyens de prévision avaient sans doute trop souvent minimisées, mais auxquelles nous sommes confrontés dans l'immédiat. « Courons à l'onde, en rejaillir vivants » n'est-ce pas Valéry qui nous donne ce conseil, conseil de vie, de survie, qui est aussi l'expression d'une des très hautes formes de culture que l'humanité nous ait léguée, la culture méditerranéenne ?

L'océan en effet, est devenu pour les peuples concentrés sur quelque 28 % seulement de la surface de la

Hall expérimental d'aquaculture au Centre Océanologique de Bretagne

I. — PREMIERE REPONSE DE L'OCEAN, LA PRODUCTION DE MATIERE VIVANTE

La première réponse de l'océan, — la production de matière vivante afin de tenter de résoudre la question de la nourriture de l'humanité — est paradoxale. La grande majorité des ressources vivantes, tirées de l'océan est en effet actuellement constituée de poissons, mollusques et crustacés capturés à la faveur d'actions de pêche menées à partir de bateaux pour la plupart de dimensions modestes. La pêche est une activité très ancienne de caractère traditionnel exercée selon un régime fondé jusqu'à une époque récente, à la fois sur le principe général de liberté de navigation et sur le postulat d'une richesse inépuisable de matière vivante. Or, en même temps que l'on assiste à des extensions unilatérales des zones de pêche que des pays maritimes réservent à leur pêcheurs nationaux au risque de déclencher des conflits graves, chacun sait désormais que les tonnages disponibles sont limités. Car, si d'une part, avec 70 millions de tonnes par an, les quantités pêchées dans le monde n'atteignent pas encore l'optimum des possibilités de capture que l'on estime aujourd'hui aux environs de 100 millions de tonnes sans toucher au capital de reproduction des espèces, d'autre part, on assiste hélas à la disparition par surexploitation de certaines populations de poissons : anchois au large du Pérou, harengs de la Mer du Nord, thons de l'Atlantique ou du Pacifique Septentrional.

Il ne sera fait efficacement échec à ce paradoxe que si l'on prend des mesures inspirées de celles de l'économie forestière. Il faut parvenir à créer par les prises de la pêche un équilibre biologique qui favorise le maintien des espèces recherchées. Un prélèvement bien étudié et appliqué avec méthode est susceptible de permettre un développement des différentes espèces plus harmonieux que le développement naturel.

Une pêche bien gérée, au niveau mondial, ne serait pas autre chose qu'une régulation naturelle des populations. Le régime des « quotas » — tonnages de captures auxquels chaque pays peut prétendre pour une espèce donnée, en une zone donnée — l'interdiction de la pêche dans certaines régions ou à certaines périodes, la réglementation sur le maillage des filets tels qu'ils sont définis par des organisations internationales ad hoc, doivent permettre d'approcher sensiblement de l'optimum espéré actuellement, cet objectif de 100 millions de tonnes par an, si faible pourtant si on le compare aux 4 milliards de tonnes de céréales produites annuellement dans le monde entier.

Ces dispositions prises pour améliorer les résultats quantitatifs de la pêche sont empiriques et insuffisantes. L'exploitation optimale des pêcheries passe obligatoirement par une concertation plus poussée et plus efficace entre les nations qui seule permettra de gérer de façon rationnelle le stock océanique de matière vivante, en assurant la conservation des espèces tout en développant la pêche.

Mais dans le même temps, pour produire davantage de protéines animales, afin de répondre aux besoins en nourriture d'une population mondiale dont la croissance ne pourra en tout état de cause être que progressivement ralentie, il faut passer à l'aquaculture, ou élevage contrôlé d'animaux marins (4). Cet élevage est réalisé depuis plus d'un siècle en Europe Occidentale pour les moules et les huîtres. Un examen attentif des statistiques mondiales de pêche montre que dès aujourd'hui, l'aquaculture joue un rôle non négligeable. Sur une production annuelle totale de 70 millions de tonnes, plafond atteint en 1969, on peut estimer à 15 % la contribution de l'aquaculture, essentiellement mol-

(4) Nous négligeons ici les cultures d'algues qui, indépendamment de leurs utilisations industrielles, peuvent fournir dans certains pays des apports complémentaires en protéines.

lusques en espaces aquatiques clos. On note qu'au Japon, en 1972, sur un total de 10,25 millions de tonnes de produits de la mer, 648.000 tonnes proviennent de l'aquaculture (5) (huîtres, anguilles, crevettes, sérioles), soit une production d'ores et déjà presque équivalente à l'apport français de produits de mer et les techniques n'en sont encore qu'à leur début.

Si le nombre d'organismes marins que l'homme produit actuellement ou que l'on s'efforce d'élever de manière intensive ne dépasse pas aujourd'hui une vingtaine d'espèces, on sait déjà qu'il est possible d'obtenir des rendements de production rapportés à la surface utilisée beaucoup plus élevés que les meilleurs rendements obtenus sur des espaces terrestres avec des animaux terrestres. Des mesures faites en Union Soviétique sur un élevage de carpes, en eau douce il est vrai, ont permis de constater que l'accroissement en poids de ces poissons élevés en milieu contrôlé est deux fois plus rapide que celui des bœufs ou des moutons sur des prés d'embouche et de 50 % supérieur à celui des animaux de basse-cour. Or, les animaux aquatiques grossissent encore plus vite en eau de mer, tels la truite lorsqu'elle devient truite de mer ou le saumon né en eau douce qui grossit dans l'océan. En ce qui concerne les huîtres, les Japonais sont parvenus à l'obtention d'un rendement annuel de 50 tonnes à l'hectare, poids des coquilles compris, soit un rendement en chair comestible de 8 tonnes à l'hectare, valeur treize fois supérieure au rendement des meilleurs parcs à huîtres français, quinze fois supérieure au rendement d'un élevage moderne de bétail, et quatre cents fois supérieure au rendement des meilleures pêcheries actuelles.

Le rendement animal provoque l'imagination : il suffirait en effet de consacrer à l'aquaculture une surface de 60.000 kilomètres carrés pour produire un poids de chair équivalent à la production mondiale annuelle de produits de la mer. Une telle surface ne représente que deux fois celle de la Manche, que la moitié de celle de la Mer du Nord, ou encore celle d'une bande de 20 kilomètres de large le long des côtes françaises. Le calcul est bien entendu théorique, mais il n'est pas utopique et l'objectif de production est réaliste puisque l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture prévoit actuellement que la production aquacole doit égaler celle de la pêche avant la fin de ce siècle, soit environ 100 millions de tonnes à cette époque.

Certes, l'aquaculture n'est pas la solution définitive au problème de la faim dans le monde, mais elle peut lui apporter un élément de solution car 100 millions de tonnes de poissons d'élevage, cela représente environ 400 milliards de rations alimentaires (6), soit plus de 60 jours de vie pour les 7 milliards d'habitants de la planète prévus en l'an 2000.

(5) Statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (O.A.A.).

(6) Une ration alimentaire équivaut à environ 2.000 calories par jour.

Bien que ses promesses soient considérables, l'aquaculture demeure encore peu développée en raison de difficultés qu'un important effort de recherche scientifique et de mises au point techniques tend progressivement à résoudre. L'aquaculture ne présentera une importance économique réelle que lorsque l'élevage intensif en bassins alimentés en eau de mer sera maîtrisé. En raison du coût de la recherche entreprise pour parvenir à cette fin et des investissements relativement élevés que représentent les installations, l'aquaculture produit en priorité, pour atteindre la rentabilité, des espèces présentant une valeur marchande relativement importante ; mais le stade suivant devra être celui de la production d'espèces de moindre valeur.

Il est donc raisonnable d'être optimiste, quoique l'aquaculture n'en soit encore qu'à ses débuts, car il n'est guère de problèmes techniques que l'homme ne parvienne à la longue à résoudre. Mais l'exploitation aquacole n'est possible que dans certaines conditions d'environnement et est incompatible avec d'autres utilisations dégradant le milieu marin (industrialisation, urbanisation intensive). La nécessaire politique d'aménagement du littoral doit donc d'ores et déjà prendre en compte cette considération et réserver à l'aquaculture les sites les plus favorables.

Mais en attendant, il est évident qu'avant même d'exploiter ces ressources nouvelles, les hommes devront veiller à mettre un frein au gaspillage de celles dont ils disposent déjà : est-il bien raisonnable en effet de voir les pays développés utiliser comme ils le font une grande partie des produits de la pêche pour la nourriture animale alors que tant d'êtres humains meurent encore de faim ?

II. — LA DEUXIEME REPONSE DE L'OCEAN, AUX QUESTIONS POSEES PAR NOTRE TEMPS, EST CELLE DES MATIERES PREMIERES

Cette même préoccupation de mettre un frein à ce que Vance Packard appelait à juste titre « l'Art du gaspillage » ne vaut-elle pas au moins autant pour les matières premières minérales ? on estime aujourd'hui qu'au rythme actuel de consommation, nos industries consommeront dans quinze ans deux fois plus de matières premières, dans trente ans trois fois plus qu'elles ne le font aujourd'hui. Le taux moyen de progression de la consommation est régulier, et se situe depuis 1950 aux environs de 5 % par an. Ce taux moyen recouvre des rythmes de progression différents selon les minerais : 10,5 % pour la bauxite, 7 à 8 % pour le nickel, 5 à 6 % pour le fer et le cuivre, 3 à 4 % pour le plomb et le zinc, 1 % pour l'étain.

Certes, les réserves terrestres actuellement connues permettent de faire face pendant plusieurs dizaines d'années à cette progression mais l'homme qui a eu, bien évidemment, tendance à exploiter en priorité les gisements minéraux les plus riches et les plus faciles

techniquement, se trouve très rapidement placé devant la nécessité de mettre en exploitation des gisements terrestres dont la rentabilité n'ira sans doute qu'en diminuant, en raison même des difficultés techniques croissantes de leur mise en valeur.

Il est donc naturel que l'océan soit récemment apparu comme une source d'approvisionnement en matières minérales qui soit en mesure de prendre le relais des ressources terrestres, d'autant plus que nos connaissances géologiques permettent de penser qu'il n'y a pas de raison pour que les terres immergées ne soient pas aussi riches que les terres émergées. L'attrance de l'océan est d'autant plus grande que les pays transformateurs de ces matières premières espèrent acquérir grâce à lui une indépendance d'approvisionnement par rapport aux pays producteurs et exportateurs actuels.

Certes, là encore, les connaissances sont très incomplètes, la rentabilité n'est pas prouvée et il serait vain d'attendre des ressources inépuisables puisqu'elles sont par nature non renouvelables à l'échelle de temps de l'humanité.

Les ressources les plus facilement exploitables sont celles situées sur les plateaux continentaux, sables et graviers sous-marins et accumulations minérales appelées placers.

Les sables et graviers sont déjà exploités notamment par les Britanniques (14 millions de tonnes par an, soit 12 % de leur production totale), les Japonais, les Danois et les Hollandais. Ils permettent d'approvisionner les industries du bâtiment et des travaux publics dont la demande croît, dans la plupart des pays industrialisés, à un taux annuel de 8 à 10 % alors que les possibilités d'exploitation terrestre deviennent plus rares et portent trop souvent des atteintes dommageables à l'environnement naturel. Songeons que dans quinze ans, les ressources du bassin de la Seine seront épuisées alors que l'approvisionnement de la seule région parisienne nécessitera près de 90 millions de tonnes chaque année.

Pour nous, Français, le recours aux gisements mis en évidence en Manche et au large de la Bretagne s'impose donc, à condition que l'exploitation ne soit pas préjudiciable à l'environnement marin. De telles ressources sont bien entendu négligeables si l'on raisonne en termes macroéconomiques, elles sont essentielles au niveau sectoriel.

Les potentialités des placers sous-marins, concentrations de minéraux provoquées sur la frange maritime du littoral, par l'action de la houle et des courants marins ou fluviaux, sont a priori plus importantes bien qu'il soit encore impossible de dresser l'état des réserves mondiales.

Les exploitations actuelles sont encore peu significatives, à l'exception des gisements de cassitérite proches des côtes d'Indonésie et de Thaïlande qui ont fourni, en 1970, 12.500 tonnes d'étain, soit près de 10 % de la production mondiale (pays de l'Est exceptés). Les

Soviétiques exploitent depuis 1968 en Mer Baltique des sables contenant du titane et du zircon et affirment qu'une telle entreprise serait beaucoup plus rentable qu'une exploitation traditionnelle à terre.

Moins facilement exploitables mais ouvrant des perspectives très considérables sont les nodules polymétalliques des grands fonds. Ces concrétions se présentent sous la forme de pommes de terre plus ou moins grosses ou de plaques noires déposées sur le fond des océans à 4.000 ou 5.000 m et contiennent de très nombreux minerais, essentiellement du manganèse et du fer mais aussi du nickel, du cuivre et du cobalt, ceux-ci en moindre densité, représentant par contre les éléments les plus valorisables. Presque tous les fonds des océans en sont tapissés avec cependant des densités sur le sol et des teneurs en minerais économiquement intéressants très variables. Nos connaissances sont encore très fragmentaires puisque seuls des échantillonnages représentant des têtes d'épingle sur les immensités océaniques ont été réalisés mais on a pu estimer les seules réserves de l'Océan Pacifique au chiffre énorme d'environ 1.600 milliards de tonnes dont 900 pour la zone Pacifique médiane, a priori la plus intéressante.

On ne saurait donc s'étonner que de telles richesses aient suscité un vif intérêt et que les projets des grands groupes miniers mondiaux soient importants : l'enjeu est considérable puisqu'il peut s'agir d'un bouleversement complet de l'économie minière actuelle.

Mais rien n'est joué, car la possibilité d'exploiter suppose que l'on ait délimité et évalué des gisements de haute teneur en minerais valorisables, que l'on dispose d'un procédé de ramassage industriel à grand rendement (de l'ordre de 5.000 à 10.000 tonnes par jour) et que l'on sache effectuer le traitement métallurgique des nodules pour séparer leurs constituants. Si les première et troisième conditions semblent devoir être à peu près sûrement remplies, la seconde pose des problèmes technologiques difficiles. Bien que beaucoup annoncent le début imminent de l'exploitation, il est vraisemblablement plus conforme à la réalité d'affirmer que si l'exploitation paraît ne pas devoir être mise en doute, ce n'est qu'à une échéance indéterminée, d'autant plus que deux éléments essentiels sont encore inconnus, le coût d'une tonne de minerai obtenue à partir des nodules et le régime juridique des fonds marins. Tant que ce dernier ne sera pas défini, on peut se demander qui consentira des investissements pouvant être estimés à 250 millions de dollars pour une exploitation ramassant et traitant 1 à 3 millions de tonnes de nodules par an, seuil estimé de rentabilité, s'il n'est assuré d'une garantie minimale d'exploitation.

Malgré ces incertitudes juridiques, techniques et économiques, les espoirs et l'intérêt sont tels que les efforts portés sur les nodules dans les grands pays industrialisés sont importants et croissants. Des consortiums internationaux voient le jour, des navires prospectent en permanence l'Océan Pacifique, des Etats financent de vastes programmes de développement, car

il conviendra d'être présent le jour où l'exploitation débutera. On a pu estimer que 300 à 500 millions de dollars seront investis à cette fin entre 1971 et 1976 par au moins 30 sociétés dans le monde, et bien que ce chiffre soit entaché d'une grande incertitude, il est toutefois significatif de l'effort entrepris.

Les Etats doivent trouver là aussi un champ d'application de la coopération internationale à condition que celle-ci s'engage avant toute exploitation unilatérale.

Si l'océan recèle des matières minérales importantes sur son sol ou dans son sous-sol, sa masse est elle-même une source d'approvisionnement. L'eau, cet élé-

Le volume des océans est pratiquement inépuisable puisque son renouvellement est constant. Or, on trouve dans l'eau de mer la quasi-totalité des éléments, et même si les teneurs sont très faibles (7), les ressources sont considérables. Sait-on que la quantité totale d'uranium dissous dans l'eau de mer est estimé à 4 milliards de tonnes ? Même si le calcul est théorique, si les procédés industriels d'extraction ne peuvent être envisagés qu'à long terme et si le coût est actuellement prohibitif, ce simple chiffre peut laisser penser que dans de nombreux cas il sera possible sinon de mettre heureusement en échec les théories de l'épuisement des ressources, tout au moins d'en reculer considérablement l'échéance.

Les objectifs sont donc considérables bien qu'encore imprécis car nos connaissances sont en effet trop fragmentaires pour que nous puissions aujourd'hui affirmer qu'ils sont définitifs. Rien n'interdit de penser que nous découvrirons un jour des mines sous-marines similaires aux mines terrestres, dont l'exploitation sera plus aisée que celle des nodules, de la même façon que des champs pétroliers sous-marins comparables aux gisements terrestres ont été mis en évidence.

III. — LA TROISIEME REPONSE DE L'OCEAN AUX DIFFICULTES DE NOTRE TEMPS EST CELLE DE L'ENERGIE

L'océan en effet compte, dès aujourd'hui, et combien, sur le marché mondial de cette matière première éminemment politique qu'est le pétrole. Mais il peut permettre aussi à terme des formes nouvelles de production d'énergie.

En matière de pétrole, les gisements océaniques entrent déjà actuellement pour près de 20 % dans la production mondiale de brut. En 1980, ils fourniront probablement 25 à 30 % de la consommation mondiale de pétrole estimée à 4,2 milliards de tonnes, et vraisemblablement près de 50 % d'une consommation encore plus forte en 1990. La mise en valeur de ces gisements peut entraîner dès maintenant des modifications de la géopolitique économique. Les mers côtières de l'Alaska, la Mer du Nord, prennent place parmi les zones productrices du monde. La Norvège va devenir un pays exportateur de pétrole et on prévoit que vers 1980, la Grande-Bretagne assurera la couverture de

Cliché Cnexo

Remontée de nodules polymétalliques à bord d'un navire dans l'Océan Pacifique

ment indispensable à la vie et qui est un bien rare dans les pays arides, ou limité dans les régions où une demande croissante ne peut être satisfaite par les ressources terrestres, peut être procuré par l'océan, à cet égard inépuisable. Et, de fait, le dessalement de l'eau de mer est désormais une activité industrielle puisque près de mille installations sont actuellement en service. Le coût de production est certes encore très élevé et la technique ne peut être utilisée que pour l'approvisionnement de régions proches du littoral, mais l'eau de mer dessalée sera le relais inévitable de l'eau douce naturelle face à une consommation galopante, qui s'est par exemple accrue de 70 % en cinq ans aux Etats-Unis.

(7) Ce n'est d'ailleurs pas toujours le cas puisque dans certaines fosses profondes (plus de 2.000 mètres) de la Mer Rouge, on a trouvé des eaux très chaudes (jusqu'à 60°C), sursaturées et jusqu'à 300 fois plus riches que l'eau de mer « standard », en plomb, zinc et cuivre cumulés. A ces eaux sont associés des dépôts de boues minéralisées qui contiennent également des concentrations importantes de métaux d'intérêt économique. Cela ne constitue pas encore un objectif minier, mais les premiers indices sont suffisamment intéressants pour que trois groupes industriels aient déjà manifesté le souhait d'obtenir des titres miniers dans cette partie du monde.

ses besoins énergétiques. L'océan influe sur les modifications des courants de transport, sur la transformation des rapports entre utilisateurs et producteurs d'hydrocarbures. Les situations établies aujourd'hui sont radicalement remises en cause par les découvertes de gisements marins et l'évolution des techniques qui permettent d'intervenir à des profondeurs de plus en plus importantes.

Quelle révolution si l'on songe que le premier puits foré hors de vue de terre a été achevé il y a seulement 25 ans dans le Golfe Persique ! Il est encore difficile d'avancer des chiffres précis sur l'état des réserves de pétrole marin mais une étude d'avril 1973 des Nations Unies fournit une indication grossière de ce qu'elles seraient dans l'état actuel, donc très incomplet, des connaissances : 300 milliards de tonnes, soit environ quatre fois les réserves terrestres.

L'exploitation n'intéresse encore que des tranches d'eau modestes, d'une profondeur inférieure à 200 mètres, mais les programmes à court terme intéressent les tranches de 500 à 600 mètres pour les forages d'exploration et de 300 à 400 mètres pour l'exploitation dans les zones calmes. Dans un avenir proche, on pourra forer sans risques jusqu'à 1.000 mètres et l'industrie étudie déjà les problèmes économiques et techniques de la tranche allant de 1.000 à 3.000 mètres. Programmes considérables puisqu'il s'agit d'implanter dans un milieu mouvant et souvent hostile des matériels lourds et sophistiqués, en respectant des conditions de sécurité draconiennes.

Les gisements profonds d'hydrocarbures peuvent incontestablement être exploités à long terme, au prix d'un effort d'anticipation technique qui rend lui aussi d'autant plus nécessaire l'établissement d'un ordre juridique international réglementant et surveillant une exploitation dont les conséquences sur l'équilibre du milieu marin peuvent être considérables, voire dramatiques.

Car, tout spécialement en matière d'exploitation d'hydrocarbures en mer, le risque de pollution accidentelle, notamment lors des forages d'exploration, doit être très sérieusement pris en compte, ce qui explique que la prévention des accidents représente une part non négligeable des investissements (de l'ordre de 5 à 7 %).

Les hydrocarbures des gisements océaniques sont nécessaires pour équilibrer le bilan énergétique mondial dans les années à venir, hors même de toute considération de compétitivité des prix. Mais le récent et spectaculaire enchérissement des prix du brut, même s'il est suivi d'une détente aléatoire, a fourni à l'exploration océanique un adjuvant tel que désormais les avantages comptables s'ajoutent aux atouts économiques et aux nécessités politiques, pour contribuer au développement de programmes importants de production océanique d'hydrocarbures. C'est ainsi que le pétrole de la Mer du Nord — bien que très onéreux au niveau du forage offre en définitive au moins pour ceux qui le produisent, une rentabilité 4 à 5 fois supérieure à

celui du Moyen-Orient en raison d'un coût de transport réduit et d'une fiscalité infiniment moins lourde (8).

Alors que pour le pétrole marin, l'océan constitue une gêne puisqu'il introduit en quelque sorte une couche géologique supplémentaire, il est par ailleurs lui-même un formidable réservoir d'énergie en raison des mouvements qui animent sa masse et des différences de températures existant au sein de son volume.

A l'exception de l'énergie marémotrice, dont la France est à ce jour la seule à avoir une expérience industrielle avec l'installation de l'estuaire de la Rance, les autres potentialités énergétiques de l'océan ne sont restées jusqu'alors qu'au stade des études. La crise énergétique mondiale leur donne actuellement un grand regain d'intérêt.

Il ne faut pas attendre de l'énergie marémotrice des apports considérables dans le monde en raison du faible nombre de sites actuellement recensés susceptibles d'être équipés (les marées doivent atteindre des amplitudes très importantes). Mais, sur le plan français, il n'est pas sans intérêt de constater que dans la Baie du Mont Saint-Michel, l'installation d'une digue prenant appui sur les Iles Chausey permettrait de produire 8 à 10 % de la consommation électrique française actuelle. Le dossier technique et économique mérite d'être rouvert, car outre les avantages liés à l'utilisation d'une matière première n'exigeant pas de sorties de devises constamment renouvelées et non polluante, il faut prendre en considération l'intérêt d'une diversification des sources d'énergie.

Beaucoup plus importants pourraient être les apports dus à l'énergie des courants qui atteignent parfois des vitesses importantes, de la houle, énergie considérable mais diffuse, et à l'énergie thermique depuis que Georges Claude a montré qu'il était possible d'exploiter un cycle thermique utilisant comme source chaude l'eau de surface et comme source froide l'eau de profondeur. Si la maîtrise de ces sources d'énergies pose des problèmes technologiques délicats qui exigeront d'importants et longs efforts, un succès remporté dans ces domaines aurait des effets considérables puisque le risque d'épuisement de la ressource aurait disparu.

✱

Longtemps réservé aux passions des aventuriers et à l'inspiration des poètes, l'océan a désormais pris une dimension économique. Qu'on le regrette ou non, il n'est pas possible de refuser l'exploitation océanique mais il faut prendre garde que la mer soit monopolisée par des technocrates. Il ne faut sacrifier ni l'océan « spirituel », élément de réponse au goût d'infini et de mystère de l'homme, ni l'océan « physique », élément de réponse à ses besoins matériels.

(8) Résultat d'une étude de la Société britannique Cazenove and Co. confirmé par une étude du Crédit Industriel et Commercial, l'une et l'autre réalisées en 1972.

Pour réaliser cette ambition, il faut impérativement que l'exploitation soit constamment accompagnée du souci de protection du milieu et du littoral (9). Cela signifie que si la technique, la science, les investissements sont indispensables, ils ne sont pas suffisants : il faut aussi un courant d'opinion autour de ces problèmes de l'océan. Dans un récent rapport, le Conseil Economique et Social déplorait que les Français ne soient pas encore conscients de ce que la mer peut apporter pour leur prospérité, pour l'agrément de leur vie et pour la place de leurs pays dans le monde. Car l'océan n'est pas un but en soi, il peut aussi concourir à la solution de certains problèmes terrestres : la science océanographique a fait réaliser des progrès considérables aux sciences de la terre, à la climatologie. La connaissance des fonds marins a permis de comprendre la formation des structures géologiques terrestres car on sait désormais que leur origine est au fond des océans. La connaissance des processus d'échanges et des transferts d'énergie à l'interface atmosphère-océan a permis de faire progresser la compréhension et la prévision des phénomènes météorologiques : envisager une certaine maîtrise de l'homme sur les climats par une action au niveau de ces échanges océan-atmosphère ne ressort plus de la science fiction.

La France se doit d'être présente dans cette immense compétition et elle dispose d'un certain nombre d'atouts :

- l'ouverture sur les trois grands océans du globe par les côtes métropolitaines et celles des départements et territoires d'Outre-Mer ;
- la création en 1967 du Centre National pour l'Exploitation des Océans (C.N.E.X.O.) qui a manifesté la volonté d'engager la France dans l'exploitation des ressources océaniques (10) ;
- une politique pétrolière efficace et persévérante, qui permet à l'industrie française de proposer sur le marché mondial les méthodes et matériels d'exploitation du pétrole marin ;
- une marge d'anticipation technique qui donne à l'industrie française une forte situation sur le plan mondial en ce qui concerne les engins de pénétration du milieu marin, les matériels et les techniques de plongée profonde.

Mais si la France a des atouts, elle risque d'être rapidement handicapée par le retard qu'elle commence

(9) Il n'est pas possible dans le cadre d'un tel article de s'étendre sur les problèmes posés par la protection de l'environnement marin mais il convient d'insister sur l'importance capitale de cette question et sur les efforts indispensables qui devront être consentis au fur et à mesure du développement de l'exploitation des océans.

(10) Le CNEOX est un établissement public à caractère industriel et commercial qui a pour mission de coordonner l'ensemble des activités océanologiques publiques, de créer et gérer au profit de la communauté nationale les engins lourds d'intérêt général et d'inciter l'industrie française à l'exploitation des océans. Plus récemment, et dans le même esprit, les Etats-Unis ont créé de leur côté un organisme du même type, la N.O.A.A. (National Oceanographic and Atmospheric Administration).

à prendre vis-à-vis de l'Allemagne, du Japon, des Etats-Unis, de l'U.R.S.S. en matière de moyens consacrés à l'océanologie. Il est grave de constater que nous nous laissons distancer : le budget océanologique du Japon a été multiplié par onze entre 1967 et 1973 et il est désormais près de trois fois supérieur au nôtre, celui de l'Allemagne Fédérale, identique au nôtre en 1970, lui est supérieur de 40 % cette année. Il n'est pas trop tard pour remédier à cette situation mais il est urgent de le faire.

Cette course à l'océan peut, il ne faut pas le cacher, être source de conflits regrettables entre pays aux intérêts divergents, renforcer des nationalismes exacerbés, accroître le fossé économique qui sépare pays riches et pauvres. Le risque est d'autant plus grand que le régime juridique des fonds marins n'existe pas, que les décisions unilatérales exorbitantes se multiplient et que le principe ancestral de la liberté des mers n'est plus compatible avec une exploitation des océans au profit de l'ensemble de la communauté humaine.

Une chance existe de mettre un terme à une situation qui ne contente plus personne. Mais le problème est difficile à résoudre et la conférence mondiale sur le droit de la mer qui s'est réunie à Caracas, sous l'égide des Nations Unies, du 20 juin au 29 août 1974, et qui s'était fixé l'objectif ambitieux de définir un nouvel ordre juridique de nature à éviter une concurrence anarchique et dommageable tant au milieu naturel qu'à la communauté des nations n'est pas parvenue à des résultats positifs. De nouvelles négociations sont prévues à Genève au printemps 1975. L'importance des difficultés rencontrées dans l'élaboration d'un nouveau droit de la mer suffit à prouver, s'il en est besoin, l'intérêt passionné porté par tous les Etats à l'exploitation des ressources océaniques alors même que nombre d'entre eux se trouvent confrontés à des problèmes de développement économique, de pénurie de matières premières, de surpopulation.

Puissent les nations saisir cette occasion d'appliquer à un vaste espace neuf une véritable coopération internationale et d'éviter la balkanisation des mers et les conflits inévitables qui en résulteraient.

René Dumont concluait ainsi son ouvrage « Paysanneries aux abois » : « le contrôle de la population, le rationnement des minéraux rares et plus tard le contrôle des climats imposeront, si l'humanité veut survivre, une autorité supranationale, un gouvernement mondial, seul doté d'armes atomiques s'il y en a encore — Nos chances de survie s'amenuisent chaque jour ».

L'océan peut encore être, au moins au début, le point d'application privilégié de cette autorité et contribuer au prix de grands efforts à rétablir nos chances de survie. C'est-à-dire combien est importante la dimension économique de l'océan.

Jean-Pierre LEVY,

Président du Conseil d'Administration
du Centre National pour l'exploitation
des Océans.

Le développement culturel

par Jean-Marie Domenach

— I —

SOCIOLOGIE ET POLITIQUE DE LA CULTURE

TOUTE réflexion sur la culture risque la tautologie : comment, en effet, rendre conscient ce qui est l'ensemble des instruments de notre conscience ? A quoi rapporter ce qui est le système de nos rapports au monde et à nous-mêmes ?

Au surplus, toute réflexion sur la culture est, en soi, un témoignage de culture, — exercice distingué, qui sous-entend qu'on appartient à l'espèce noble, celle qui est capable de graduer l'échelle qui monte de la barbarie à l'humanisme. Vouloir la culture pour les autres, n'est-ce pas affirmer déjà qu'on la détient soi-même ? D'où la déploration, plus ou moins voilée, de la grossièreté des esprits et de la décadence des arts. Egoïste ou bienveillante, c'est toujours une attitude conservatrice.

Parce qu'on le sent, on est tenté de passer à l'extrême opposé : devenir un ethnologue de sa propre culture, lui appliquer les grilles qui ont fait leurs preuves dans l'étude des tribus d'Océanie et d'Amazonie. D'où une sociologie froide, qui se croit prémunie contre toute tentation d'orgueil et de paternalisme : pour elle, notre culture contemporaine est un assemblage où se combinent, dans des proportions particulières, le dit et le non dit, la création et la consommation, les privilèges et les infériorités... Mais une telle vision, si riche soit-elle en méthodes et en enseignements, ne permet pas d'échapper à la difficulté : pour être plus lucide et moins engagé, le chercheur n'en reste pas moins à l'intérieur de sa propre culture. On a envie de dire qu'il en est même l'exemple le plus achevé. Le structuralisme, en effet, ne se conçoit qu'à un sommet de synthèse cosmopolite, qui est caractéristique de la culture occidentale à l'ère de la décolonisation et de la programmation cybernétique. Et certaine sociologie, qui a l'avantage de révéler les mécanismes secrets des inégalités, témoigne, plus qu'aucune autre, du raffinement auquel est parvenue, après Marx, Nietzsche et Freud, l'herméneu-

tique du soupçon. En outre, pour peu que ces analystes émettent un vœu de réforme, ils sont bien forcés de se référer à des valeurs, de sorte qu'on est en droit de leur faire ce reproche : ayant impitoyablement désoctué l'infrastructure psychique et sociale, ils occultent notre fonds commun moral et posent des diagnostics

Nous devons donc accepter la situation ambiguë de quiconque réfléchit sur la culture : détaché et engagé, observateur et acteur, critique et prosélyte... D'ailleurs elle correspond bien à la situation d'une société qui commence à envisager la contestation à la fois comme une menace et comme une chance de renouveau pour sa culture. Si l'on y songe, ce double jeu a été pratiqué constamment au sein de la culture « cultivée » en Occident : les négations y ont provoqué, avec plus ou moins de résistance et de retard, des changements de mentalité, de mœurs et même de régime (XVIII^e siècle), puis elles ont été digérées et consacrées jusqu'à devenir « classiques ». Ce mot évoque le rôle joué dans ce processus par l'école, qui filtre la nouveauté et y apprivoise les jeunes esprits. Les secousses qui affectent maintenant l'école signifient sans doute que cette fonction s'exerce avec plus de difficultés. Quant aux substituts éducatifs dont l'insuffisance de l'école renforce l'audience — télévision, formation continue, etc. — ils affrontent, sans y être préparés, ce problème qu'aggravent, aux deux extrêmes, l'extension de la demande d'enseignement et l'accélération des modes culturelles. S'il est sûr que des facteurs extérieurs que nous allons examiner modifient les données du problème culturel, il est également vrai — on y songe moins souvent — qu'une dialectique ancienne (conflit et recherche de conciliation) propre à la culture d'élite concerne aujourd'hui la masse.

Parler d'une « politique de la culture », c'est prendre acte de ce fait, lui-même culturel, que la culture a commencé de se détacher des infrastructures pour devenir **consciente** ; objet de revendication et de débat. Ainsi la culture reconnaît qu'elle n'est plus « naturelle », liée à des données immuables : groupes clos, professions héréditaires, hiérarchies consacrées — et qu'elle devient « culturelle », c'est-à-dire dépendante d'un vouloir humain. A partir du moment où la révolution du XVIII^e siècle enlevait le destin collectif à la fatalité, la recherche de la liberté et du bonheur devaient inévitablement revenir à ce point d'origine : des hommes qui en soient capables.

Il y a cent ans, Nietzsche avait prophétisé qu'un jour viendrait où la politique ne poserait plus que des questions d'éducation. Ce jour est encore lointain, mais nous en approchons, bon gré mal gré. La preuve en est que les problèmes de culture affleurent dans la politique. Cependant, le risque est énorme. Toute prise de conscience témoigne en effet d'une aliénation : c'est parce que la culture est menacée dans sa transmission et dans son être qu'elle devient problème et revendication ; pour prendre un exemple, c'est parce que les nouveaux ensembles immobiliers pèsent sur l'individu et empêchent la convivance que l'on commence à y réclamer des « équipements culturels ». Tout ce qui est gagné par l'organisation et la prévision l'est aux dépens de la spontanéité, de la fantaisie et de la fécondité communautaire. Si les Français du Moyen Age avaient eu un Commissariat du Plan, ils n'auraient jamais construit ces absurdités économiques que sont les cathédrales.

Ne méprisons pas le folklore, il peut alimenter la fête

sans remèdes. S'il est, en effet, pernicieux d'aborder le thème de la culture à travers des hiérarchies de valeurs (1), il est inévitable qu'on s'y réfère, et mieux vaut le faire clairement.

(1) Pierre Bourdieu fait remarquer que la culture dominante donne lieu à une « fausse perception » qui est de nature éthique. On cherche à se l'approprier parce qu'il est « bien », il est « honorable » d'être cultivé. « On croit viser la vraie culture et on vise en fait l'idée qu'on a de la culture quand on ne l'a pas. »

Prendre pour objectif d'une politique ce qui devrait en être le support et la motivation, c'est avouer une terrible faiblesse et c'est courir de grands risques. Mais comment refuser les risques puisque la faiblesse n'est plus contestable ? Quand la terre, l'air et l'eau, menacés, exigent une intervention publique, pourquoï pas l'avenir de l'esprit ? Au fond, n'est-ce pas cela qui était en cause, sans qu'on eût bien conscience, dans le dernier conflit mondial ? Mais la culture avait encore la forme reconnaissable des nations, et celle, plus fluide, de la démocratie. Ses bastions sont aujourd'hui plus difficiles à repérer. Mais ces métaphores nous mettent sur un mauvais chemin : en fait de culture, nous n'avons rien à « défendre », hormis notre langue, car une langue repose sur des structures et un vocabulaire qui, s'ils évoluent, ne sauraient être refaits pour l'essentiel. Or la langue est l'instrument fondamental des cultures ; elle seule, comme l'indiquait Hegel, permet la **Bildung**, cette formation de base qui nous arrache à la subjectivité immédiate ; elle seule, conciliant le Moi et l'Universel, « fait apparaître l'esprit comme unité consciente de soi des individus ». La langue n'est pas le tout de la culture, mais sans elle il n'y a pas de culture. Il fallait le rappeler d'entrée, car on l'oublie trop souvent à une époque qui privilégie l'image, et s'en inquiéter : le discrédit du langage, tenu pour signe d'humanisme bourgeois et de présentation archaïque, son relâchement sous le choc des techniques, sa pénétration par la langue mondiale dominante, l'américain, tout cela rétrécit le domaine qu'on s'efforce par ailleurs de meubler. A quoi bon développer la musique, la danse, la peinture, à quoi bon favoriser la communication si les hommes sont en train de perdre la parole ?

— II —

EVOLUTIONS

En résumant une évolution de trois siècles, on peut dire ceci : la culture européenne, dans sa forme traditionnelle, à fondements gréco-latin et judéo-chrétien, s'est montrée capable d'engendrer et de soutenir le processus d'industrialisation jusqu'au point où celui-ci, après avoir dissous les cultures populaires et particulière (dites aujourd'hui « sub-cultures »), met en question cet humanisme lui-même.

La grande chance de l'Occident, ce fut la simultanéité de son expansion culturelle, technique et politique, depuis la Renaissance jusqu'à la Première Guerre mondiale. Cette homogénéité lui a assuré un développement exceptionnel, qu'il a su maîtriser et intégrer jusqu'au moment où le choc des impérialismes et maintenant l'expansion inouïe des possibilités de production et de consommation ont rompu cet accord et fait surgir la culture comme une entité séparée, menacée, aliénée. **Le problème essentiel qui se pose aujourd'hui est de**

savoir si une culture nouvelle ou renouvelée sera capable de maîtriser le projet industriel et de l'inscrire dans une visée de civilisation, — autrement dit, de le recentrer sur une idée harmonieuse de l'homme et de la cité.

La seule culture de masse a été inventée aux U.S.A. : westerns, comics, pop-music

Les hommes parviendront-ils à concevoir et à vouloir leur vie, individuelle et collective, autrement qu'en termes économiques ? L'Europe, « continent de la vie interrogée », doit maintenant interroger son œuvre et se définir à nouveau par rapport à ses créations. Moment de division et de dépression, qui appelle la nostalgie, le dégoût et la négation de soi ; mais aussi moment exaltant car, à travers le tumulte de la contestation, il nous ramène aux questions essentielles et nous oblige à nous remettre en route.

Sub-cultures et contre-cultures

Ce choc en retour, cette mise en question radicale, il est normal qu'ils soient plus violents dans un pays comme le nôtre, non seulement parce que la culture y possède une tradition critique aiguisée, mais aussi parce que l'industrialisation y a été particulièrement traumatisante. N'oublions pas que la plus vieille nation d'Europe avait trouvé sa définition dès le Moyen Age, comme en témoigne la carte de nos communes : les deux tiers des paroisses françaises datent du XII^e

siècle. C'est pourquoi, d'ailleurs, la secousse de Mai 68 peut être également interprétée comme une réaction conservatrice et comme une explosion novatrice ; ces deux facteurs y eurent leur part. L'équilibre français est à base rurale, tandis que le dynamisme culturel et politique vient traditionnellement de Paris. Jules Michelet a justifié cet édifice centraliste par la diversité des composantes provinciales. Ce fut l'école qui, prolongeant la Révolution française, opéra l'unification culturelle nécessaire à l'établissement d'un marché économique et d'une administration centrale. Une langue commune, un savoir commun, une mythologie commune se sont substitués aux traditions et aux dialectes régionaux, qui d'ailleurs étaient souvent en décadence.

C'est ainsi qu'à la fin du XIX^e siècle s'opère une gigantesque mutation culturelle. Le savoir traditionnel cède définitivement la place aux connaissances acquises ; la légende à l'histoire ; l'artisanat à l'industrie ; la campagne à la ville. En vérité, cette culture qui agonise était bien déjà une « culture », et d'origine assez récente, puisque ce qu'on appelle couramment « folklore » remonte rarement en deçà du XVII^e siècle. Cette culture rurale ne pouvait soutenir le choc de l'industrialisation. Lorsque le chemin de fer pénètre en Bretagne, apportant les marchandises des grands bazars et remportant de la main-d'œuvre, la construction des calvaires s'arrête.

La rupture est consommée lorsque l'artisanat local se dégrade tandis qu'Eiffel dresse sa tour. Mais cette rupture, nous la voyons à travers l'interprétation qu'en donnèrent les post-romantiques de l'époque, et non pas comme elle fut réellement vécue. Entre 1885 et 1914, une grande partie de l'intelligentzia française s'est effrayée de voir disparaître une culture qui lui semblait précieuse à un double titre : elle encadrait un peuple désormais promis à la prolétarianisation, à la barbarie morale et politique des banlieues : elle servait de réserve, de ressource poétique et esthétique à l'élite. La plupart des thèmes actuels de la « contre-culture » — le retour à la nature, la révolte existentielle contre les contraintes de l'organisation, la recherche de la fraternité — se trouvent en germe dans la réaction régionaliste et nationaliste du début de ce siècle. C'est alors que Frédéric Mistral recompose le provençal et que ses émules s'efforcent de donner un statut littéraire aux cultures rurales. Il s'agit bien d'une réfection entreprise par de grands bourgeois et de petits féodaux, tandis que la masse, à quelques exceptions près, attend du déracinement une promotion.

Les éléments les plus évolués de la population urbaine cherchent alors les voies nouvelles d'une culture populaire qui soit en rapport avec l'ère technique. Tandis qu'une littérature, aristocratique ou bourgeoise, célèbre le passé, eux cherchent à s'appropriier les connaissances et les valeurs d'un humanisme progressiste. Teintée de marxisme ou d'anarcho-syndicalisme, une culture ouvrière se constitue, que les conditions de travail et de vie, puis la Grande Guerre empêcheront de venir à maturité et d'éclorre en chefs d'œuvre. Sa réussite, ce sont des hommes, — militants syndicaux

et politiques, éducateurs de leur milieu, modèles de solidarité et de générosité. De 1880 à 1939, en marge de la culture bourgeoise — et aussi de la culture d'avant-garde — une élite ouvrière offre un exemple de culture où s'équilibrent la main et le cerveau, le souci de la communauté et celui de l'accomplissement personnel. (« Nous sommes les amants passionnés de la culture de soi-même », Pelloutier). Ces hommes-là ont un rapport cohérent avec le monde, ils débordent de significations. Mais cette culture va subir le même destin que la culture rurale. Elle est bientôt délitée par la mécanisation qui, en multipliant les tâches « répétitives et parcellaires », disqualifie une part considérable du travail ouvrier, préparant ainsi le terrain à l'invasion de la culture de masse.

Et voilà qu'à son tour, la culture ouvrière subit le sort de la culture rurale : c'est quand elle agonise qu'elle est reprise en compte par la littérature et la politique. De même que le nationalisme bourgeois avait tiré du ruralisme une lyrique de la patrie et un culte belliqueux de la communauté ethnique, de même le marxisme bureaucratique et un certain révolutionnarisme bourgeois exploitent les thèmes prolétaires et internationalistes, au profit de la construction économique à l'Est, de la contestation à l'Ouest. Chaque fois, une culture authentique se trouve célébrée et enrôlée comme ressource esthétique et énergie politique au moment même où elle décline. Et de même que les jeunes dandys barrésiens, dans leur ermitage lorrain, émus par le labeur héréditaire des paysans, se convertissaient à la terre et aux morts, de même des étudiants écœurés par la « culture bourgeoise » se convertissent au prolétariat, ressuscitant les légendes des révolutions et les chants des communards... Ce genre de récupération confirme deux points :

1^o) La société industrielle a ouvert un abîme culturel qu'elle n'a pas été capable de combler, malgré son habileté à puiser à toutes les sources ;

2^o) La restauration des « sub-cultures » est toujours un entreprise artificielle, et parfois dangereuse.

Certes, il ne faudrait pas aller à l'autre extrême et céder à l'ivresse du progrès technique. Il y a plus d'hystérésis qu'on ne le croit dans les cultures. Mais la culture ouvrière n'est pas plus capable que la culture rurale de remplacer ou de régénérer la culture dominante. En restaurant les « sub-cultures », on aboutit souvent au résultat inverse de celui qu'on cherchait. Comme le dit Pierre Bourdieu, « quand on canonise le folklore, on canonise ce dont le folklore est le produit, c'est-à-dire la dépossession culturelle ». Ne méprisons pas le folklore : il peut alimenter la fête, le théâtre ; il peut même prendre une sorte de fécondité symbolique : ainsi le folklore gréco-romain joua-t-il un rôle essentiel dans la Révolution française. Mais c'est la perspective de la reprise qui importe, autrement dit la fête ou bien la volonté révolutionnaire. Il est illusoire de compter sur les sub-cultures pour être la base d'une renaissance, même si la banalisation de notre

monde provoque un appel angoissé à la résurgence des particularités. Et par-dessous les couches paysanne et ouvrière, plus qu'à moitié intégrées à la culture de masse, les néo-prolétariats n'engendrent qu'une « culture de pauvreté », sans mémoire et sans avenir. Il faut en prendre son parti, « il n'y a plus d'humanité de réserve » comme disait Péguy. On ne peut à la fois avancer et conserver intacts ses arrières. Comme

transforme en expérience du présent. Alfred Willener, après Edgar Morin, a justement souligné l'importance des situations jouées et vécues, à travers les images et les mythologies (ce que Willener appelle l'**imaginaction**). Mais cette libération ne se soutiendra pas longtemps d'elle-même. « Nous avons tant besoin d'énergie rétroactive » (Nietzsche). L'homme, être historique, ne peut s'installer dans le pur présent. Lui donner le sens de sa durée individuelle et de la durée sociale dans un monde en évolution accélérée, c'est plus qu'un devoir pédagogique, c'est une nécessité à inscrire dans toute entreprise de création collective, qu'il s'agisse d'urbanisme ou de spectacle, de religion ou de politique. On commence heureusement à comprendre que musées et monuments historiques ne trouveront leur sens que dans cette perspective de reconquête à laquelle prélude la conservation.

Habiter, travailler, parler.

Le mot culture a deux sens : le premier, le sens « français », indique une manière apprise et consciente de se représenter l'univers, il implique une séparation à l'égard des forces brutes, une domination de soi-même et de l'environnement, et surtout une **distinction** à l'égard de la société. Le second sens désigne un système linguistique, économique et moral, qui régit les rapports des hommes entre eux et avec la nature ; c'est le sens « anglo-saxon ».

Il n'est pas dans notre propos d'étudier la dialectique de ces deux « cultures », telle qu'elle a fonctionné pendant des siècles, mais d'enregistrer un phénomène contemporain qui résume tous les autres : ces deux cultures sont en voie de fusion.

Par conséquent, il devient impossible de traiter de la culture comme s'il s'agissait seulement de la culture première manière : la culture humaniste ou cultivée. Aujourd'hui, tout problème culturel concerne, au moins potentiellement, l'ensemble des relations humaines dans une société. Pourquoi ?

D'abord à cause des conséquences du progrès technique. La culture, au sens anthropologique du mot, était constituée par un ensemble de réponses à des données naturelles à peu près stables ; le rythme et le mode de vie s'organisaient en fonction d'un habitat et d'un travail liés eux-mêmes aux conditions géographiques et démographiques. L'échange des femmes, la reproduction, l'alternance du labeur et du loisir, le savoir et la mythologie formaient un système clos dont l'école structuraliste nous a livré bien des clés. Mais la technique, brisant les isolats, transportant les gens et les idées, inventant de nouveaux outils et de nouvelles formes d'habitation, dissocie ce système et l'oblige à chercher en dehors de lui, dans une culture apprise, secondaire, les réponses nécessaires. Dès lors, le savoir traditionnel, déstructuré, devient inutile et meurt. Ainsi les ethnologues savent qu'un village est entré dans l'ère technique lorsque les femmes sont devenues incapables d'accoucher avec la seule aide d'une matrone et requièrent l'intervention d'un spécialiste.

La neige devient occasion de jeu et de communication

l'ont montré bien des sociologues (en particulier Michel Crozier et Alain Touraine), enfermer les gens dans leur sub-culture, c'est les condamner à un « retrait culturel » qui les appauvrit et les aliène ; il n'y a de culture que participant à un groupe vivant et créateur.

Cela dit, la réappropriation du passé reste une tâche primordiale qu'il faut distinguer de la consommation du passé. La culture, qui d'abord était mémoire, se

Dès lors, la nature brute laisse progressivement la place à une nature fabriquée. La réponse de l'individu et du groupe est de moins en moins sollicitée par les facteurs naturels, et de plus en plus par le milieu artificiel. L'homme subit le conditionnement de ses propres fabrications et les forces qu'il déclenche se substituent à celles du monde physique. « Désenchantement de la nature » : en un premier temps elle est découverte, appareillée, contrainte. C'est au point que, si une catastrophe naturelle se produit, une avalanche par exemple, on ouvre une information judiciaire.

Cette rupture a des conséquences infinies, car elle détruit le dialogue qui nourrissait la culture traditionnelle. Qu'était donc la culture ? essentiellement **habiter**, **travailler** et **parler** la nature. Ces fonctions ont, pendant des siècles, engagé la plus grande partie de l'énergie humaine, et c'est autour d'elles que s'organisait une société et que se développait une existence. C'est à travers elle qu'une culture s'exprimait, l'objet reliant la survie de l'individu et du groupe à la vie permanente de la nature.

En apportant un énorme supplément d'énergie, une foule de produits usinés et des moyens faciles de circuler, la technique a offert à une partie croissante de la population la possibilité de se détacher des conditionnements primaires. Par là, les actes essentiels de la vie ont été dépouillés de leur signification culturelle immédiate. **Habiter** n'est plus un savoir ni un art, liés à un lieu et à un climat, mais dépend de conditions de logement et de transport. **Travailler** n'est plus s'affronter à la terre ou à la matière, mais s'insérer dans un mécanisme rationalisé et spécialisé. La **parole** enfin, s'est détachée de l'humus proverbial pour devenir un réseau de signes abstraits ; jadis façon d'« habiter l'être » (Heidegger), de se l'approprier, elle se transforme en rumeur déracinée, bavardage mécanique, perdant ses contours, ses charmes et sa densité symbolique.

A première vue, on croirait à un triomphe absolu de la « culture » sur la « nature » puisque l'homme a réussi à humaniser son environnement. Mais il en va tout autrement. Pour se connaître, les hommes ont besoin de l'inconnu ; pour se modifier, ils ont besoin de l'immuable ; pour se parler, ils ont besoin du silence. La nature était en eux et entre eux comme une médiation, et dans les transformations qu'ils lui apportaient, ils reconnaissaient leur empreinte. Mais le décor technologique qui, dans un premier temps les rassure et les rassemble, les plonge ensuite dans le malaise et l'isolement. C'est l'histoire de la ville : d'abord cité, lisible dans sa structure et ses monuments, elle devient agglomérat de logements et d'infrastructures qui ne portent plus ni mémoire ni signification. On a attribué aux monuments de Paris la vivacité d'esprit du peuple parisien, et l'enfance de Jules Michelet en témoigne. Mais les nouveaux ensembles et les nouvelles villes sont fonction des besoins économiques et démographiques et ne concèdent que le minimum aux besoins de la convivance. La nature en est chassée, ou récupérée sous la forme caricaturale d'arbustes de serre. Le lien avec le passé y est coupé aussi brutalement qu'avec l'environnement. Aucun monument nouveau n'y témoigne

d'autre chose que de l'utilité, sauf parfois une minuscule église. Les centres commerciaux, en surface ou en sous-sol, ne renvoient au promeneur que l'image ostentatoire d'un système dominé par l'argent. Pas de fantaisie, pas d'œuvre esthétique ou de monument civique ; des espaces dérisoires pour le jeu. Le travail lui-même est absent puisqu'on n'aperçoit nul artisan à son atelier.

De tels lieux deviennent fatalement des déserts pour la culture, quelle que soit la masse d'objets culturels en vente dans les magasins. Rien n'y appelle à la contemplation, à la sublimation, ou simplement à la légende. En revanche, la multiplication des signaux et des réglementations empêche les habitants d'inventer des conduites, d'orner leur existence d'un détail original. Tout est « fonctionnel » ; tout est mis à l'équerre. Dans un bâtiment neuf, dans une rue neuve, il ne reste plus

Un habitat qui ne favorise guère la méditation solitaire et l'engagement communautaire

un endroit vacant, un recoin oublié, qui puisse abriter une flânerie, un rêve (2). Par tous ses aménagements, l'urbanisme moderne combat l'invention, la distraction et la communication.

L'ancienne cité était centrée sur le forum, les lieux publics ; la nouvelle ville l'est sur le logement particulier. Le privé l'a emporté, et les deux inventions les plus vulgarisées de notre époque : l'automobile et la télévision, sont venues renforcer cette privatisation de la vie. Le musée de l'avenir que Ford a construit à Detroit

(2) Interrogés sur les raisons pour lesquels ils regrettaient leur ancienne gare, des employés de Maine-Montparnasse ont répondu que la nouvelle, avec ses couloirs rectilignes, ne permettait plus de s'arrêter un instant pour échanger quelques mots.

propose l'image de logements où l'habitant parvient, sans sortir de chez lui, à satisfaire tous ses besoins. Téléphone, télévision, radio, tourne-disques lui fournissent la communication; la nourriture est livrée à domicile, chaque mois, pour être conservée au congélateur; un bouton spécial est même prévu pour les élections... Ce genre de vie aboutit à priver la communauté de sa fonction normale; elle ne se forme que de manière exceptionnelle ou par réaction, — groupes marginaux, bandes sauvages, clubs plus ou moins ésotériques... L'influence de la famille et de l'éducation première en sont renforcées d'autant, quoi qu'en dise une sociologie vulgaire. Mais le passage de la famille réduite au groupe et à la communauté nationale en devient plus difficile et parfois traumatisant.

Le travail a suivi une évolution parallèle à celle de l'habitat. Les contraintes du profit et de technique l'ont éloigné de la nature. Il est inutile de refaire après Marx l'analyse de la réification: le travailleur séparé de son travail et transformé en produit de sa production... Ici aussi, l'homme est amené à réfléchir et à agir sur un réseau de signes qui l'enveloppent et le dirigent sans qu'il en possède la clé. Une minorité conçoit; une majorité exécute un programme dont elle ignore le plus souvent la structure et les objectifs. Ici aussi, une totalité, pourtant conçue par l'esprit, se distribue en fractions indéchiffrables. De même que la ville refoule la culture dans la sphère du privé, de même le travail refoule dans la sphère du loisir, conçu comme le lieu exclusif de la réalisation de soi, et pas seulement du divertissement, comme le lieu de la vraie vie.

De tels cloisonnements ont toujours existé. Mais notre époque les pousse jusqu'à la schizophrénie. En uniformisant le cadre de vie, en renforçant les contraintes collectives, on casse le rapport qui unit le public au privé, le travail au loisir. Et il devient difficile de rétablir un équilibre. En effet, la mécanisation, la programmation débordent d'un domaine sur l'autre: le temps libéré est à son tour dévoré par l'organisation et ses sous-produits (bruit, pollution et interdits de toute espèce) au point que la recherche de compensation se fait violente, parfois hystérique: l'alternance rurale et artisanale du quotidien et du festif laisse la place à une opposition entre l'inhibition et la désinhibition. Celle-ci s'accompagne d'agressivité et de vandalisme; la tournure prise par certains festivals, la délinquance de bande, l'usage de la drogue, ou simplement la conduite automobile et la panique des départs en vacances en sont des illustrations.

Toutes les compensations n'ont pas ce caractère brutal et avilissant. En même temps qu'elle oppresse, isole, désenchantée, la technique ouvre à la culture de nouveaux domaines. Le corps peut être récupéré par le sport. La nature peut l'être grâce aux vacances.

L'imaginaire, grâce au jeu. En France, nous vivons le moment où la destruction de la culture traditionnelle l'emporte encore sur les amorces d'une culture nouvelle. Mais il arrive que le passage se fasse bien. Prenons l'exemple extrême des villages de montagne

sauvés de la mort par les sports d'hiver. La neige, qui était contrainte naturelle, devient occasion de jeu et de communication. La montagne, appareillée, se découvre. C'est elle encore qui, en termes nouveaux, appelle l'effort et nourrit la conversation. Cependant, un Français seulement sur dix sait skier et, parmi ceux qui savent, combien, en admettant qu'ils aient les moyens de faire du ski, sont capables d'échapper à la frénésie et d'arrêter leur descente pour regarder un sommet?

Abondance et signification

Notre culture, jusque dans la fête et la dilapidation, portait la marque de la pénurie. L'objet y était souvent plus durable et quelquefois plus précieux que l'homme lui-même. La « culture » apparaissait réservée à une élite. Or voici que la production de masse, en multipliant les choses, bouleverse le rapport à l'objet.

L'antique dépendance est brisée: l'individu se libère en même temps des besoins primaires et des contraintes de la tradition; il n'est plus enfermé dans un lieu, dans un groupe, dans une situation. Devant lui s'ouvre une foule de possibilités. Il joue des rôles différents; il peut choisir sa nourriture, son but de voyage, ses distractions. Si limitées que soient ses ressources, la gamme des choix qui lui sont proposés reste inouïe pour quiconque a connu la civilisation qui s'est éteinte chez nous il y a une vingtaine d'années. Bien peu, avant guerre, pouvaient espérer quitter leur pays, des souvenirs d'école, quelques romances, un lot de livres et d'almanachs dépareillés définissaient l'horizon culturel de la masse. Aujourd'hui, la majorité des adolescents voyagent hors des frontières nationales et à travers radio, cinéma et télévision, sont en contact avec le monde entier. Toutes les barrières sont en train de céder. Avant de dénoncer le conformisme, il faut enregistrer les progrès de cette indépendance dont l'automobile est devenue l'instrument principal et le symbole.

Cependant, l'unité culturelle brisée, comme nous l'avons vu, par le progrès technique, n'a pas eu le temps de se reconstituer. Le changement du décor et de la mode s'accélère sans que les esprits puissent trouver un point fixe, une perspective cohérente. Ainsi une nouvelle dissociation s'ajoute aux autres: libéré de la tyrannie des choses rares, l'individu se trouve à la merci des choses abondantes, manquant des critères indispensables pour les organiser rationnellement ou les hiérarchiser esthétiquement.

Certes, dans le même temps, la culture cultivée s'est répandue grâce à la démocratisation de l'école et aux médias de masse, mais elle est trop éloignée de l'expérience vécue dans la société technique pour fournir les bases d'un humanisme contemporain. Entre Cicéron et l'aérospatiale, le fossé est trop large. Le comble ordinairement un savoir incohérent fait de bribes de sciences vulgarisées et de mythologies fades ou aberrantes. La seule culture de masse qui mérite ce nom est celle qui a été inventée aux Etats-Unis, celle des **Westerns**, des **Comics** et de la **Pop Music**; elle nous arrive plus ou moins dégradée, privée de sa fécondité, de sa fantaisie

créative. L'unique domaine où une culture populaire française a survécu en s'adaptant est celui de la chanson, et encore faut-il noter que près de la moitié des chansons diffusées sur les ondes françaises est de provenance étrangère.

Un champ immense s'est ouvert à l'esprit : en vingt ans, la technique lui a permis d'entrer en contact avec l'univers extra-terrestre. Quel sens donner à cette effraction continuelle de la terre et des cieux ? Les arts exotiques ont été récupérés par un génie comme Picasso, le jazz a intégré la musique nègre. Il n'est plus de culture aujourd'hui qui ne soit appelée à un certain cosmopolitisme, et ce serait une tâche urgente pour une politique de la culture que d'y réfléchir et d'articuler ces quatre niveaux :

- celui de la culture proprement française,
- celui de la francophonie, ou plutôt de la francité (3),
- celui de la culture européenne,
- celui d'une culture mondiale, ou plutôt d'une ouverture œcuménique aux cultures étrangères.

Nous disposons des instruments nécessaires à l'extension de notre domaine culturel : le « musée imaginaire », les médias de masse (en particulier la télévision) et les traductions. Assurément, les moyens visuels l'emportent sur les moyens intellectuels : c'est surtout sous forme de spectacle que le monde vient à nous. Mais comment interpréter ces images qui, entre la poire et le fromage, nous apportent à domicile la guerre du Bengale, les danses rituelles du Togo et l'industrialisation japonaise ? La culture occidentale a dès longtemps privilégié l'œil par rapport à l'oreille et ce fut une des raisons de son expansion. Mais on peut se demander si le recours au visuel n'a pas atteint un point excessif. La multiplication des images distrait, plutôt qu'elle ne renseigne, et elle a vite fait de saturer celui qui ne se sent pas concerné. Sans doute surestime-t-on les pouvoirs de la télévision, lors même qu'on les déplore. Une enquête américaine a prouvé que son influence sur les enfants était fonction de l'entourage familial ; une enquête française a montré que son influence sur les votes, pris isolément, était négligeable. Imaginons un instant que Jésus-Christ soit notre contemporain et qu'au lieu de prêcher à Tibériade, il paraisse à la télévision ; il y a fort à parier qu'aucun apôtre ne se lèverait pour aller le rejoindre... A-t-on jamais vu quelqu'un qui ait été converti par la télévision ?

C'est que la télévision stimule l'appétit ambigu de voir, toujours davantage, cette curiosité divagante qui est le contraire d'une véritable culture, laquelle requiert un minimum de concentration et de sélection. La télévision pourrait fournir un appoint inestimable au développement culturel, mais elle ne peut en être l'élément central. Actuellement, son importance culturelle tient surtout au fait qu'elle emplit la quasi-totalité du temps

qui pourrait être consacré à des activités culturelles diverses : elle occupe la plupart des foyers français pendant trois ou quatre heures par jour, présence fascinante, qui abolit toute autre présence, toute autre communication. Conquête récente et symbolique du niveau de vie, elle ne tardera pas, en France, à perdre beaucoup de son prestige et à rejoindre le statut qui est actuellement le sien aux États-Unis. La multiplication des chaînes aura deux effets sur la culture :

— le premier, négatif : elle enlèvera au spectacle son caractère unique, qui fournissait un prétexte de conversation et aboutissait parfois à une communication ou à un débat quasi national,

— le second, positif : elle obligera un nombre croissant de spectateurs à sélectionner les émissions, donc à recourir à des informations et à des critères particuliers, au lieu de recevoir passivement, une fois le bouton tourné ; il est probable que cette première sélection en entraînera d'autres, poussant ainsi les Français, comme les Américains, à choisir entre diverses possibilités : radio, disques, cinéma, théâtre, etc. L'apparition prochaine des vidéo-cassettes accentuera encore cette tendance.

La télévision consommera toujours plus de culture qu'elle n'en produira. Certes, elle peut exploiter plus ou moins bien des richesses dormantes, et il serait absurde, pour une politique de développement culturel, de la laisser envahir par des divertissements stupides. Mais il ne faut pas trop se faire d'illusions sur les possibilités d'élever le niveau culturel de la télévision. Son pouvoir d'enrichissement dépendra toujours du substrat culturel existant. Et, comme nous venons de le voir, son extension appellera une sélection et, par conséquent, une formation et une information croissantes. Une bonne partie des Américains, principalement dans les couches supérieures, ont acquis cette maîtrise. Aider les Français à l'acquérir rapidement devrait être l'un des soucis principaux des enseignants, animateurs et responsables de groupe : c'est en étendant la sélectivité dans le public plutôt qu'en se battant sur la qualité des programmes et sur les heures d'écoute qu'on obtiendra une amélioration de la qualité culturelle de la télévision. Le but est de créer, entre le téléspectateur et l'objet visuel, cette relation de préférence qui le relie aux disques et aux livres qu'il se procure. Lorsque les vidéo-cassettes seront disponibles à des prix convenables, un pas énorme sera possible vers la personnalisation de la culture de masse.

Le moment est venu, en France, de renverser la problématique culturelle. Il s'agissait jusqu'alors de **diffuser** des connaissances, **d'apporter** la culture. C'est encore dans cet esprit qu'est conçue l'école ainsi qu'une grande part de notre action culturelle. A l'époque de la rareté, la culture se nourrissait de quelques rencontres : une dizaine de livres, de tableaux, de concerts, puis de films, un ou deux voyages constituaient, pour la plupart des gens cultivés, un trésor inépuisable. Aujourd'hui, les biens culturels s'offrent au premier venu ; ce qui manque, au contraire, c'est le coup de foudre et l'étreinte.

(3) Malgré un intérêt croissant par le mouvement littéraire québécois, la connaissance de la « francité » par les Français reste rudimentaire.

Le plus souvent on butine sans prendre le temps de s'arrêter. Ainsi le péril est-il passé d'un pôle à l'autre : nous commençons à voir cette espèce d'« hommes modernes » que Zarathoustra avait rencontrés au « pays de la culture » : êtres vides sous les bigarrures empruntées à tous les pays et à toutes les croyances. Aujourd'hui, il s'agit que le plus grand nombre se taille un domaine dans l'immense empire de la culture vulgarisée. Finalement, peu importe l'accès — que ce soit Homère, le jazz ou même la motocyclette —, l'essentiel est qu'un homme trouve quelque part un lieu spirituel

monomaniaques. Les conditions d'habitat, la mobilité, la pression du niveau de vie s'opposent à la fois à la méditation solitaire et à l'engagement communautaire. L'organisation technique des rapports humains refoule une affectivité qui explose, de loin en loin, comme un besoin panique de communion. Jadis, c'était le prêt ou le partage de l'objet rare qui favorisait la communion. Dans les pays industrialisés, où surabondent les biens de consommation, l'objet rare, c'est la parole, prononcée, écoutée, échangée. Notre société ressemble à ces parents qui gâtent leur enfant pour éviter de lui parler. Favoriser la rencontre des hommes et l'échange de la parole devrait être le premier souci d'une politique de la culture décidée à aller plus loin que la vulgarisation du patrimoine. Ce qui implique en particulier :

— une réforme de la pédagogie scolaire, afin que les enfants apprennent à s'exprimer librement,

— une réforme de certaines législations et de certains règlements, en particulier touchant la construction et l'urbanisme, afin que ne soient pas sacrifiés aux impératifs du rendement tous les lieux susceptibles d'être utilisés pour la rencontre et la communication.

Dans la même intention, on doit se préoccuper des petits groupes qui sont probablement appelés à jouer un rôle déterminant dans la rénovation de la culture. Une partie de la jeunesse est lasse des contraintes du rendement et de la consommation. Sans préjuger l'avenir des nouvelles communautés, on peut y voir le signe d'un lourd malaise et l'une des voies possibles d'un changement de civilisation. Leur attitude semble souvent naïve et régressive mais elle témoigne de l'équipement d'une culture qui, formée dans la rareté, a cherché à dominer la nature plutôt qu'à l'aimer. Il serait certes puéril d'opposer nature à culture : « le retour aux sources » n'a rien de barbare, c'est l'indice d'une culture raffinée. Mais s'il est vrai que cette « contre-culture » est beaucoup plus cultivée et beaucoup moins neuve qu'elle le croit, il reste qu'un mouvement bienfaisant pousse vers la tranquillité, la méditation, la douceur, l'harmonie avec la nature, — valeurs presque oubliées d'une culture que domine le rationalisme cartésien. Il est regrettable que la législation, les règlements, la police d'une nation obsédée par le culte de la propriété privée, s'opposent à des modes de vie communautaire qui pourraient être l'une des bases de l'animation culturelle dans les années à venir.

Sans doute vaudrait-il mieux abandonner l'expression « culture de masse » comme on a abandonné celle de « culture populaire » : elle risque trop de couvrir l'abandon à des évolutions prétendues fatales, qu'une poignée d'analyste, de comprendre et d'expliquer. Les media de masse ne font pas une culture de masse. Ce n'est qu'en apparence qu'ils combattent l'aristocratie de la culture ; en fait, le déferlement des images et des signes aboutit à renforcer le privilège de l'élite capable de les trier et de les organiser ; l'inadaptation de notre pédagogie fait que seuls ou presque, les enfants des classes supérieures sont préparés à la maîtrise des media de masse.

*La multiplication des images ouvre sur le monde entier,
mais elle distrait plutôt qu'elle ne renseigne*

ou esthétique qu'il puisse habiter sans s'y clore, une occupation dont la finalité, pour reprendre l'expression de Kant, soit sans fin, c'est-à-dire sans utilité.

« Il n'y a pas trop de communication, il n'y en a pas assez » (Raymond Carpentier). C'est que l'excès des signes mis en circulation provoque un réflexe de retrait. L'immersion dans l'insignifiance et l'isolement individuel ou collectif sont devenus complémentaires. D'un côté, nous trouvons la « communication anonyme », la rumeur mécanisée, le conformisme de la mode ; de l'autre, le retrait sur la cellule close : famille, clubs, groupuscules

Il y a plus. Tout en saluant les progrès qu'a permis la société de consommation, il faut bien constater que sa nature contrecarre en profondeur le développement culturel auquel elle offre d'énormes moyens. Car, en même temps qu'elle diffuse des biens et des comportements, elle asservit les libertés à des besoins artificiels, à l'insignifiante prolifération des spectacles et des objets. Le désir de tout, qui est le moteur du système, s'oppose essentiellement à la culture, qui est distinction et préférence. Toute culture implique un arrachement à l'univers immédiat du désir indifférencié, une dévotion à des images, à des valeurs indestructibles. Plus que toute autre, la culture occidentale, tragique en son essence, tire de la mesure qu'elle prend de l'absurde la résolution de libérer les destins.

Culture bourgeoise et révolte culturelle.

Cette vision « éthique » de la culture, Pierre Bourdieu en a dévoilé le piège : elle peut en effet traduire la révérence que portent à la culture dominante ceux qui ont conscience d'en être exclus, dès lors ils s'efforcent d'adhérer à la hiérarchie de valeurs des dominants, de partager leurs admirations, leurs modes, leurs préjugés. C'est exact. Mais une telle remarque, si l'on s'y arrête, condamne à l'impuissance : expression de la classe dominante, la culture ne pourrait être renouvelée, fécondée, que par l'avènement de nouvelles couches sociales, or, nous l'avons vu, il est inutile de miser sur les trésors dormants dans les couches infériorisées, et ces chefs-d'œuvres « populaires » que sont les toiles du douanier Rousseau et le Palais idéal du facteur Cheval ont été consacrés par l'avant-garde. Ce qui domine aujourd'hui, autant que la culture dominante, c'est une culture moyenne, faite d'éléments hétérogènes conditionnés pour le grand nombre. Parlera-t-on de « culture bourgeoise » ? Mais à condition d'ajouter que la partie la plus évoluée de la bourgeoisie ne goûte à cette marmelade que du bout des lèvres. Une conception « classiste » de la culture ne mène actuellement nulle part, et un concept qui permet d'englober Raymond Radiguet et Paul Bourget, Flaubert et Eugène Sué, Samuel Beckett et Marcel Achard n'a pas de signification. Mieux vaut considérer que la bourgeoisie a monopolisé, manipulé et plus ou moins affadi la culture, mais les fermentations en demeurent virulentes, comme l'a montré l'explosion de Mai 68, qui jaillit de l'Université et parmi des étudiants en grande majorité bourgeois.

Sans nier les hiérarchies de classe qui structurent l'apprentissage et la diffusion de la culture, il faut envisager une autre contradiction, qu'a précisément dévoilée Mai 68. Les aliénations nées de la pénurie laissent la place à des malaises qui portent moins sur l'avoir que sur l'être et sur l'exister. En arrachant les gens à leur définition traditionnelle, la société technique les met dans une vague angoisse dont porte témoignage toute une part, et souvent la meilleure, de notre théâtre et de notre cinéma, de Godard à Ionesco et Beckett. Les questions méta-physiques sont descendues dans la rue, et d'abord celle de l'identité qui, posée récemment sous la forme nationaliste et raciste, se distribue au-

jourd'hui en une multitude d'interrogations. Qui suis-je ? Quelle est ma nature, mon origine, et quelles sont mes limites ? Comment durer dans ce monde qui change, et pourquoi mourir dans ce monde qui dure ? Après avoir cherché une issue dans les frénésies totalitaires, cette angoisse a reflué sur la vie privée ; elle adresse une demande pathétique à la psychanalyse et à toutes les psychothérapies dont on connaît le succès de masse (4) ; mais aussi elle en appelle au cœur même de la culture, et c'est là sans doute, pour l'avenir, une chance et un défi primordial.

Cet appel à l'essentiel est renforcé par les dégâts du productivisme, dont les plus visibles sont l'encombrement et la pollution. C'est lui qu'il faut retrouver sous les formes aberrantes ou naïves dont s'entoure la « contre-culture ». Trop flagrant est le contraste entre la mythologie complaisante de la société industrielle et la réalité cruelle de la ségrégation des pauvres, des cadences éreintantes, des paysages dépecés par l'argent. Trop flagrante aussi, la contradiction entre les valeurs apprises à l'école et vénérées officiellement, et le spectacle d'un monde irrationnel et brutal. Le scandale qui en résulte pousse parfois à l'évasion et au cynisme, mais il nourrit aussi une protestation qui va chercher l'argument de ses fureurs dans la justice, l'amour, la beauté, c'est-à-dire — contrairement à ce qu'on prétend d'ordinaire — dans les principes fondamentaux de notre humanisme. Jamais, depuis le XVIII^e siècle, la culture n'avait été aussi active, n'avait nourri autant de colères et d'espoirs, n'avait inspiré autant d'actions.

Le projet industriel et l'avenir de la culture.

Si les protestataires semblent se tourner contre la culture, c'est qu'ils la voient utilisée contre ses propres fins, à la paralysie des esprits et des corps. L'école qui, sauf exception, une fois passée la Maternelle, continue d'appliquer une pédagogie morne et disciplinaire, le discours captieux de la publicité et le discours flatulent des media de masse, tout se conjugue pour appauvrir et conditionner l'intelligence et la sensibilité alors qu'il faudrait mobiliser leurs ressources pour combattre l'abrutissement dans la société programmée. La révolte qui s'est esquissée en Mai 68 et qui continue de fermenter dans la jeunesse exprime agressivement une crainte que partage une masse grandissante : celle d'être réduit à la condition de bestiaux intellectuels, gavés pourvu qu'ils restent en troupeau. Tout en reconnaissant la valeur des luttes politiques et syndicales menées sur les terrains habituels du travail, du salaire, de la sécurité, on constatera, avec Lucien Goldmann, que, dans notre société, les adversaires les plus menaçants ne

(4) Un exemple pris dans une émission de Mènie Grégoire : Un homme marié depuis quelques années demande conseil à Mènie Grégoire à propos de sa femme. Le mari téléphonait ; la femme écoutait la radio à la cuisine. Mènie Grégoire conseille de s'adresser tout de suite à sa femme, et celui-ci l'assura de son amour. Cet épisode nous éclaire d'ailleurs sur le rôle joué par la communication de masse : elle est devenue anonyme au point de permettre et même de favoriser une conversation conjugale.

sont plus la misère économique et la tyrannie politique, mais le rétrécissement de la conscience, sa réduction à l'« unidimensionalité ».

Les contraintes de l'organisation sont entrées en conflit avec la culture. Certes, l'évolution n'est pas simple, et il faut constater, avec Michel Crozier, que l'ultra-rationalité de la nouvelle société industrielle, telle qu'elle apparaît aux Etats-Unis, donne à l'initiative, à la responsabilité, à la communication, plus de chances que ne lui en laissait la bureaucratie traditionnelle. Mais cette tendance, que renforce l'indépendance acquise grâce à l'abondance, quelle est sa force en regard des poussées gigantesques qui s'exercent dans le sens de la normalisation et qu'on voit s'inscrire partout, dans l'urbanisme, dans le paysage, dans la répression de la fête, et enfin dans la prétention de soigner, pour les adapter, tous ceux qui ne peuvent ou ne veulent se soumettre aux normes ? En se spécialisant, sciences et techniques découpent en morceaux des individus qui vivent leur existence, d'une manière unique. Ce constat s'applique particulièrement, comme le montre Ivan Illich, aux pédagogies et aux thérapies ambiantes. Un homme ainsi divisé est rendu incapable d'une autre réponse que le cri ou la violence ; sa créativité, éveillée par l'école maternelle, et dont certaines expériences scolaires prouvent la vigueur durant l'adolescence, se trouve ainsi condamnée à mort.

Certes, le développement culturel est un élément indispensable du développement général d'une société et en particulier de sa croissance économique. Mais si l'on traite la culture comme l'auxiliaire d'un progrès qui n'a pas d'autre fin que l'enrichissement collectif et la consommation individuelle, elle sera contrainte de choisir entre l'asservissement et l'insurrection. « Toute tentative d'action culturelle, écrivait L. Godmann, se heurtera nécessairement à la passivité, au désintéressement et à la dépolitisation d'une grande partie des membres de la société, c'est-à-dire à la structure psychique créée par le capitalisme d'organisation. » Une telle contradiction est d'autant plus grave que notre société exige un seuil de connaissances et un nombre de « réponses » toujours plus élevés. Les impératifs de l'industrialisation entrent donc en conflit avec le développement culturel. Une politique de la culture doit en prendre acte et en tirer des conséquences qui, en un premier temps au moins, ne s'harmonisent pas facilement avec les exigences et la politique générale. Mais il n'existe pas d'autre voie, à moins de domestiquer la culture, que celle-ci : prendre le risque de renoncer à la censure et à la répression culturelle, de laisser se développer individus et groupes sur la base de leurs **différences**, librement recherchées et reconnues. A l'uniformisation par le projet industriel doit répondre la diversification par la culture ; à des disciplines contraignantes, la multiplicité des initiatives et des expériences. Cette coexistence sera plus ou moins conflictuelle, il faut en payer le prix. Mais nul ne peut prédire son aboutissement : après tout, il est possible que les progrès de la productivité et de la politique sociale aillent à la rencontre de ces besoins d'expression,

de vérité, de bonheur en commun, qui, aujourd'hui, poussent plutôt à la rupture et à la négativité ; que, la durée du travail diminuant, plus de temps soit donné à la parole ; que, les villes se restructurant, plus de place soit donnée à la rencontre et à la fête ; que, l'école renonçant à son impérialisme, l'enseignement redevienne une fonction nationale à laquelle seraient associées les compétences et les activités de toute sorte pour former des hommes capables de se former eux-mêmes... Utopie assurément, mais quelle autre voie, hormis la reproduction de plus en plus décevante du même modèle ?

La culture n'est plus en mesure de proposer un lot de valeurs à une société déstructurée et démoralisée. Mais c'est elle-même qui se propose, comme un horizon de possibilités à réaliser, de formes à réinventer, de vies à vivre, jusqu'au moment où cette découverte généralisée d'un monde humain civilisera la frénésie de production et de consommation, aidera les hommes à se reconnaître, à se réconcilier et à vivre selon des modes et des institutions dont nous ne pouvons avoir idée.

La création et son public

Cependant, cette phase de gestation où nous sommes ne peut être occupée seulement par une libre appropriation des biens culturels et par l'essai de nouveaux moyens de pédagogie et de diffusion. Une société s'exprime et s'oriente par des œuvres contemporaines. De ce point de vue, la principale difficulté tient à l'indétermination présente. En effet, à côté d'une culture de consommation de masse, qui exploite pêle mêle tous les fonds, on trouve des marges de « création » qui relèvent souvent de la mystification : la provocation, esthétique ou morale, est le complément élitiste d'une production culturelle de masse affadie. Entre ces deux extrêmes, la création semble en mauvaise posture. Les domaines les plus féconds — poésie, théâtre, et, dans une certaine mesure, peinture — sont aussi les moins fréquentés par le public. Le cas de l'architecture est significatif, parce que la rupture y est flagrante entre l'invention et la clientèle (non seulement celle des usagers, mais celle, plus « distinguée », des acheteurs). C'est qu'il existe un rapport entre une société et ses créateurs, particulièrement sensible en littérature. Comme Georges Lukács l'a montré : le classicisme correspondait à l'individualisme aristocratique, le roman du XIX^e siècle à l'individualisme libéral... Mais le développement des grandes organisations productives a détruit cette base d'individualisme classique et bourgeois, ainsi que le montrent la suppression du « héros », la mise en cause de la cohérence et de l'existence même du sujet, qu'opèrent le nouveau roman, le théâtre de l'absurde et les modes plastiques. Or une culture ne peut vivre longtemps de la décomposition des valeurs et des formes sans devenir parasitaire et stérile. Le fantastique dynamitage auquel nous assistons se conçoit dans la perspective, évoquée tout à l'heure, du conflit avec la normalisation industrielle, mais il semble déjà engagé dans un processus d'autodestruction où le snobisme a plus de part que la dénonciation.

Mettre le plus possible les gens en mesure de créer quelque chose

Une politique de la culture est démunie à l'égard de la création, d'abord parce que celle-ci est imprévisible, ensuite parce que les directives et les contrôles la stérilisent. L'idéal serait d'agir sur elle indirectement, en lui préparant un public. Mais précisément ce public, qui était une élite et qui constituait pour l'écrivain « un sol nourricier intermédiaire entre la société globale et la création culturelle » (L. Goldmann), ce public est remplacé par une masse indifférenciée de consommateurs qui seraient capables de soutenir financièrement des créateurs, mais non pas moralement (5). D'où le risque que se crée une sorte de **lobby** culturel, association de professionnels de la production et de la diffusion, qui fourniraient le public en œuvres jugées susceptibles de lui plaire. On a cru pallier ce risque en allant à la recherche de ce « non public » supposé disponible à des œuvres jusqu'alors réservées aux privilégiés. Mais les résultats, bien que non négligeables, ont été médiocres et il est facile d'en énumérer les causes : manque de préparation, manque d'information, conditions de vie harrassantes et isolantes... On en a conclu justement qu'il faut agir au préalable sur l'école,

(5) *Il y eut certes des époques où de grands créateurs se sont trouvés presque entièrement isolés : ainsi les impressionnistes à la fin du XIX^e siècle. Mais le « philistinisme » bourgeois est précisément ce que nous voulons éviter. D'ailleurs, les conditions économiques et sociales ont changé et rendraient difficile la répétition d'un tel paradoxe.*

sur l'urbanisme, etc. Certes, mais il y a des causes plus graves, que nous venons d'évoquer : c'est, essentiellement, la décadence des sub-cultures et l'enrôlement dans le système de la production-consommation.

Faut-il donc renoncer et renvoyer à plus tard la pénétration d'un large public par la création culturelle ? Nous ne le croyons pas, pour deux raisons :

D'abord bien des expériences prouvent que la découverte et l'échange sont possibles, avec une soudaineté et une ferveur inconnues auparavant. Certaines catégories, par leur âge ou leur situation, sont particulièrement disponibles : ainsi les jeunes paysans, ou encore les élèves des classes terminales. Recenser ces réussites, analyser les besoins de ces publics, c'est une tâche indispensable à l'action culturelle. Il sera ensuite plus aisé de distribuer les efforts et les crédits, en n'oubliant jamais qu'il vaut mieux inciter et accompagner qu'offrir des institutions et des édifices conçus *a priori*.

D'autre part, si le fossé entre créateurs et public s'est élargi, un nouveau public se constitue, qui refuse la passivité du consommateur de mass media ; il ne conçoit pas que la culture puisse être autre chose que ce qu'il fait, isolément ou en groupe. Cette prétention d'être soi-même « un créateur » a des aspects naïfs et irritants. Que de déchets à côté de quelques performances ! Pourtant, celui qui a construit sa maison

ou simplement ses meubles, celui qui a contribué à monter une pièce de théâtre ou un film aura désormais un rapport authentique avec la culture ; il aura participé à la création. Il incomberait à la pédagogie scolaire, à l'animation culturelle, à la radio-télévision, de présenter la création à ce nouveau public, non point comme une opération magique, mais comme la combinaison exceptionnelle du talent et du travail, quelque chose qui est au-dessus mais qui n'est pas en dehors de l'effort anonyme de ceux qui s'essayent dans un art. Il est arrivé au cinéma (avec Picasso), à la télévision (avec Bérart), d'aller dans ce sens. Mais on regrette de constater que si peu d'occasions soient offertes aux créateurs contemporains de communiquer avec ce public nouveau qui est la meilleure chance d'une action culturelle.

Quiconque souhaite anticiper l'avenir doit se méfier des jugements de valeur : ils arrêtent une évolution, ils la condamnent arbitrairement à une direction unique. Mieux vaut se situer sur cette ligne de faite où chaque tendance apparaît avec sa contre-partie. A l'indifférence que suscite la multiplication des choses et des signes, à la normalisation qu'entraîne le projet industriel, il y a des réponses qui s'esquissent et dont nous avons discerné l'axe principal : la culture, lorsqu'elle est enlevée à son exil, prend une fécondité nouvelle, devient créatrice de rôle, de situations, d'idées, avant d'imprégner des vies, une société, pour les recomposer. Cette « auto-production » de la culture, cette « auto-concentration » qui sont des phénomènes encore incertains, dispersés, mais qui annoncent une modification substantielle. « Finalement, écrit A. Willener, l'acte de créer devient plus important même que la création, que le produit ». Cette tendance gêne une politique de la culture, qui y perd ses bases et ses repères, mais elle lui offre en même temps sa chance et lui indique sa voie la plus efficace : mettre le plus possible de gens en mesure de créer quelque chose. Préparer un public pour les grands créateurs passe sans doute par ce détour. C'est en s'essayant à la création qu'on cesse d'être consommateur et qu'on pénètre dans le domaine de la culture.

— III —

SUGGESTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT CULTUREL

Il faut renverser les termes dans lesquels on traitait jusqu'à présent le développement culturel. Il s'agissait de diffuser des connaissances, d'ouvrir à la masse l'accès d'un « trésor » réservé à une élite. Il s'agit maintenant :

- 1°) que chacun se reconnaisse et se taille un domaine dans l'immense fourre-tout d'une culture moyenne, que l'école ne prépare pas à maîtriser ;
- 2°) que le plus grand nombre soit mis en état de créer quelque chose, et pas seulement de recevoir une multitude de signes et de spectacles.

Autrement dit, c'est moins la diffusion qui compte que la sélection, l'appropriation et l'initiative. On est passé de la rareté à la surabondance. D'où des possibilités infinies, mais aussi la menace de l'insignifiance et du retrait.

La culture s'est séparée de la vie. Habiter, travailler, parler : ces trois fonctions essentielles de la culture ont été dissociées de leur contexte naturel, rationalisées et conditionnées par le rendement et le profit.

La question se pose ainsi aujourd'hui : ou bien la culture entrera en conflit avec le projet industriel, ou bien elle sera capable de maîtriser le projet industriel et de l'inscrire dans une visée de civilisation.

Aucune « sub-culture », aucune « anti-culture » ne peuvent nous sauver ; on ne peut compter que sur la rencontre et l'appropriation libre d'éléments culturels d'origines diverses. C'est cette réserve culturelle qui, arrachée à son exil, est capable d'alimenter la prise de conscience, la liberté, le changement.

D'où un difficile problème pour une politique culturelle : la culture revivifiée dans un contexte contemporain apporte aussi le conflit. Ce risque est la condition nécessaire d'un développement culturel qui apparaîtra de plus en plus comme la justification la plus profonde de l'Etat, tandis que s'affaibliront les stimulants économiques. Une prospective culturelle ne peut que faire confiance à une fécondité dont les résultats sont imprévisibles. Il faut donc oser renoncer à la censure et à la répression, laisser se développer groupes et individus sur la base de leurs différences. A l'uniformisation du projet industriel, la culture répondra par l'affirmation des singularités. Elle n'est plus en mesure de proposer un lot de valeurs stables, mais c'est elle-même qui se propose, comme horizon de possibles à réaliser, de formes à réinventer, de vies à vivre.

Dans cette perspective, nous proposerons trois formules résumant les préoccupations d'une politique de la culture :

- 1°) **Empêcher les empêchements**, c'est-à-dire limiter les entraves de tout ordre qui gênent la création et la diffusion de la culture ;
- 2°) **Libérer des libertés**, c'est-à-dire promouvoir une pédagogie, des institutions et des structures qui favorisent l'expression et la communication ;
- 3°) **Former des formateurs**, c'est-à-dire développer le corps des « animateurs socio-culturels » et élargir leur champ d'intervention.

Quant aux secteurs principaux d'intervention, il ne faut certes pas oublier ceux où s'exerce traditionnellement une action de sauvegarde : le patrimoine esthétique et monumental, et il faut y ajouter la langue française et la culture francophone. Mais dans ces domaines également, l'animation doit prendre le pas sur la conservation.

Cinq objectifs nous semblent prioritaires. Les résumer risque de leur donner un tour utopique. Pourtant, ils peuvent être, tous les cinq, abordés par des mesures concrètes et progressives.

1°) **Descolariser l'enseignement.**

Toute société exige un enseignement, la nôtre plus encore que celles qui l'ont précédée. A moins de prévoir plusieurs centaines de milliers de précepteurs, il est impossible de renoncer à l'école ; malheureusement, l'école des pays industrialisés parvient de plus en plus difficilement à assurer sa tâche. Près de la moitié des jeunes gens qui entrent à Manhattan College (New-York, U.S.A.) sont incapables de lire correctement un livre ; il est à craindre que la France ne connaisse dans dix ans une situation analogue. L'humanisme que transmet l'école apparaît désuet ; le savoir qu'elle enseigne sera de toute manière insuffisant dans un monde qui surabonde de connaissances et de possibilités.

En attendant une « nouvelle Renaissance », un nouvel humanisme, il est possible de combattre la fragmentation des savoirs spécialisés en instaurant un « apprentissage généralisé de la communication » (Raymond Carpentier). Le problème, en effet, est moins d'enseigner des connaissances que d'apprendre à les demander et à les utiliser. Il s'agit donc d'enseigner aux enfants les méthodes qui permettent de trier et de relier les informations : un usage rationnel de la télévision, de la documentation écrite et audio-visuelle, une initiation à l'information devraient occuper une place importante dès le deuxième cycle.

Quels que soient les progrès à venir de la pédagogie, l'enseignement ne pourra plus être étendu sans péril. La tendance, aux Etats-Unis, est déjà à la réduction de la durée des études. En France, où le pouvoir culturel de la République s'identifiera longtemps à l'Université, il sera difficile de faire admettre cette nécessité. Elle s'inscrit évidemment dans le cadre d'une réorganisation d'ensemble de la formation des Français, conçue sur une durée beaucoup plus longue, avec l'aide des professions et institutions de toute espèce. Il faut admettre que l'enseignement ne relève plus exclusivement d'une fonction spécialisée, le professorat, mais que, autour d'un corps pédagogique stable, d'autres compétences et d'autres moyens que ceux de l'université auront vocation à l'enseignement.

Au lieu de se battre pour élargir le rôle dérisoire que jouent à l'école les enseignements dits artistiques, il faut descolariser progressivement l'enseignement dans une perspective culturelle globale où les arts — l'architecture en particulier — trouveront leur place et leur moment au lieu d'entrer dans une concurrence absurde avec les matières dites sérieuses.

2°) **Etudier le statut d'un corps d'animateurs** qui joueraient un rôle comparable à celui que les instituteurs jouèrent dans les débuts de la Troisième République : conseillers des plus défavorisés, mais aussi experts et

La base de la culture restera pour longtemps le livre

auxiliaires en matière d'information, d'environnement, de problèmes de civilisation. Intermédiaires entre un nouveau savoir (surtout en matière de sciences humaines) et une masse désorientée par la complexité, la spécialisation et la surabondance des informations, ils auraient pour tâche d'aider la population à améliorer la qualité du décor et de la vie, à former en connaissance de cause ses préférences et ses choix.

3°) **Décentraliser** en favorisant la création d'organismes souples, qui articulent l'Université et les institutions culturelles avec les associations locales. Dans l'impossibilité quasi totale de décloisonner par le haut, commencer par le bas. Recenser les points d'appui, les initiatives. Entre l'école et le musée, les monuments nationaux, les installations sportives et touristiques, les syndicats, les associations et académies locales, de multiples et fécondes combinaisons sont possibles. Les recenser, les relier, les soutenir, voilà qui relève du premier chef d'un Ministère des Affaires culturelles auquel serait reconnu, à côté de son domaine spécial, un rôle majeur d'impulsion.

La décentralisation est un moyen, elle n'est pas une panacée. En effet : « Plus la société s'urbanise et se modernise, plus la vie culturelle est conflictuelle (6) ».

(6) J.W. Lapierre et P. Heraux : « Le développement culturel et les pouvoirs locaux dans un département français ».

4°) **Sauvegarder un secteur artisanal de recherche et d'expression** entre le secteur industrialisé et le secteur de luxe.

Il est évident que la culture, qui est essentiellement rencontre, liberté, création, est le domaine le moins planifiable qui soit. Cette difficulté devient dramatique lorsqu'on met en regard l'évolution vers la production de masse et l'aspect artisanal que conserve et doit conserver un secteur essentiel de la production culturelle, — secteur intermédiaire entre la création pure et le grand public, qui constitue un terrain d'essai pour l'expression et l'échange. Or ce secteur est menacé parce qu'il subit les contraintes techniques, économiques et fiscales qui pèsent lourdement sur l'artisanat. Certes, l'Etat peut beaucoup, par l'intermédiaire de ses institutions, pour soutenir une part de la création. Mais ni l'Université, ni les Musées, ni l'O.R.T.F. ne suppléeront la recherche et l'expérimentation privées. Pour nous en tenir à ces cinquante dernières années, peut-on contester que l'avant-garde de la culture française en matière de philosophie, de littérature, d'architecture, d'arts plastiques, s'est affirmée hors de l'Université? Cette possibilité est compromise: il est maintenant impossible de lancer, sans gros capitaux, une maison d'édition ou une revue. Déjà la poésie française est réduite à une quasi clandestinité et les périodiques culturels disparaissent les uns après les autres tandis qu'un certain nombre d'artistes et d'intellectuels de valeur ne doivent leur survie qu'aux commandes et aux honoraires de l'étranger (Etats-Unis et Allemagne fédérale surtout).

Une telle situation requiert d'urgence une intervention de la puissance publique, moins sous la forme d'une assistance directe que d'une action qui allège le fardeau des réglementations et des exigences fiscales qui parfois prennent, dans le domaine culturel, un aspect aberrant.

L'évolution générale tend à séparer la production culturelle en deux secteurs: celui de la production en série et de la consommation de masse; celui de la production de luxe et de la consommation rare. Le premier bénéficie de tous les avantages techniques; le second est relégué dans des circuits de distribution de plus en plus coûteux et dans des heures d'écoute de plus en plus tardives. Il faut lutter contre cette scission qui va à l'encontre de tous les projets et de tous les efforts qui visent à créer une participation du grand nombre à la culture. Des moyens concrets doivent être mis en œuvre d'urgence afin de sauvegarder un secteur de recherche et d'expression qui ne sera ni industrialisé ni étatisé et qui jouera, entre la haute création et le grand public, un rôle indispensable de communication et d'entraînement.

5°) **Développer la lecture.**

C'est aussi dans une perspective apparemment « réactionnaire » que nous émettrons notre dernier vœu. Il faut en effet se méfier des engouements que suscitent tour à tour chaque nouvelle technique de production et de diffusion culturelle. Les connaître et les utiliser au bénéfice du développement culturel, oui. Compter

sur elles pour instaurer une culture, non. Les « machines à communiquer » ouvrent des dimensions nouvelles à la parole, au son et à l'image, mais la communication qu'elles secrètent risque à tout moment de sombrer dans l'anonymat et l'indifférence. Il est vrai, comme l'a souligné Mac LUHAN, que la culture écrite recule devant des formes d'expression orales, sonores, gestuelles qui reconstituent une sorte de « tribalisme », au moins épisodique. Mais la base de la culture dans nos sociétés restera, pour longtemps, linguistique et intellectuelle. La musique ni la plastique ne peuvent se substituer à l'élaboration rationnelle et sensible d'une personnalité par la lecture, l'enseignement, la conversation, la réflexion.

Le livre n'est certes pas le tout de la culture, mais il en reste l'infanterie. Dans une société traditionnelle, où prédominent la mémoire, l'oralité, et l'expression proverbiale, l'absence de lecture individuelle était normale. Elle devient dramatique dans notre société française où les contours ont disparu et où la mode se conjugue avec la paresse pour discréditer la mémorisation. Il n'y aura pas de développement culturel sans un effort tenace pour redresser les pourcentages actuels concernant la lecture qui situent la France dans les derniers degrés parmi les nations industrielles.

Jusqu'au bout, nous nous sommes abstenus de définir la culture. C'est qu'aucun concept ne correspond à la mue qu'elle connaît en ce moment. Plus séparée que jamais de la nature, plus éparpillée que jamais entre des couches sociales, des publics, des lieux et des signes, elle commence pourtant d'être ressentie comme une exigence globale, comme un lien, comme un être potentiellement commun. A vrai dire, il s'agit moins du « développement » d'une culture existante que d'un renversement complet. Si l'ancienne culture était un trésor à entretenir et à augmenter, la nouvelle s'annonce comme la reprise en conscience, en art, en amitié, de ce que la technique a fait, c'est-à-dire de la majeure partie de notre environnement.

Jean-Marie DOMENACH ■

Ce texte inédit de notre ami Jean-Marie Domenach, directeur d'Esprit, est un rapport présenté en décembre 1971 au service « Etudes et Recherches » du Ministère des Affaires Culturelles; il conserve toute sa valeur d'actualité.

BIBLIOGRAPHIE

Rapports des Commissions du VI^e Plan: Affaires culturelles.
Michel CROZIER: *Le monde des employés de bureau* (Seuil).
Pierre EMMANUEL: *Pour une politique de la culture* (Seuil).
Lucien GOLDMANN: *La création culturelle dans la société moderne* (Médiations).
Ivan ILLICH: *Une société sans école* (Seuil).
Marshall MAC LUHAN: *Mutations 1990* (Mame).
Herbert MARCUSE: *L'homme unidimensionnel* (Minuit).
Edgar MORIN: *L'esprit du temps* (Grasset).
Lewis MUMFORD: *La cité dans l'histoire* (Seuil).
François PERROUX: *F. Perroux interroge Marcuse* (Cerf).
Placide RAMBAUD: *Société rurale et urbanisations* (Seuil).
Pierre SCHAEFFER: *Machines à communiquer* (Seuil).
Alain TOURAINE: *La société post-industrielle* (Médiations).

FRANCE, ITALIE :

Un communisme différent

par Jean-Pierre Prévost

OCTOBRE 1973. — Le Secrétaire Général du parti communiste italien, Enrico Berlingues propose publiquement à la Démocratie chrétienne, au pouvoir en Italie depuis trente ans sans interruption, un « compromis historique ».

Octobre 1974. — Le parti communiste français tient un congrès extraordinaire avec un seul point à l'ordre du jour : « Union du peuple de France pour le changement démocratique ». Dans un rapport au Comité central du P.C.F. des 10 et 11 juin, son Secrétaire général, Georges Marchais, avait tenu à préciser : « Fixons-nous une limite à ce rassemblement ? Notre réponse est catégoriquement : Non, aucune limite, à l'exception de la poignée de féodaux des grandes affaires et de leurs commis politiques. L'Union populaire pour nous, ce n'est pas seulement l'union des forces avancées du peuple, c'est l'union de tout le peuple français ».

Ainsi, à un an d'intervalle, communistes français et italiens, viennent-ils de prendre des initiatives parallèles. Après avoir réussi, pendant plus d'un quart de siècle à s'établir dans l'un ou l'autre pays, comme la principale force d'opposition s'intégrant au système tout en demeurant exclus du gouvernement, les voici qui se lancent à l'assaut du pouvoir et proposent de le partager avec presque tous les autres au risque de déconcerter leurs propres militants.

En Italie, le premier moment de stupéfaction passé, le « compromis historique » est peu à peu apparu comme une hypothèse extrême, qui avait besoin de mûrir, mais qui pourrait bien, étant donné la dégradation rapide de la situation politique, économique et sociale, devenir la dernière solution avant le chaos total. Dans le patronat, chez les démocrates chrétiens, des personnalités de plus en plus nombreuses se prononcent, en privé et parfois même en public, pour une réponse favorable. C'est, aux yeux de beaucoup, une question de mois, sinon de semaines. Et le récent prêt de deux millions de dollars accordé par la République Fédérale d'Allemagne a été interprété, par certains, comme une ultime tentative pour écarter cette solution.

Les choses ne sont pas aussi avancées en France. Malgré l'étroitesse de sa majorité électorale, Valéry Giscard d'Estaing n'a rien d'un dirigeant usé par un trop long exercice du pouvoir. Au contraire, l'entrée massive des réformateurs au Gouvernement et, en conséquence, le recul de l'emprise UDR sur l'Etat, ont donné de l'air au régime. Au surplus, malgré les manifestations et les campagnes de presse, la situation éco-

nomique française est loin d'être désespérée : davantage d'inflation qu'en Allemagne certes, guère plus cependant que la moyenne des pays industriels, mais le ruban bleu de la croissance économique et un commerce extérieur qui serait largement excédentaire si le pétrole n'avait pas changé de prix. Dans ces conditions, l'Union préconisée par les communistes français si elle marque un tournant dans leur stratégie, ne risque guère de déboucher sur une arrivée rapide au pouvoir. Ce geste pourrait même être interprété comme une réponse à la progression du parti socialiste que l'on tournerait ainsi sur sa droite, au moment où celui-ci se prépare à intégrer des éléments non négligeables de l'extrême-gauche. Après tout, comme le rappelait Etienne Borne, ici-même (France-Forum n° 132-133 - juillet-août 1974) : « A peine connus les résultats du premier tour et l'élimination du candidat de l'UDR (le PC) définissait, lui seul, par l'appel aux gaullistes la tactique du second tour, sans prendre l'avis de ses partenaires ».

Mais, même en tenant compte des différences évidentes des situations françaises et italiennes, peut-on considérer ces démarches comme identiques ? Les structures très différentes des deux partis frères n'amènent-elles pas plutôt à en douter ? Dans une thèse récente de doctorat, non encore publiée, un universitaire communiste, M. Pierre Gaborit, fournit de précieux éléments de réponse (1) qui comportent, semble-t-il ce doute.

S'appliquant à montrer plus que cela n'avait été fait jusqu'ici l'importance de la structure des partis qui, selon lui, rend compte de la part respective de leurs différentes fonctions internes et externes, il insiste longuement sur les différences fondamentales qui séparent les deux partis.

Le parti communiste français se caractérise par une organisation qui garantit la domination ouvrière au sein du parti. « Les principes qui la fondent sont restés immuables depuis la fin de la période de bolchévisation » : place prééminente des cellules d'entreprises par rapport aux cellules locales, sélection du personnel dirigeant faite de telle sorte que la carrière de la très grande majorité des intellectuels est très rapidement bloquée, noyau homogène de responsables nationaux d'origine ouvrière et centralisme démocratique poussé jusqu'à l'élimination des tendances.

(1) Pierre Gaborit : contribution à la théorie générale des partis politiques. L'exemple du PCF pendant la V^e République.

Procédant à une étude très minutieuse de la présence ouvrière aux différents échelons du parti, Pierre Gaborit note une lente dégradation de la surreprésentation ouvrière, mais n'en conclut pas moins : « le maintien de la prédominance ouvrière dans l'entreprise communiste n'est pas réellement remis en cause par les mutations qui ont affecté son personnel politique dans la période contemporaine... Les fonctions de gestion de l'appareil politique restent toujours confiées à des éléments issus majoritairement de la classe ouvrière ».

Situation très différente en Italie, explique P. Gaborit, sous la double influence historique de Gramsci dont l'œuvre a pour thème central, le rôle dominant des intellectuels et de la venue au pouvoir de Mussolini trop tôt pour que la bolchévisation ait pu faire sentir ses effets, d'autant plus qu'élites ouvrières et traditions de luttes politiques faisaient défaut en Italie.

Le Parti communiste italien est donc, d'une certaine manière un parti comme les autres. L'organisation de base est la section locale. Intellectuels et professions libérales occupent de nombreux postes de responsabilité. On trouve beaucoup d'avocats parmi les députés italiens —, enfin malgré le centralisme démocratique, des tendances stables, relativement structurées existent tant au niveau national qu'à l'échelon fédéral.

Dès lors, quand Berlinguer déclare que « le compromis historique, c'est la proposition et la recherche d'une rencontre entre toutes les composantes du mouvement populaire dans le but de renouer le pays », on sait qu'il lance un appel pour une véritable union nationale et s'adresse directement aux dirigeants de la Démocratie Chrétienne et au patronat. Il s'agit en quelques sorte, dans un pays où le fascisme peut à tout instant renaître, d'unir les équipes communistes aux équipes dirigeantes fatiguées. La théorie du parti d'avant-garde, abandonnée depuis longtemps au niveau de l'organisation disparaît aussi au niveau de la stratégie pour favoriser l'accès au pouvoir que l'on n'envisage plus que sous la forme d'un partage à égalité avec d'autres.

Le PCF est loin d'en être arrivé au même stade et en fait l'union populaire qu'il préconise aujourd'hui demeure dans la ligne du front anti-monopoliste qui a plus ou moins toujours été sa position depuis 1934. On voit mal comment il pourrait faire autrement tant qu'il ne sera pas prêt à perdre sa spécificité et à s'engager comme l'exprime très clairement P. Gaborit sur la voie de la « social-démocratisation ».

Le dilemme se situe donc au niveau de la structure, dont l'évolution déterminera le maintien ou l'abandon de la fonction de parti d'avant-garde. Fonction que revendiquait encore Etienne Fajon dans son discours à la Fête de l'Humanité le 8 septembre dernier lorsqu'il déclarait que le P.C. « montre la bonne route parce qu'aucun autre intérêt que celui du peuple et du pays ne le préoccupe ».

Se voulant parti de la classe ouvrière, le P.C. a néanmoins besoin de s'étendre à d'autres classes sociales. Seulement écrit P. Gaborit, « dans la mesure où il

continue à privilégier les intérêts de ses éléments d'origine ouvrière, le parti risque de voir se tarir les sources de recrutement qui proviennent des autres classes sociales ». Mais inversement, s'il étend le recrutement de ses dirigeants, il perd ses titres de parti d'avant-garde.

Dans le projet de résolution soumis au Congrès extraordinaire et rendu public dès septembre, un paragraphe soulève actuellement une vive émotion parmi les communistes, si l'on en juge par les lettres publiées dans la « Tribune de discussion » ouverte dans *l'Humanité* : « Le Parti communiste est ouvert sans restriction à tous ceux qui veulent prendre une part du combat pour le changement démocratique ». Les militants protestent : Va-t-on mettre le socialisme au placard ? Et à vrai dire, on voit mal quel parti, la France actuellement serait contre le changement.

En réalité, le pari que font actuellement les dirigeants communistes est dangereux à terme pour leur propre pouvoir mais, il sera peut-être positif pour la réintégration du parti dans le système politique français. En ouvrant très largement les portes aux nouveaux adhérents, ils seront fatalement conduits à ne plus privilégier les militants d'origine ouvrière pour les postes de responsabilité et, par là même, à « s'italianiser » progressivement, au niveau des structures et donc des fonctions.

Le PCF : un parti comme les autres ? Cela supposerait qu'il mette en veilleuse cette fonction historique qu'il s'est lui-même attribué, à l'avant-garde du changement, seul détenteur des vérités du monde futur, tenu de ce fait d'être le guide et le moteur de tout rassemblement auquel il s'incorpore. La pureté idéologique interdit d'y renoncer ? Mais finalement ces oripeaux de la « dictature du prolétariat » ne contribuent-ils pas uniquement à maintenir le PCF éloigné du pouvoir ? Et lors de la campagne présidentielle, que signifiait alors cette modestie quant au nombre des ministres communistes ?

Parce qu'il est représentatif d'une large fraction de la nation, parce qu'il dispose de militants nombreux et actifs, le PCF peut apporter une contribution féconde à la vie démocratique de ce pays. Mais il ne suffira pas de quelques discours ou d'une résolution de congrès pour assurer son évolution. C'est au niveau de transformations de structures, de l'accession aux postes de responsabilité notamment que le tournant devra être pris.

Pour tous ceux qui considèrent que le pluralisme politique est le fondement de la démocratie souhaiter que le PCF devienne un parti comme les autres, ce n'est pas vouloir le vider de sa substance afin de mieux l'éliminer, mais au contraire le voir lever les derniers obstacles pour un dialogue véritable avec les autres forces politiques et — qui sait ? — pour une collaboration au niveau du gouvernement lui-même.

Mais sans doute le chemin serait-il long qui mènerait le PCF à être un parti démocratique comme les autres...

Jean-Pierre PREVOST.

Soljenitsyne

et les sociétés idéologiquement parfaites

par Jacques Nantet

SOLJENITSYNE, UN GRAND ECRIVAIN

NOUS ne tomberons pas dans l'erreur trop répandue de réduire Alexandre Soljenitsyne au rôle d'un penseur politique. Il est, avant tout, le seul écrivain russe vivant et déjà classique. Le vocabulaire desséché qui résultait de cinquante ans de bureaucratie envahissante est tout à coup renouvelé avec *Une journée d'Ivan Denissovitch*, et enrichi de nombreux emprunts au russe archaïque, aux dialectes locaux et au jargon pénitentiaire. Et toute l'œuvre de Soljenitsyne est enlevée par la force prodigieuse d'un génie qui emporte l'adhésion. Jamais ne s'effaceront de nos mémoires les traits de la pure *Matriona*, l'impudence naïve de Zoë dans *Le pavillon des cancéreux*, la merveilleuse poésie des *Miniatures*, et l'immense fresque hallucinante du *Premier Cercle*. Elle est éclairée par l'ampoule bleue qui rappelle au prisonnier Rouska, dans la chambrée, la veilleuse que sa mère allumait, sous l'icône, le soir quand il était enfant. *Août quatorze* fait défiler les paysages du Sud, mangés de lumière, ceux du Nord, envahis par les bois, tandis que le récit progresse vers la fin drama-

tique de Samsonov. Le général vaincu, le front paré d'une majesté incompréhensible, s'enfonce avec la petite troupe qui l'accompagne au sein d'un monde magique, comme la forêt du *Songe d'une nuit d'été*. A son réveil, au matin, il va mourir sur le trône forestier d'un tronc d'arbre. *L'Archipel du Goulag*, « essai d'investigation littéraire » ainsi que l'appelle l'auteur, dernier ouvrage traduit en français, fait surgir à nos yeux un monde ensorcelé, depuis le détroit de Bering jusqu'au Bosphore, peuplé de tous les « insectes nuisibles » dont Lénine voulait nettoyer la terre russe. Et nous voyons, alors que telle ou telle des îles tombe en déliquescence, « la mer polaire de l'oubli la bercer de son clapotis ».

Images superbes, style admirable, qui renouent directement avec le courant réaliste d'avant la Révolution, au-delà même du fameux « âge d'argent », duquel Anna Akhmatova, Boris Pasternak, Maïakovski, par exemple, étaient la suite et la fin. En somme : littérature retrouvée. Mais, cédon à l'évidence. Cette éclatante carrière est étroitement liée à la vie de la société soviétique

et à la politique. Né au Caucase en 1918, Alexandre Soljenitsyne, après des études scientifiques et subsidiairement littéraires, est mobilisé en 1941, et bientôt envoyé comme officier d'artillerie sur le front. Il est alors communiste, marxiste, athée, et de son propre aveu très imbu de sa condition d'officier. La Révolution a été grande et juste ; il admire Gorki. Un seul point noir : Staline est à ses yeux un véritable bandit. Soljenitsyne en correspond, à mots à peine couverts, avec un camarade du front. Ce qui vaut au futur écrivain huit ans de camps de concentration, plus trois ans de relégation. Il n'est réhabilité que postérieurement à la chute du dictateur, en 1956. Or, non seulement le premier livre, mais toute l'œuvre est nourrie de cette longue expérience. L'arrestation a donné le branle, l'inspiration a été trouvée. Dans ce sens, en effet, le romancier (*Le premier cercle*, *Le Pavillon*), l'historien (*Août quatorze*) est un publiciste. D'ailleurs, le succès prodigieux en 1962 du premier récit de déportation, *Une journée d'Ivan Denissovitch*, a provoqué un afflux de correspondance, une abondance d'informations qui ont donné la matière de la suite. Et en même temps, la jalousie suscitée par ce succès, la réaction politique qui s'amorce dans les organes du Glavit (censure) puis au plus haut niveau de l'Etat, en accentuant une persécution dont l'aboutissement, en février dernier, est le bannissement d'Union Soviétique, prolongent l'expérience et renforcent la pensée de Soljenitsyne. Tout en luttant, notamment avec Tvardovski, le directeur de la revue de tendance libérale « *Novy Myr* », pour la publication de ses autres livres — la dernière parution officielle, celle de *Zacharie l'Escarcelle*, date de 1966 —, tout en protestant auprès de l'Union des écrivains soviétiques et de son congrès contre les mesures arbitraires dont il est la victime, Alexandre Soljenitsyne commence d'écrire *L'archipel du Goulag*, qui sera terminé en 1967.

Nous ne connaissons en France que le premier volume de cet ouvrage (le second est en cours de traduction, et le troisième est attendu seulement pour 1975). Et pourtant, ces cinq cents pages consacrées à la période de 1918 à 1956 nous livrent déjà une masse prodigieuse d'informations sur « l'industrie pénitentiaire » en U.R.S.S. Elles concernent l'arrestation, l'instruction judiciaire, la torture, la première cellule, le procès, les prisons, les conditions de transfert, les camps de déportation, et ont pour source soit les souvenirs de Soljenitsyne, soit les témoignages de 227 anciens prisonniers. Une étude systématique est faite de la série des procès : celui des « cléricaux », celui du « Centre tactique », des intellectuels, des socialistes, des ingénieurs (prétendus saboteurs). On renonce bientôt aux procès proprement dits (trops lents et spectaculaires), et on livre les affaires à la procédure expéditive de l'Osso, dont la particularité est que l'inculpé ne rencontre jamais son juge, ne sait même pas son nom, et qui est habilité à condamner sur de simples « sentiments anti-soviétiques en gestation ». Le populaire dit : « Où il n'y a rien, le tribunal perd ses droits, mais pas l'Osso ». Ce sont alors les grands courants de déportés : les paysans koulaks partent par familles entières, en 1934-1935 le quart des

habitants de Léninegrad, pendant la guerre les diverses ethnies minoritaires (Ukrainiens, Allemands etc.), les juifs, et toujours les chrétiens. L'auteur estime, pour la période considérée, que soixante-six millions de soviétiques sont passés par les camps, lesquels ont contenu, vers 1934-1935, jusqu'à vingt millions de déportés à la fois, soit dix pour cent de la population en Union Soviétique. Dès 1918-1920, il y eut un millier de fusillés par mois ; en 1937-1938, il en eut cinq cent mille par an. Et encore, on ne sait pas tout. Peu avant la seconde guerre mondiale, trente professeurs du secondaire de la petite ville de Sverdlovsk furent accusés d'avoir organisé des sapins de Noël afin de mettre le feu aux écoles. Cinq d'entre eux moururent sous la torture en cours d'instruction ; vingt-quatre périrent en déportation. Un seul est revenu et a pu rapporter ces faits. Mais, la sauvagerie même des méthodes employées par une « horde de loups » dans cette chasse aux « lapereaux » (d'autant plus sans défense qu'ils sont innocents et ne comprennent pas ce qui leur arrive), ne laisse souvent aucun survivant pour témoigner.

LE STALINISME N'EST PAS TOMBE DU CIEL...

Seul le régime hitlérien souffre la comparaison dans cet ordre d'idées. Mais, dira-t-on, beaucoup de ces choses-là étaient déjà bien connues. La différence est pourtant, ici, grande, et à plusieurs titres. Soljenitsyne ne s'arme pas d'un esprit méthodique, à la manière des divers marxistes, marxistes, marxologues et autres kremlinologues. Il agit par petites touches, innombrables, et l'évidence apparaît, peu à peu, comme le paysage sur la toile tandis que le peintre poursuit son travail. Témoignages et réflexions, éclairs poétiques, entremêlés, constituent finalement la plus convaincante tentative pour appréhender l'ensemble du système concentrationnaire soviétique. L'écrivain en fait remonter l'origine à Lénine. Et cela pour trois raisons principales. C'est lui qui a, dès la révolution d'octobre, institué le rôle omni-présent du parti communiste. Puis, lors de travaux préparatoires au nouveau code pénal, donné par écrit cette directive : « Le tribunal ne doit pas éliminer la terreur... il faut la justifier et la légitimer ». Enfin, l'acte de naissance des camps de concentration — une première mondiale, remarquons-le — a été signé, le 23 juillet 1918, par Lénine qui, dans un texte descriptif, indique quelles devront être les modalités générales, la législation appliquée dans ces camps de concentration (en propres termes).

Le stalinisme n'est donc pas tombé du ciel ; et il n'y est d'ailleurs pas remonté après Staline. Le phénomène présente une dimension qui lui donne son importance philosophique, historique ; et sa constance est attestée. Il est « l'expression de la légalité socialiste », et il interpelle, directement, « l'idéologie socialiste ». Tant qu'il y a socialisme-léniniste, le stalinisme concentrationnaire ne peut être « révolu dans son existence ». Or, Alexandre Soljenitsyne constate que le fameux vingtième congrès s'est contenté de condamner le « viol de

Tel est, après le point de départ et le chemin parcouru, le point d'arrivée de l'écrivain. A ses yeux, on a peut-être trop critiqué l'ancien régime. Somme toute, au temps de la tsarine Elisabeth la peine de mort ne fut pas une seule fois appliquée, et si de 1826 à 1906 il y eut 3.419 exécutions, cela n'est pas comparable avec le « hachoir jacobin ». D'ailleurs, à partir du milieu du XIX^e siècle une évolution tendait à substituer généralement le droit à l'arbitraire, et finalement Dostoïewski n'a été interdit que sous Staline. En outre, le début du XX^e siècle a connu un grand essor économique, le plus rapide de l'univers à l'époque, les Etats-Unis d'Amérique mis à part. Les colons du Kouban notamment, excellents techniciens, actifs entrepreneurs, étaient fiers d'exporter du blé en France. Cependant, Alexandre Soljenitsyne ne prétend pas qu'autrefois la justice et la société étaient parfaites. Il ne nie pas l'oppression tsariste. Mais Soljenitsyne remarque qu'il n'y a pas de commune mesure, dans les souffrances endurées par le peuple, entre la construction de Saint-Petersbourg et celle des combinats staliniens, pas plus qu'entre la forteresse Pierre et Paul et l'Archipel du Goulag. Alors, obéissant dans *Août Quatorze* à ce qu'il appelle « l'idée centrale de sa vie », il s'interroge sur la cause de tous ces malheurs et remonte à la Grande guerre. Abandonnant le monde des ombres, il revient à la Russie, et s'opposant vigoureusement à la fatalité du « destin du peuple », tel que le décrit le sens de l'histoire des marxistes, refusant les mythes progressistes, il entend rendre leur liberté aux Russes en affirmant que les 12, 13, 14 et 15 août tout aurait pu se passer différemment en Prusse Orientale. Le colonel Vorotyntsev, breveté d'état-major, un des rares héros militaires positifs, est membre d'une sorte de coterie d'officiers de mérite, bons techniciens avertis des derniers progrès accomplis dans les armées occidentales. Plus nombreux, plus haut placés, ils auraient pu tout sauver. Et la victoire changeant de camp, le formidable mouvement patriotique que Soljenitsyne décrit (chez les soldats, et même chez les étudiants, les plus pacifistes d'entre eux ne pensant qu'à se battre), après avoir resserré les rangs autour de l'empereur, pouvait porter ses fruits. Le prestige national, la vigueur spirituelle, la puissance économique de la Russie en seraient sortis renforcés. Au lieu de cela, les événements d'août 1914 ont été le début de la fin. Soljenitsyne affirme « que la première défaite russe a été déterminante, a donné le ton de toute la suite ». Pourquoi ? Essentiellement parce que la fameuse intelligentsia, née vers 1860, avait déjà affaibli le lien de la « continuité russe », suspendu en fait l'histoire du pays en adoptant une idéologie qui n'est qu'un simple « habillement de la haine ». On met souvent en parallèle Soljenitsyne et Tolstoï. Mais nous voyons bien que rien n'est plus contraire au charme du général Hiver, à la désinvolture géniale du prince André, en un mot au fatalisme tolstoïen, que les conceptions historiques de Soljenitsyne. Contestataire de toutes les contestations, il réécrit une histoire dont les vainqueurs (les Alliés, les Prussiens, les bolcheviks) avaient imposé l'interprétation, et il reprend à zéro tous les problèmes.

Contestataire de toutes les contestations

la légalité socialiste en 1937-1938 ». En fait, à la suite de la chute du dictateur, les soviétiques ont seulement « changé de prince », et le problème des camps, en raison de son ampleur passée, « continue de peser lourdement sur le présent et l'avenir du pays ». Aucune épuration n'a eu lieu, l'ensemble du système concentrationnaire a été maintenu, il y a encore plus d'un million de prisonniers politiques — sans compter les internés dans les asiles psychiatriques —, et l'escalade reste toujours possible, tant que les conditions objectives qui l'ont produite et permise subsistent. Le pays reste donc, aujourd'hui comme hier, au fond de la même impasse totalitaire. Elle se manifeste partout. Soljenitsyne écrivait en 1967 au congrès de l'Union des écrivains : « Une littérature qui n'a aucune possibilité de traduire ce qui inquiète la société et ce dont elle souffre a perdu le droit de se dire littérature ». Et il sait ce dont il parle, lui qui est la plus illustre victime du Glavit, jusqu'au bannissement, et sont, successivement, *La maison de Matriona* a été condamné pour individualisme, pessimisme, *Zacharie l'escarcelle* pour passéisme, et tout le reste pour anti-soviétisme. Même au point de vue économique, c'est l'impasse. Un vieux proverbe russe dit que, là où il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de pain. Et dans une déclaration postérieure à son exil, Alexandre Soljenitsyne se moque des « vantardises cosmiques », quand « on n'a rien dans son propre pays à se mettre sous la dent ». L'U.R.S.S., société industrielle ? Certes non. Moins par manque d'industrie, que par manque de société. Celle-ci a été entièrement dissoute, réduite à n'être qu'une ombre, privée des couleurs de la vie.

ISOLE ET AU CŒUR DE LA RUSSIE

Dans une *Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique*, Alexandre Soljenitsyne s'efforce de déduire l'application pratique et actuelle de quelques-unes de ses idées. En politique étrangère, il conseille que l'U.R.S.S. renonce à promouvoir à travers le monde des révolutions de type communiste (celles-ci se retournent toujours contre elle), qu'elle se méfie de l'Occident et de sa conception d'un progrès indéfini, qu'elle relâche son emprise sur l'Europe de l'Est, et qu'elle porte le principal de son effort défensif contre la Chine. Ce qui veut dire, à la fois, renforcer l'appareil militaire de ce côté là, et développer l'économie, peupler la Sibérie. En politique intérieure, rétablissement progressif de la pluralité des partis, retour à l'économie de marché, réforme agraire et abandon de « l'agriculture idéologique » (elle est devenue, dit l'écrivain, la risée de l'univers entier). Et surtout, comme première mesure à toutes les autres, « priver le marxisme du support qu'il trouve dans la puissance de l'Etat et le laisser exister par lui-même et se tenir sur ses propres pieds ». C'est-à-dire, non l'interdire, mais que ses propagandistes soient des volontaires, et non pas rétribués par les contribuables soviétiques. Alors, la question se pose de savoir en quelle mesure Alexandre Soljenitsyne, figure la plus marquante de l'opposition, est suivie par celle-ci sur ses options théoriques et pratiques. Laissons de côté l'opposition « de gauche » (mais où est la droite, où est la gauche dans ce monde renversé ?), menée par ce qui peut subsister de trotskystes et s'infiltrer de maoïstes. Ces partisans d'une espèce de fuite en avant sont fort peu influents au sein des masses populaires et même chez les intellectuels. Prenons, en revanche, la forme d'opposition fort répandue et très active depuis dix ans chez les scientifiques, et dont les porte-parole sont les frères Medvedev et surtout le grand physicien André Sakharov. Ce dernier a écrit dans un article publié par la *New York Review of Books*, puis dans son livre *Sakharov parle*, qu'il reproche à Soljenitsyne de prendre uniquement le point de vue russe et de ne pas tenir suffisamment compte du problème des nationalités. Et en effet, chacune des quinze républiques fédérées — notamment l'ukrainienne et les trois républiques baltes — connaissent des oppositions de type essentiellement national, pour lesquelles l'Union soviétique est l'expression de l'impérialisme grand-russien. Par ailleurs, Sakharov est moins restrictif à l'égard de l'Occident et du progrès, car il échappe complètement à la tradition slavophile ; en même temps, il dramatise moins le conflit avec la Chine, et il se contenterait probablement plus volontiers du simple rétablissement de la légalité socialiste, action principale de son Comité des droits de l'homme. Mais il se dit tout à fait d'accord avec le reste de la déclaration de Soljenitsyne, et condamne particulièrement une conception du marxisme qui revient à un « nouveau serment féodal ».

Une des photographies les plus frappantes d'Alexandre Soljenitsyne le montre assis sur un banc rustique, devant une simple table faite de quelques planches assemblées, à l'ombre d'un bois de bouleaux qui tamise

un clair soleil printannier. La légende : Solotcha, près de Riazan, 1963, précise où et quand l'écrivain est saisi en plein travail, penché en avant, la plume à la main, des documents épars ici et là. Isolé, il est cependant plongé au cœur de la patrie. Telle a été longtemps, jusqu'à son bannissement, sa situation réelle au milieu de l'opposition. La vérité est que de plus en plus la résistance du type Sakharov et la résistance du type Soljenitsyne (représentée maintenant, là-bas, par ses amis) s'articulent et s'aident l'une l'autre. Les savants s'organisent, se cotisent, pour secourir les familles des prisonniers politiques ou les personnes qui perdent leur travail en raison de leurs opinions. Cette solidarité — véritable retour à la charité humaine — s'étend des scientifiques, généralement bien rémunérés, à tous les opprimés. Le point commun entre les deux tendances est une égale horreur des excès de l'idéologie. Les savants se souviennent du terrorisme exercé en biologie par un suppôt de Staline, Lyssenko, qui reprochait à ses collègues d'adopter, en matière de transmission héréditaire des gènes, des explications contraires à la doctrine marxiste. Le pire, commente Jacques Monod, est que Lyssenko et Staline avaient, tous les deux, en quelque sorte raison : les savants soviétiques persécutés, arrêtés, déportés — Vavilov a même été exécuté — ne faisaient que rejoindre l'état mondialement acquis de la génétique, et des thèses qui, en effet, infirment complètement le marxisme. Longtemps entravée, la biologie en U.R.S.S. eut du mal à rejoindre le peloton, et les savants soviétiques souffrent toujours d'être pratiquement coupés de leurs collègues étrangers et de ne pas parvenir à faire prédominer l'esprit expérimental sur l'esprit de système. Quant aux écrivains et aux artistes, l'idéologie, pour eux, c'est le réalisme socialiste, ce carcan que l'on s'efforce de passer aux créateurs.

« L'IDEOLOGIE JUSTIFIE LE CRIME »

Ainsi se trouvent réunies les deux tendances de la résistance, pour des motifs différents dans des craintes comparables. Le juif sioniste Kouznetsov, condamné à mort pour tentative de détournement d'avion et dont la peine fut commuée en déportation, redoute tout autant « la religion laïque qui a l'Etat pour dieu » que Soljenitsyne lui-même. L'idéologie tue la liberté. Dans *L'archipel du Goulag*, le grand écrivain y insiste. Au cours des procès, le piège habituellement tendu par le président du tribunal revient à dire : Vous considérez sans doute que le pouvoir soviétique ne s'est pas comporté correctement. Et Soljenitsyne d'ajouter : « Aucun d'entre nous n'osera... répondre simplement... oui ». Car « l'idéologie justifie le crime et donne des forces au criminel. Cette théorie sociologique lui permet de se blanchir devant sa conscience et devant les autres, et d'entendre, au lieu des reproches et des malédictions, des louanges et des hommages ». Alors Soljenitsyne s'écrie : « Nous nous sommes épuisés en une explosion unique et effrénée, en 1917, pour nous hâter ensuite de faire notre soumission... ». Voilà pourquoi les détenus, là-bas, dans leur langage cru, parlent seule-

ment de deux zones : la petite, des camps de concentration, et la grande, faite du reste de l'U.R.S.S., qui ne vaut guère mieux. Le débat pourrait se prolonger. Liberticide, l'idéologie met aussi en péril la patrie et la paix en suscitant des partis frères à l'étranger, qui deviennent bientôt de dangereux adversaires, le meilleur exemple étant la Chine, où le véritable intérêt national russe aurait voulu que l'on conservât l'inoffensif régime de Tchang Kaï-chek. Cependant, aux yeux de Soljenitsyne, l'idéologie est encore nocive d'une autre manière : « Ce mensonge universel et obligatoire est ce qu'il y a de pire pour les gens de notre pays, pire que les difficultés matérielles, pire que l'absence de liberté civile ». L'écrivain met l'accent sur une certaine détérioration de l'entourage psychologique. Autrefois, personne en Russie n'aurait fait un réveillon de Noël sans déposer un colis aux cuisines de la prison locale. Sous Staline la coutume se perdit, soit que l'on n'osât plus, soit que l'on n'y pensât plus. Souvent, aujourd'hui, les visages ne sont plus les mêmes. Où sont les barbes confiantes, les yeux amicaux, les expressions sereines ? Qu'est devenue la bonté russe ? S'est-elle toute entière transformée en une conscience politique, dont l'arrogance est « le plus sûr indice du manque de culture » ?

Méfiez-vous des sociétés idéologiquement parfaites, semble conclure Alexandre Soljenitsyne. Il leur préfère celles qui accompagnent l'histoire d'une espèce de réformisme modéré, et sans rompre avec elle. Mais, les défauts des régimes scientifiques sont-ils aussi irrémédiables que le craint Jean Laloy (« Contrepoint ») ? Soljenitsyne se rend compte que le besoin d'absolu chez l'homme se reporte de l'au-delà à ici-bas, et aussi réciproquement. Et il constate qu'au fur et à mesure que la foi progressiste s'affadit, éclot en U.R.S.S. au sein de larges couches populaires, qui dépassent de loin les milieux intellectuels, un véritable printemps spirituel. Ces points de vue sont d'ailleurs confirmés par de nombreux témoignages, et encore récemment par Igor Chafarevitch (*La législation sur la religion en U.R.S.S.*), qui signale une progression régulière, d'année en année — notamment dans la région de Volsk et en dépit des pressions, des persécutions — des baptêmes et des mariages religieux. Cette poussée crée des besoins nouveaux, ce qui autorise Chafarevitch à écrire que la fermeture de la moitié des églises, imposée dans l'ensemble du pays en une vingtaine d'années, est aussi inopportune et gênante que l'aurait été « la fermeture de la moitié des universités ». Alors, si ces informations sont exactes, la Russie referait le chemin inverse de celui qu'elle a suivi depuis 1917. Dans le deuxième volume de *L'archipel du Goulag*, Soljenitsyne rappelle que le système concentrationnaire est né au bord de la mer Blanche, sur le groupuscule d'îles appelées Solovki, à la place d'un antique couvent qui fut un des hauts lieux de la spiritualité orthodoxe. En 1923 les moines ont été expulsés et les îles sont devenues un camp de concentration spécial, qui dès 1928 comptait soixante mille détenus. Partout dans les campagnes les miradors tendaient à remplacer les clochers. Mais

depuis, soutient Soljenitsyne, un fait d'importance est intervenu : « Seul Dieu n'est pas mort ». Tout au long de son œuvre l'écrivain s'interrogeait à ce propos : « Jusqu'à quel point il leur a été possible de conserver l'image de l'éternité enfoncée en chacun de nous, limpide, sereine et intacte ? » (*Le pavillon des cancéreux*). Et il a observé les péripéties de la lutte entre les deux camps. Dans « La procession de Pâques », la scène se passe au village de Pérédelkino, résidence de beaucoup d'écrivains. L'église patriarcale est pleine de fidèles à l'occasion de la grande fête de l'orthodoxie. Voici que, timidement, la procession descend du parvis. En tête le marguillier porte une lourde lanterne munie d'un cierge. Puis dix femmes avancent en bon ordre. Leurs visages sont purifiés. Que de clarté en elles ! Enfin viennent les prêtres et les diacres. Toutes et tous ont peur, car alentour se bousculent des voyous, garçons et filles, goguenards, la cigarette au bec, et « bien avant l'encens, en guise d'encens, dans la lumière électrique bleutée, la fumée du tabac s'élève en volutes de la cour de l'église vers le ciel pascal tendu de nuages bruns, immobiles ». Et Alexandre Soljenitsyne conclut : « Les Tatars, eux, ne venaient sûrement pas assiéger de si près le grand office de Pâques ».

Car ce chemin de l'athéisme à la foi, l'écrivain l'a lui-même suivi de 1940 à ses œuvres conçues dans les camps et rédigées en déportation. Nous possédons de lui, non datée, cette inscription au dos d'une image pieuse donnée à un ami : « Comme il est facile de vivre avec Toi, Seigneur mon Dieu ». La foi chrétienne lui paraît être, de surcroît, non seulement la « force vive capable d'assurer la guérison spirituelle de la Russie », mais la meilleure chance de ce pays d'échapper au cercle vicieux. Pourrait-on libérer vraiment « celui qui ne s'est pas libéré spirituellement » ? Et comme l'écrit Olivier Clément, Soljenitsyne est l'instigateur d'une « spiritualité créatrice, seule capable de changer la vie parce qu'elle change le sens de la mort ». Cependant, la chrétienté à laquelle se réfère Alexandre Soljenitsyne est bien plus celle de Serge de Rodanège que celle de Pierre le Grand. Il ne réclame pour elle aucun privilège, et seulement « qu'elle soit traitée loyalement et non écrasée ».

UN MONDE EN CRISE

Quand le 12 février 1974 les agents du K.G.B. arrêterent à son domicile Alexandre Soljenitsyne et le mirent de force en voiture, une douzaine seulement d'amis et de sympathisants étaient là, sur le trottoir, pour le saluer une dernière fois avant l'exil. En revanche, depuis cinquante ans et trois fois par semaine, hiver comme été, une longue file piétine pendant des heures pour s'approcher du mausolée de Lénine. Telles sont les images qui se répondent de l'humiliation et de la puissance. Jamais le pouvoir en Union soviétique n'a paru si fort. Et pourtant, le peuple soviétique — bien que resté sous la menace — ne suit déjà plus la même route. Soljenitsyne a pu résister longtemps ; et au lieu de le renvoyer dans un camp, on a préféré la solution plus diplomatique du bannissement. Car, nous

venons de le voir, beaucoup de choses ont, en fait, changé. Sans parler de la renaissance du judaïsme religieux, ni de l'Islam au Caucase et en Asie centrale, le christianisme est devenu le plus grand des rassembleurs d'hommes. 60 % de baptisés dans les campagnes, 40 % dans les villes, donnent un chiffre approximatif de cent millions de baptisés, dont les spécialistes — par exemple Nikita Struve — disent que quarante millions, issus de tous les milieux, notamment ouvriers, participent activement à la vie de l'Eglise orthodoxe officielle ou des catacombes, et dans les pays baltes, en Biélorussie, en Ukraine, au catholicisme romain. En face, un parti communiste de onze millions de membres, dont bon nombre d'entre eux disent volontiers que le marxisme, c'est bien, mais qu'il ne suffit pas à expliquer tout l'homme. Alors, à la longue cela pèse. On n'en est plus, là-bas, aux lendemains qui chantent, quand Maïakovski ne songeait pas encore au suicide.

L'audience de Soljenitsyne tient à tout cela, au sein d'un pays où l'écrivain a toujours été un porteur de messages, créateur de l'âme de la nation. La virulence de la propagande contre *L'Archipel du Goulag* — propagande menée souvent par affiches dans les grandes villes — a puissamment contribué à répandre son nom au-delà des cercles intellectuels, et à semer le doute. Déjà des copies, fournies par le samizdat (reproduction clandestine au moyen de diverses techniques), comment à circuler. En vente libre, ce serait certainement un très grand succès. D'autant que le sujet traité passionne les Soviétiques au-delà de ce que nous pouvons imaginer. A la suite de la seconde guerre mondiale, les horreurs nazies, la ferveur patriotique ont eu la priorité, détournant l'attention de tout le reste. Mais maintenant, on veut savoir la vérité — non pas officielle, la vraie vérité, comme disent les enfants — sur ce que Soljenitsyne appelle « la plus grande catastrophe de l'histoire russe et, sans doute, de l'homme moderne », et aussi, plus généralement, sur l'époque encore si proche et pourtant si lointaine qu'il évoque au cours d'*Août quatorze*. Là encore la vérité n'avait jamais été écrite et effectivement diffusée en U.R.S.S. Et c'est important, parce qu'à travers la critique de la campagne militaire d'août 1914, les Soviétiques refont celle de la désastreuse campagne de 1941.

En fait, une faille profonde s'est peu à peu creusée, dont le sillon, non encore très apparent, traverse cependant le pays. Soljenitsyne signale qu'on en est venu, pratiquement, dans les camps de concentration à une situation de guerre civile. Les garde-chiourmes et surveillants de tous ordres sont de plus en plus cyniques, et leurs propos avec les détenus de moins en moins empreints d'idéologie. On ne se gêne pas, on parle franchement. Et les détenus, de leur côté, ont repris l'argot des blancs en 1917 et ne parlent que de bolchevicards (communistes) ou de Tcheka (K.G.B.). Voilà pourquoi Alexandre Soljenitsyne a pu écrire, dans un appel lancé d'exil : « Celui qui manquera de courage... qu'il se dise : je suis un veau et un poltron... Nous pouvons tout ! Ce n'est pas leur faute à eux, c'est la nôtre, la nôtre seulement ». D'ailleurs, par sa *Lettre aux*

dirigeants de l'Union soviétique, il les avait prévenus : « Les œuvres d'art qui ont cherché la vérité profonde et nous la présentent comme une force vivante s'emparent de nous et s'imposent à nous, et personne, jamais, même dans les âges à venir, ne pourra les réfuter ». A nous de méditer ces avertissements et l'écho de ces cruelles expériences. L'étude du monde soviétique est toujours d'actualité, car son évolution peut préfigurer un nouveau et grand tournant historique, et ouvrir des perspectives de changement d'une exceptionnelle ampleur.

Jacques NANTET.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages de Soljenitsyne traduits en français :

Une journée d'Ivan Denissovitch (Julliard, 1963).

La maison de Matriona, suivi de L'inconnu de Krétchétoïka, et de Pour le bien de la cause (Julliard, Livre de poche, 1972).

Le pavillon des cancéreux (Julliard, Livre de poche, 1968).

dans « Soljenitsyne », numéro spécial de L'Herne, juin 1971 :

Etudes et miniatures ; Zacharie l'Escarcelle ; La main droite ; La procession pascale ; Lettre à trois étudiants ; Lettre ouverte du 15 juin 1970 ; Flamme au vent.

Le premier cercle (Robert Laffont, 1968).

Août quatorze (Le Seuil, 1972).

L'Archipel du Goulag (Le Seuil, 1^{re} et 2^e parties, 1974).

Lettres aux dirigeants de l'Union soviétique, et autres textes (Le Seuil, 1974).

Album « Soljenitsyne » (Le Seuil, 1974, 43 illustrations).

La fille d'amour et l'innocent (Robert Laffont, 1971).

Les droits de l'écrivain, suivi de Discours de Stockholm (Le Seuil, 1972).

dans « Soljenitsyne le croyant » : Lettre de carême au patriarche Pimen ; Discours pour le Prix Nobel ; Lettre au Père Jéloudkov (Albatros, 1973).

Livres sur Soljenitsyne :

Août quatorze jugé par les lecteurs russes (Le Seuil, 1973).

Olivier Clément : L'esprit de Soljenitsyne (Stock, 1974).

Autres livres cités :

Andrei Sakharov : Sakharov parle (Le Seuil, 1974).

Andrei Sakharov : La liberté intellectuelle en U.R.S.S. et la coexistence (Gallimard, 1969).

Edouard Kouznetsov : Journal d'un condamné à mort (Gallimard, 1974).

Igor Chafarevitch : La législation sur la religion en U.R.S.S. - Rapport au Comité des Droits de l'Homme (Le Seuil, 1974).

Napoléon et l'Église

par Jean Chelini

NAPOLÉON, superstitieux et fataliste, confiant dans sa destinée fabuleuse, n'avait pas par ailleurs une âme particulièrement religieuse. Le constater n'implique de notre part ni approbation, ni blâme, mais permet de donner son sens véritable à l'œuvre religieuse du Premier consul et de l'Empereur. Certes il partageait avec sa famille et son milieu un atavisme catholique, mais s'il restaura publiquement le culte, ce ne fut pas spécialement par zèle religieux, mais par souci politique. Ni son action à la tête de l'Etat, ni sa vie privée ne s'inspirèrent fondamentalement des exigences de la morale chrétienne. Il avait été marqué par l'irreligion des penseurs du XVIII^e siècle et pendant la Révolution il n'avait guère fréquenté que des anticléricaux notoires. Parmi ses compagnons de combat ou ses collaborateurs immédiats, les catholiques pratiquants ne furent jamais que l'exception.

Pour Napoléon, la religion fut un moyen de gouvernement parmi d'autres, mais plus efficace que d'autres. Dans ces conditions nous voulons nous demander quelles furent les grandes lignes de sa politique religieuse et leurs conséquences. A-t-il réussi durablement à domestiquer les Eglises pour en faire les agents de sa domination spirituelle, c'est ce que nous voudrions voir aujourd'hui.

LE RETABLISSEMENT OFFICIEL DU CULTE

La situation religieuse à la fin de l'année 1799.

De la naissance du Consulat en novembre 1799 à la signature du Concordat le 16 juillet 1801, s'écoule un an et demi d'hésitations, d'évolution lente. Sur le problème religieux des tendances opposées s'affrontent dans le pays, mais aussi auprès de Bonaparte et ralentissent son action.

L'attitude du Gouvernement sera flottante, parfois même contradictoire. Fouché freine chaque progrès de la liberté religieuse de tout son pouvoir et les préfets interprètent diversement les instructions gouvernementales.

Le 7 Nivose An VIII (27 décembre 1799), le Consulat exigea des prêtres le *Serment de fidélité à la Constitution*, et les discussions de surgir de nouveau, le souve-

nir du serment de 1792 et de ses néfastes conséquences était encore présent dans tous les esprits. Certes, aux yeux des catholiques, le gouvernement avait donné quelques gages. La Vendée était définitivement pacifiée. Les prêtres exilés rentrent librement et le culte reprenait sans entrave mais la méfiance régnait. La majorité du clergé parisien prêta le nouveau serment, la majorité du clergé provincial commença par le refuser.

A Paris, dans les milieux intellectuels, le rationalisme du XVIII^e siècle continuait de régner. Ceux que l'on appelait les Idéologues, intellectuels rationalistes et athées, avaient pris la relève des Philosophes. Ils siégeaient nombreux à l'Institut, fondé le 27 octobre 1795. Ils animaient la résistance à toute restauration religieuse. Bernardin de Saint-Pierre prononça au cours d'une séance de l'Institut le nom de Dieu ; Cabanis l'interrompit : « Je jure qu'il n'y a pas de Dieu ». La Franc-Maçonnerie reprenait quelques activités, le Grand-Orient de France se réveillait et son action restait défavorable à l'Eglise. Le personnel gouvernemental et administratif, d'origine révolutionnaire, nourrissait pour l'Eglise une hostilité assez vive et un grand mépris. Dans les cercles officiels, il continuait, dans son ensemble, d'être difficile d'affirmer sa foi. Pour assister à la messe, un élève de Polytechnique se cache derrière un pilier. « Si j'avais été découvert, à l'Ecole ma position n'aurait pas été tenable ».

Mais les gens du peuple aussi se croient au nombre des âmes fortes. Ils disent avec les orateurs du Gouvernement que la religion est excellente pour les esprits faibles et les étages subalternes de la société. Mais plus personne ne veut être rangé au nombre de ces esprits faibles, ni appartenir à aucune de ces classes et « le cordonnier lui-même ne croit pas à la religion nécessaire au savetier » écrit dans un rapport un agent du Comte de Provence.

En province, le culte constitutionnel est presque partout abandonné. Quelques régions restent inébranlablement fidèles à la pratique de l'ancienne « foi », comme l'Ouest où la pacification n'est devenue définitive que lorsque le régime eut donné des garanties religieuses sérieuses.

Résumons l'impression que donne cette société dans ses attitudes face à la religion : l'hostilité active n'est que le fait d'une minorité d'intellectuels ou de fonctionnaires militaires et civils, de même la pratique fervente n'est plus que le fait de petits groupes. Mais les

autres, même s'ils ne pratiquaient plus, voulaient retrouver les cérémonies religieuses anciennes qui scandaient leur vie sociale. Le cardinal Consalvi, le futur signataire du Concordat résume ainsi l'état du sentiment religieux en France à l'aube du XIX^e siècle : « Le peuple était indifférent dans sa plus grande majorité ; il l'était entièrement dans les villes, en partie dans les campagnes ». Cependant, cette majorité demeure attachée : à la morale chrétienne, aux cérémonies chrétiennes. « On aimerait mieux des cloches sans prêtres que des prêtres sans cloches ». Mais sans rétablissement officiel du culte, l'Eglise ne pouvait pas se réorganiser seule, car la Révolution avait dévasté ses cadres, ses biens, et atteint profondément sa vitalité.

La mort, le schisme, l'apostasie avaient causé des vides profonds dans les rangs du clergé. Les fonctions n'étaient plus rémunérées, les séminaires n'existaient plus, l'œuvre de reconstruction exigeait des chefs : ces chefs manquaient. Seuls, les simples prêtres rentrent d'exil. Les évêques émigrés continuaient à combattre le régime et à attendre la Restauration de la monarchie qui entraînerait le rétablissement de la situation antérieure de l'Eglise. Devant cette situation, quelle fut l'attitude de Bonaparte ? Très tôt, il définit sa politique.

Les intentions de Bonaparte.

Le 5 juin 1800, Bonaparte réunissait à Milan les curés de la ville. « Nulle société ne peut subsister sans morale, il n'y a pas de bonne morale sans religion, il n'y a donc que la religion qui donne à l'Etat un appui ferme et durable »... « Je suis décidé à mettre en œuvre tous les moyens que je croirai les plus convenables pour assurer et garantir cette religion, et je pourrai m'aboucher avec le nouveau pape, j'espère que j'aurai le bonheur de lever les obstacles qui pourraient s'opposer à la réconciliation de la France avec le Chef de l'Eglise ».

La religion, pour Bonaparte, était nécessaire pour l'ordre social. Quand l'homme meurt de faim à côté d'autres qui regorgent, il lui est impossible d'accepter cette différence, pensait Napoléon, s'il n'y a pas là une autorité qui lui dise « Dieu le veut ainsi » ; il faut qu'il y ait des pauvres et des riches dans le monde ; mais ensuite et pendant l'éternité, le partage se fera autrement. C'est la conception de la *religion-gendarme* : « Les hommes qui ne croient pas en Dieu, on ne les gouverne pas, on les mitraille ».

Quelle religion choisir ? Le catholicisme demeurait un fait, la Révolution en était un autre. Ni l'un ni l'autre ne pouvaient être supprimés. D'autre part, seul le pape pouvait libérer l'Eglise de ses prélats royalistes ; seul il pouvait sans effusion de sang, sans secousse, réorganiser les catholiques de France dans l'obéissance républicaine. C'était l'homme indispensable. Or, le nouveau pape semblait disposé à traiter. A la mort de PIE VI, prisonnier en France, en août 1799, le conclave se réunit à Venise et choisit comme nouveau pape Barnabé Chiaramonti, cardinal évêque d'Imola. Dans la remarquable biographie que Mgr Leflon lui a consacrée, l'éminent historien de l'Eglise sous la Révolution et l'Empire, a souligné ses qualités de douceur et de force

à la fois, son intelligence, son désir du bien. Pie VII voulait la réconciliation de la France et de l'Eglise. Il était prêt aux sacrifices nécessaires.

Dès septembre 1800, une mission fut envoyée de Rome auprès du Premier Consul. Mais les négociations furent longues et difficiles entre Mgr Spina, chef de la délégation pontificale et l'Abbé Bernier qui avait été chargé de mener l'affaire par le Premier Consul. On achoppait sur la reconnaissance du Catholicisme comme religion de l'Etat, sur la révocation des évêques en place, sur les biens nationaux, sur la situation des prêtres mariés. Après avoir été sur le point d'échouer, la négociation fut relancée par l'arrivée à Paris du cardinal secrétaire d'Etat, Consalvi. La convention fut enfin signée le 16 juillet 1801 : c'était le concordat napoléonien qui allait régler les rapports de l'Eglise et de l'Etat en France jusqu'en 1906 et qui continue d'être appliqué aujourd'hui en Alsace-Lorraine.

Ce texte donne aux deux parties des satisfactions non négligeables et règle les points les plus délicats du contentieux issu de la Révolution.

• *Avantages reconnus à l'Eglise :*

Le catholicisme était reconnu dans le préambule comme la religion de la grande majorité des citoyens français, les consuls en faisaient une profession particulière.

- L'article 1 rétablissait la liberté du culte catholique.
- L'article 12 rendait à l'Eglise tous les bâtiments du culte, non aliénés.
- L'article 19 établissait un traitement pour les évêques et les curés.
- L'article 11 permettait le rétablissement des chapitres et des séminaires, sans que le gouvernement s'obligeât à les subventionner.

• *En échange :*

- L'Eglise renonçait à récupérer ses biens.
- Article 13 : l'Eglise s'engageait à ne pas inquiéter les propriétaires de biens nationaux et à reconnaître qu'ils en étaient vraiment possesseurs.
- Articles 6 et 7 : les évêques et les curés prêtaient serment au gouvernement.
- Article 8 : Le clergé récitait les prières publiques pour la République pendant les offices publics du culte : « *Domine salvam fac rempublicam* ».
- Surtout article 4 : Le Premier Consul nommait les évêques, le pape leur conférait l'institution canonique. Une nouvelle répartition des diocèses et des paroisses était prévue.

L'application du Concordat allait susciter quelques difficultés, mais ce texte fournissait les bases matérielles d'une renaissance religieuse, qui ne tarda pas à se manifester malgré les prétentions doctrinales du régime napoléonien à régenter les consciences comme les esprits et les corps.

L'application du Concordat.

Il s'agissait d'abord, de part et d'autre de mettre en œuvre le Concordat.

Pie VII publia trois textes pour entamer la procédure d'application.

Le premier le plus important, le bref « *Tam multa* » exhorte les évêques légitimes de l'Eglise de l'Ancien Régime à démissionner.

Le deuxième rappelle les évêques constitutionnels à l'unité de l'Eglise : « *Post multos labores* ».

Le troisième autorise l'absolution des prêtres mariés et la validation de leur mariage sous la condition d'un sincère repentir. Il ne s'appliquait pas aux prêtres revêtus du caractère épiscopal. Il excluait donc Talleyrand.

Les évêques émigrés n'accueillirent pas avec beaucoup de sympathie la demande du Pape. La résistance s'organisa en Angleterre autour de Mgr Dillon. Les motifs en étaient avant tout politiques. Mais des principes religieux étaient aussi en cause et on les évoqua avec d'autant plus d'ardeur qu'ils servaient de masque aux passions partisans et aux intérêts personnels. Jamais coup plus brutal n'avait été porté au Gallicanisme ecclésiastique : 48 évêques donnèrent la démission demandée ; 37 la refusèrent. Le 23 novembre 1801, par la bulle « *Christi Domine Vices* » Pie VII déclara la vacance des sièges dont les évêques ne s'étaient pas démis.

Quelques prélats ne se bornèrent pas à des protestations platoniques ; ainsi se formèrent de petits groupes de réfractaires, dont l'ensemble constitue le *schisme de la Petite Eglise*. Les deux plus importants, les seuls qui se perpétuèrent jusqu'à nos jours sont celui du bocage vendéen et celui de Lyon. Les fidèles de « la petite Eglise » reconnaissent la primauté du pape, non l'autorité des nouveaux évêques ; mais ces résistances sont limitées et iront s'affaiblissant.

Les catholiques étant satisfaits, il fallait rassurer les républicains. Le choix des chefs donnés à l'Eglise et la rédaction du statut qui lui serait imposé, devaient selon les calculs du Premier Consul, calmer les consciences jacobines.

Le Premier Consul rendit leur siège aux plus dociles des prélats destitués, éleva des curés à la dignité épiscopale, désigna aussi des prélats et des curés constitutionnels. Pour cette dernière disposition, l'accord du pape était indispensable. Pie VII qui ne pouvait déjuger Pie VI, se résolut à accepter les anciens schismatiques, mais en leur imposant la manifestation d'un sincère repentir. L'abbé Bernier fut chargé de recueillir les rétractations.

Les évêques constitutionnels s'entêtèrent dans leur résistance et le pape persista à leur refuser l'institution canonique. Le différend ne s'apaisa que lors de la venue du pape à Paris, à l'occasion du Sacre.

Le Premier Consul voulait un règlement de police religieuse pour contrôler étroitement l'Eglise, ce furent les *articles organiques*. Rédigés par Portalis, nommé Ministre du Culte en octobre 1801 et ses juristes, les articles organiques, loin de se borner à réglementer les manifestations du culte qui touchent à l'ordre public, imposaient au clergé une discipline et même une doctrine, le gallicanisme ce statut de l'Eglise de France n'avait fait l'objet d'aucune négociation. La papauté se refusa toujours à lui reconnaître la moindre validité.

Le Concordat et les articles devinrent la loi du 25 Germinal an X (15 avril 1802). Trois jours après, une messe solennelle suivie d'un *Te Deum* est célébrée à Notre Dame.

Le fonctionnement du régime concordataire.

Le Concordat fixait les principes. Les articles organiques fixaient les modalités d'application. La plupart de leurs dispositions se ramenaient à trois idées :

- 1° accroître le pouvoir de l'évêque sur le curé ;
- 2° accroître le pouvoir de l'Etat sur les évêques ;
- 3° contrôler le pouvoir du pape sur le clergé français.

Les curés nommés par l'évêque étaient irrévocables. Ils étaient prévus, pour des raisons financières, que dans les chefs-lieux de cantons. Les autres paroisses ou succursales étaient tenues par des succursalistes qui, à la différence des curés, pouvaient être révoqués par l'évêque et n'étaient pas salariés. Aucun prêtre du diocèse ne pouvait en sortir, aucune prière extraordinaire ne devait être dite, ni aucune prédication donnée sans l'autorisation de l'évêque.

L'évêque n'avait pas le droit de franchir les limites de son diocèse, d'ordonner des prêtres, d'établir des chapitres cathédraux, de convoquer des synodes, de prendre part à des conciles métropolitains sans autorisation ministérielle. Pour éviter que l'Eglise ne reconstitue trop rapidement son patrimoine foncier, les fondations pieuses ne furent autorisées que sous la forme de rentes d'Etat.

L'indépendance spirituelle du clergé français à l'égard du Saint-Siège était imposée comme doctrine officielle par l'obligation d'enseigner dans les déminaires la déclaration de 1682 : les 4 articles, charte du gallicanisme.

Les représentants du pape et ses communications ne furent plus reçus qu'avec autorisation du gouvernement. Ainsi les bulles pontificales ou les encycliqués ne furent autorisés à circuler dans le pays qu'après avis favorable du gouvernement. Celui-ci pouvait à tout instant déférer un évêque devant le Conseil d'Etat comme coupable d'abus ou bien, interdire la publication d'une bulle pontificale, ce qui allait être évidemment le cas lorsque Pie VII excommunia Napoléon. Dans le même sens, les cultes protestant et israélite, reconnus officiellement, furent dotés d'une organisation qui en permettait le contrôle officiel. Malgré ces tracasseries, l'Eglise de France reconstitua peu à peu ses cadres et reprit ses tâches de formation du clergé et des fidèles.

La reconstitution de la hiérarchie et du clergé séculier.

Le choix des évêques par Bonaparte fut assez heureux dans l'ensemble. Du point de vue social, Napoléon procéda à un réel brassage du haut clergé. A la fin du règne une dizaine de prélats seulement appartenait à la noblesse. Les autres venaient de la bourgeoisie. Les prélats du Consulat et de l'Empire n'étaient pas de grands seigneurs ; ils recevaient des traitements assez faibles, 10.000 francs par an. Mais ils gagnaient en autorité ce qu'ils avaient perdu en richesse et en prestige. Ils furent cependant affrontés à une tâche énorme : le nombre des diocèses avait été considérablement réduit, leur étendue était très vaste et il fallait pourvoir aux postes de curés et de desservants. Le problème le plus difficile restait celui du recrutement.

Les conditions de vie pénibles et la pauvreté écartent du sacerdoce les fils de paysans et de petits bourgeois dont la foi n'est pas ardente. Les ambitieux vont dans l'armée ou l'administration. Les anciens séminaires ont été vendus ou détruits. On en ouvre de nouveaux, on les double de petits séminaires, mais en 1814 on ne comptera que 52 séminaires et 52 petits séminaires. Leur entretien reste entièrement à la charge des évêques et il s'avère très lourd.

Dans cette œuvre de Restauration, il faut souligner l'action de M. Emery. Ce prêtre admirable n'avait pas cessé de travailler au rétablissement des conditions normales de la vie religieuse. Tour à tour conseiller des évêques et du gouvernement, il joua un grand rôle dans les négociations du Concordat et dans l'aplanissement de ses premières difficultés d'application. Il eut alors le mérite de restaurer pour la formation du clergé le séminaire et la compagnie des prêtres de Saint Sulpice. Cette initiative fut à l'origine de la reconstitution des séminaires en province et d'un début de recrutement.

Mais l'on peut dire que dans l'ensemble le clergé de l'Empire reste peu nombreux, disparate dans ses origines, mêlé quelquefois d'éléments largement compromis sous la révolution. Il manque souvent de zèle apostolique. Il administre les fidèles plus qu'il ne se lance à la reconquête apostolique des âmes.

Le clergé régulier ne recouvre pas son existence légale, Napoléon partageant les préventions des Philosophes contre les moines et les religieux. En 1804, un décret distingua les associations autorisées, qui pourraient posséder et les autres qui ne seraient que tolérées. Napoléon autorisa les congrégations missionnaires « Ces religieux, avoue-t-il assez cyniquement, me seront très utiles en Asie, en Afrique et en Amérique, je les enverrai prendre des renseignements sur l'état du pays. Leur rôle les protège et sert à couvrir des desseins politiques et commerciaux ». Il autorise aussi les congrégations de femmes qui se consacrent à l'assistance publique et à l'enseignement. Elles posséderont en 1814 : 1.776 maisons groupant 12.426 religieuses. Les grands ordres anciens : dominicains, franciscains ou bénédictins n'ont pas survécu à la tourmente révolutionnaire et ne se reconstituent pas. Cette renaissance s'opérera plus tard au cours du XIX^e siècle.

L'Eglise impériale, son asservissement à l'Etat.

En échange de la liberté de culte et de l'aide relative de l'Etat, le régime impérial exigea des évêques, les préfets violets, comme on les surnommait, et des curés, une collaboration totale et une soumission absolue.

Deux ministres des Cultes se succédèrent sous l'Empire, Portalis et Bigot de Preameneu. Catholiques tous deux, ils mettent les méthodes du gallicanisme parlementaire au service de la domination impériale. Fouché, ministre de la police, écrit aux évêques : « Notre but commun est de faire naître la sécurité de l'Empire au sein de l'ordre et des vertus ». Nombre d'entre eux le comprennent ainsi et se laissent emporter par leur zèle civique.

Avec les mandements épiscopaux datant du Consulat et des premières années de l'Empire, on constituerait un florilège de la servilité épiscopale qu'un catholique ne pourrait lire sans en être rétrospectivement humilié pour ses auteurs, s'il oubliait que la phraséologie épiscopale classique (aujourd'hui en voie d'extinction) était portée au dithyrambe comme aux anathèmes et trahissait en l'exagérant la pensée de ses auteurs.

Certains évêques vont plus loin et se font les agents de la politique impériale. Les curés doivent prêcher la soumission et apprendre aux jeunes enfants l'obéissance à l'autorité de Napoléon.

Le catéchisme impérial enseigne cela en même temps que les mystères de la religion. « Les chrétiens doivent aux princes qui les gouvernent et nous devons en particulier à Napoléon I^{er} l'amour, le respect, l'obéissance, le service militaire, les tributs ordonnés pour la conservation et la défense de l'Empire et de son trône ; nous lui devons encore des prières ferventes pour son salut et pour la prospérité spirituelle et temporelle de l'Etat » !

Le clergé avait été mis au pas dès avant le Concordat et toute velléité de résistance était impossible. N'avait-on pas arrêté en 1801 l'abbé Nicolas Marie Fournier, pour un sermon jugé hostile au gouvernement et ne l'avait-on pas enfermé à Bicêtre, comme fou ? Puis on avait procédé à quelque temps de là à l'arrestation du vénérable M. Emery lui-même, qui était le cousin de l'abbé Fournier.

Réduit à l'administration des âmes, le clergé obtient peu à peu chez le plus grand nombre de Français le retour au conformisme des grands actes saisonniers : baptême, mariage, funérailles religieuses. Mais le mariage reste très atteint et l'on continue à beaucoup divorcer dans la société impériale.

Cependant on note aussi une reprise de la pratique dominicale surtout dans les campagnes et l'apparition d'une mentalité nouvelle favorable au christianisme dans certains milieux littéraires et intellectuels.

Les méditations que suggèrent les malheurs publics et privés s'accompagnent souvent d'un retour sur soi. Ce fut le cas typique de Chateaubriand. « Je suis devenu chrétien ; je n'ai pas cédé, j'en conviens, à de grandes

lumières surnaturelles, ma conviction est sortie du cœur, j'ai pleuré et j'ai cru ». Revenu d'Angleterre, Chateaubriand devint l'ornement d'un parti, né dans la société parisienne à la fin du Directoire, le parti néo-catholique. Le rôle de Chateaubriand fut de réhabiliter la religion aux yeux des élites, de prouver que l'on pouvait être intelligent et chrétien tout à la fois, alors que les Philosophes du XVIII^e siècle et leurs successeurs les Idéologues, avaient tant de fois affirmé le contraire.

« *Le Génie du christianisme* » dont la publication fut annoncée le jour même du *Te Deum* chanté pour le rétablissement du culte, donna à Chateaubriand l'occasion d'un grand et magnifique poème à la splendeur du christianisme. Ce lyrisme exaspère la critique des Idéologues : « Et d'abord, qu'est-ce que cet ouvrage ? » Est-ce un livre dogmatique ou une œuvre poétique ou un traité de philosophie morale ? Son importance : « A l'origine du courant d'incrédulité qui avait corrompu les dernières années de l'Ancien Régime et empoisonné toute la Révolution, on trouvait deux sources principales : l'ironie dissolvante de Voltaire et l'utopie sentimentale de Rousseau. Le Génie du christianisme imposait silence au rire de Voltaire et il orientait le sentimentalisme de Rousseau vers la religion catholique » (Mourret). Mais c'est plutôt une mode, les élégantes portèrent des chapelets en guise de colliers, qu'il lança, qu'un mouvement profond qui s'amorçait.

En août 1806, au cours de la cérémonie de la translation de la couronne d'épines à Notre-Dame, quelques adolescents s'approchèrent de la sainte Table, à la stupefaction des chanoines dans leurs stalles. Ce sont des étudiants (Droit, Médecine, Polytechnique) qu'un prêtre réunit en une association de piété, la Congrégation. Il faut évoquer cet infime groupe de jeunes gens, pour trouver le signe d'une certaine renaissance religieuse dans cette société encore imprégnée de l'esprit du XVIII^e.

L'ignorance religieuse la plus profonde — les générations élevées sous la Révolution n'avaient reçu aucune instruction religieuse — alliée à l'indifférence restèrent le lot de la majorité des Français sous l'Empire, qui fut sur le plan religieux une des périodes les plus vides de l'Histoire de France. Mais à partir de 1806-1807 les rapports officiels entre le nouveau Constantin, Napoléon, comme l'appelait la phraséologie officielle et le Pape, puis l'Eglise de France se détériorèrent puis devinrent franchement mauvais ; c'est ce que nous voudrions voir dans une dernière partie.

LA RUPTURE ENTRE NAPOLEON ET L'EGLISE : LE TEMPS DES DIFFICULTES

Les difficultés se multiplièrent à partir de l'année 1807, lorsque l'influence bienfaisante de Portalis, ministre des cultes cessa avec sa mort. Le conflit était double : politique d'abord, Napoléon voulait contraindre le pape à lutter à ses côtés contre ses adversaires ; religieux ensuite, il désirait rétablir le césaropapisme carolin-

gien ou médiéval et faire du pape le second personnage de l'Empire soumis en tout au pouvoir de l'Empereur.

Conflit avec la papauté.

En 1805, Napoléon avait fait occuper Ancône et prétendit être l'empereur de Rome, ce qui lui vaut cette réponse très ferme de Pie VII : « *L'Empereur de Rome n'existe pas* » (21 mars 1806).

Le 2 février 1808, le général Miollis occupe Rome et disperse les cardinaux. Dès lors, le pape fait la grève des institutions canoniques et refuse de préconiser les évêques nommés. La crise devient rapidement grave dans l'Eglise impériale. Les titulaires décédés ne peuvent être remplacés ; beaucoup de sièges demeurent vides, notamment celui de Paris après le décès de son archevêque centenaire, le cardinal de Belloy, dernier évêque de Marseille sous l'Ancien Régime.

En mai 1809, Napoléon décrète l'annexion de Rome. Le pape Pie VII excommunie aussitôt Napoléon. L'Empereur décide de le faire arrêter dans la nuit du 5 au 6 juillet, par le général de gendarmerie Radet qui le traite sans ménagement. Pie VII est transféré à Savone, puis interné à Fontainebleau en France. Mais le pape refuse obstinément de « faire le pape » comme il dit, et encore plus d'accepter le *Senatus-consulte* du 17 février 1810. Celui-ci ressuscite le vieux droit d'approbation de l'élection pontificale par l'Empereur qu'avaient exercé les empereurs byzantins et les othoniens et veut faire jurer au pontife, ce qui est un comble, soumission à la déclaration gallicane, des 4 articles !

L'affaire du divorce et du remariage de Napoléon I^{er}.

Napoléon fait prononcer son divorce par l'officialité (tribunal ecclésiastique) de Paris. Or, le mariage des princes c'est un cas majeur réservé à la décision des souverains pontifes.

Aussi lors de son remariage avec Marie-Louise, 13 cardinaux sur les 27 invités refusent de répondre à l'invitation impériale : les « cardinaux noirs », privés du droit de porter la pourpre, sont exilés en province. Cette résistance exaspère l'Empereur qui décide de réunir un concile pour trouver une solution.

L'échec du Concile de Paris de 1811.

104 prélats, sous la présidence du Cardinal Fesch, archevêque de Lyon, primat des Gaules et oncle de l'Empereur, sont invités à ce concile. En fait, dès le début, par la prestation du serment de fidélité au siège apostolique, le concile tourna à la manifestation de loyauté envers Pie VII.

Le concile accepta une mesure transactionnelle, mais inapplicable : au bout de six mois, si le pape n'avait pas donné à l'évêque nommé l'investiture canonique, le métropolitain de sa région le sacrerait. C'était revenir à tous les errements de la constitution civile et marcher vers le schisme.

Les résistances de l'Eglise de France se durcissent. Un réseau de sympathies s'établit autour du Pape détenu à Fontainebleau. Ses lettres et ses instructions circulent sous le manteau. Les jeunes gens de la Congrégation diffusent le texte de l'excommunication de l'Empereur.

La Police impériale mène une répression très sévère. L'abbé d'Astros, neveu de Portalis, futur cardinal archevêque de Toulouse, avait contribué à la rédaction du cathéchisme impérial. Il était donc bien en cour. Elu vicaire capitulaire de l'archevêque de Paris à la mort du Cardinal de Belloy, il refusa de communiquer avec le nouveau titulaire nommé par l'Empereur, mais sans bulles pontificales, le Cardinal Maury. L'abbé d'Astros fut arrêté avec trois de ses amis et collaborateurs et jeté en prison avec eux.

D'autres mesures de représailles furent prises par le gouvernement impérial : les congrégations missionnaires furent dissoutes, les séminaristes envoyés à l'armée, les collèges religieux furent fermés ou étroitement surveillés. Désormais, on s'acheminait vers la rupture totale entre Napoléon et l'Eglise.

En 1813, une dernière tentative fut faite par Napoléon pour arracher au pape interné à Fontainebleau un nouveau Concordat. Après une scène tragique où l'Empereur secoua l'auguste vieillard par les boutons de sa soutane, Pie VII excédé céda, mais se reprit aussitôt ; Napoléon n'avait rien gagné.

Cette situation effaçait le ralliement des catholiques à Napoléon après le Concordat ; elle les rendait à l'opposition, à la monarchie. La Congrégation se doubla alors d'une association secrète, aristocratique et monarchiste, les Chevaliers de la Foi, qui contribuèrent, en province surtout, à préparer la restauration.

La politique religieuse de Napoléon s'achevait sur un échec.

CONCLUSION

Le grand dessein de Napoléon en matière religieuse était de mettre entièrement l'Eglise sous sa tutelle et d'en faire un instrument de gouvernement ; il s'en explique très clairement dans le Mémorial :

Le Pape et l'Empereur.

Mémorial V,392, 1824.

« Toutes mes grandes vues s'étaient accomplies sous le déguisement et le mystère... Aussi voit-on le pape le consacrer dans le fameux Concordat de Fontainebleau en dépit même de mes revers de Moscou. Qu'eût-ce donc été si j'étais revenu victorieux et triomphant ? J'avais donc enfin obtenu la séparation tant désirée du spirituel avec le temporel dont le mélange est si préjudiciable

à la sainteté du premier et porte le trouble dans la société, au nom et par les mains mêmes de celui qui doit en être le centre d'harmonie et dès lors j'allais relever le pape outre-mesure, l'entourer de pompe et d'hommages ; je l'eusse amené à ne plus regretter son temporel, j'en eusse fait une idole, il fût demeuré près de moi. Paris fût devenu la capitale du monde chrétien et j'aurais dirigé le monde religieux ainsi que le monde politique ».

Qu'est-il resté de la politique religieuse de Napoléon ? Il a rétabli en France les conditions matérielles d'un renouveau spirituel qui se manifestera après sa chute sous la Restauration.

Il a refait l'unité de l'Eglise de France et paradoxalement, lui, ce grand gallican, il a amorcé le rapprochement de l'Eglise de France et de la Papauté, car l'unité de l'Eglise avait été refaite par le double sacrifice de l'épiscopat constitutionnel offert par Bonaparte à Pie VII et de l'épiscopat réfractaire, offert par Pie VII à Bonaparte.

Avec lui la Révolution a cessé de persécuter le catholicisme, elle lui a même fait une place de choix dans l'Etat. De son côté, le catholicisme a accepté la liberté de conscience. Mais, cette Eglise, dépendante de l'Etat et indépendante de Rome, va s'écarter de l'Etat et se rapprocher de Rome, et il ne pouvait en être autrement, car elle sentait un besoin de protection contre l'Etat envahissant.

C'est par la grâce du pape que Napoléon avait restauré l'Eglise en France et il prétendit ensuite faire du gallicanisme la doctrine de son gouvernement et de son clergé : cette tentative était vouée à l'échec.

Mais le génie et la puissance de l'Empereur ne pourront que retarder une évolution historique que le Premier Consul a lui-même précipitée.

La Révolution avait détruit l'Eglise gallicane et Napoléon avait sanctionné cette destruction, sans s'en rendre compte. L'ultramontanisme commençait une carrière. L'empire n'en suspendra la course que l'espace d'une décennie.

Quant à son conflit avec l'Eglise et à l'échec final de sa politique religieuse, ils se comprennent aisément. Napoléon, sceptique, n'a voulu voir dans l'Eglise qu'une force politique. Il s'est heurté à sa réalité spirituelle, sans la comprendre et dans ce conflit il n'a pas eu le dessus. Il semble qu'il avait été mauvais observateur en ce domaine, mais bon prophète. Napoléon n'avait-il pas dit lui-même : « Il n'y a que deux puissances au monde : le sabre et l'esprit ; à la longue, le sabre est toujours vaincu par l'esprit ».

Il en fit lui-même la cuisante expérience.

Jean CHELINI ■

Charles Péguy

à n'en plus finir

par Etienne Borne

«**P**EGUY (Charles) né le 7 janvier 1873 à Orléans, mort au champ d'honneur à Villeroy le 5 septembre 1914, à la bataille de la Marne. Fondateur-éditeur-directeur des « Cahiers de la Quinzaine » (1900-1914). D'abord ardent dreyfusard et militant d'un socialisme intransigeant, retrouve la foi chrétienne de son enfance, écrit des essais vivement polémiques contre le rationalisme laïque, idéologie dominante dans les milieux intellectuels et universitaires du début de ce siècle; compose de nombreux et abondants poèmes d'inspiration religieuse, dont les plus célèbres sont « le Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc » et « Eve », dans un style où la redondance, sous la houle de l'inspiration, se change en litanie; réhabilita à la veille de la première guerre mondiale, et avec une opportunité

que d'aucuns diraient providentielle, les vertus d'un patriotisme animé par la certitude d'une vocation exemplaire de la France; et se trouve être, en fin de compte, l'un des meilleurs artisans de cette renaissance nationale, spiritualiste et catholique qui caractérise la première décennie du XIX^e siècle. »

Telle est, passablement imitée, la notice à laquelle le commun des manuels, dictionnaires et encyclopédies réduit ordinairement l'œuvre et la vie de Charles Péguy. Et ces quelques lignes dans leur sèche concision ne disent rien qui ne soit objectivement vrai. Pourtant, elles ne laissent nullement transparaître ce qui fait la grandeur, mais aussi le mystère d'un homme dont l'œuvre, après plus d'un demi-siècle écoulé, est pour parler le langage de son auteur plus neuve que le

journal de ce matin, cependant que, toujours recommencés, se succèdent commentaires et biographies péguystes ; comme si cet itinéraire singulier au cours duquel la colère contestataire s'enracine dans une toujours plus profonde piété, dans le sens à la fois antique et chrétien de ce mot, était pour tout homme qu'habite

et le contenu même de la pensée et du message. Et cette pensée et ce message pourraient être plus dramatiques que cette existence elle-même.

LA VRAIE CONVERSION DE PEGUY

Bernard Guyon, universitaire de renom, est, on le sait, un de nos meilleurs balzaciens, mais aussi un familier de Péguy sur lequel il avait déjà beaucoup écrit. Familiarité qui est devenue, année après année, un intimité à la fois intellectuelle et spirituelle, et c'est à ce long compagnonnage que nous devons ce « Péguy devant Dieu ». Parce qu'il entend ne rien ajouter à Péguy et seulement prendre au sérieux tout ce qu'a dit de lui-même et de son propre cheminement un homme qui n'est allé si loin et si profond que parce qu'il avait une fois et pour toujours résolu de prendre tout au sérieux, et l'école et la vie, et l'irreligion et la religion, et la politique et cet antipolitique qu'est la mystique, Bernard Guyon a écrit un livre décisif qui dans une marche pressée, à grandes foulées, emporte de haute lutte la conviction du lecteur, lequel même lorsqu'il croit passablement connaître Péguy, a le sentiment d'être de bout en bout sous le choc d'une première rencontre.

Péguy: ses fidélités sont des citadelles

la passion de la vérité, une interrogation impossible à récuser, quand bien même resterait au secret de cette existence quelque chose d'énigmatique, destiné à demeurer éternellement en suspens.

✱

Est-il possible d'atteindre au centre et au nœud du plus profond Péguy, telle est la question qu'affrontent, dans la diversité des méthodes et des approches quelques-uns des derniers ouvrages à lui consacrer, le « Péguy devant Dieu » (1) de Bernard Guyon, le « Claudel et Péguy » (2) de Henri de Lubac et Jean Bastaire, ou l'essai sur Péguy dans le livre de Maurice Schumann « La mort née de leur propre vie » (3), et dont l'auteur s'interroge aussi sur la mort de Simone Weil et la mort de Gandhi. Certes aucun de ces auteurs ne se prive des secours de l'exégèse des textes ni du recours si utile à l'exactitude biographique, mais leur intention vise en effet à atteindre au-delà des vérités de conjoncture, d'histoire, de littérature, une certaine sorte de vérité globale, unifiante en laquelle serait aperçu et exprimé le lien entre le drame de l'existence

(1) « Les Ecrivains devant Dieu », collection dirigée par Bernard Guyon. 196 pages. Desclée De Brouwer.

(2) Aubier Montaigne, 183 p.

(3) Trois essais. Fayard, 189 p.

En première apparence la vie de Péguy se ramène à l'histoire d'une conversion. Un homme perd la foi, puis la retrouve. Les deux versants d'une existence. Brûler ce qu'on a adoré. Adorer ce qu'on a brûlé. Un socialiste de la plus dure espèce, un anticlérical qui a horreur de l'institution ecclésiastique en tant que telle — et qui, en peu d'années, se redécouvre croyant au point de dialoguer dans son œuvre et dans sa vie avec Dieu le Père, la Vierge, les saints et les anges et de partir en guerre, oriflammes déployées et lance en avant, contre l'anticléricalisme et l'antimilitarisme du parti dont il avait été en sa première saison, à la jointure de l'adolescence et de l'âge adulte, l'« ardent et sombre » militant. Et il suffirait de confronter quelques textes distants d'une dizaine d'années (et on les trouvera dans le livre de Bernard Guyon) pour que la contradiction apparaisse, si incontestable, qu'elle semble imposer l'évidence d'un retournement total.

Or Péguy n'a jamais accepté cette interprétation de son itinéraire ; il a refusé de se prendre et d'être pris pour un converti, répétant avec obstination qu'il n'a cessé de marcher dans le même sens et que son itinéraire n'a été que d'approfondissement. Bien plus, et Bernard Guyon met ce trait dans la lumière qui convient, Péguy a bien parlé à son sujet de conversion, mais c'est à propos de sa découverte passionnée du socialisme dans les années de khâgne et d'École Normale, car il s'agissait non d'une adhésion à une théorie, opération intellectuelle qui ne mériterait pas le beau nom de conversion, mais d'une révolution profonde, bouleversant sa vie intérieure, et changeant radicalement sa relation aux autres et au monde. Se convertir, c'est remplacer l'homme ancien par l'homme nouveau. Et c'est par le don qu'il dit avoir été sans réserve au

socialisme que Péguy, et il faut le croire sur parole, est devenu un homme nouveau. Ce qu'il découvrait, c'était la misère du monde, « le mal universel humain », qui s'appelle oppression et injustice, et en même temps il éprouvait l'absolue nécessité de travailler pour lui apporter le remède qui convient et qui n'est rien de moins que l'« établissement de la République socialiste universelle », pour reprendre les termes mêmes de la fameuse dédicace de la première Jeanne d'Arc, celle de 1897.

Conversion si profonde et si totale qu'elle ne pouvait être que définitive et qu'aucune péripétie ultérieure, fût-elle aussi grave et importante que la redécouverte de la croyance chrétienne, n'était plus capable de raturer ce qui avait été à la fois illumination décisive et engagement sans retour. Le seul retournement en forme de chemin de Damas, le coup au cœur qui a changé sa vie, fut donc d'entrer en socialisme, comme on entre par vœu en religion, et il ne devait pas y en avoir d'autre. Cette unique conversion, Péguy a assuré de la manière la plus solennelle qu'il ne l'avait jamais reniée. Ce serait donc un contresens total que de se présenter Péguy comme un socialiste qui, ayant pris garde que la doctrine à laquelle il avait cru n'était qu'utopie mystificatrice, la congédie et comble le vide dès lors insupportable de son cœur et de son esprit en se convertissant au christianisme, et au patriotisme par dessus le marché. Qu'on le félicitât ou qu'on lui fit grief d'avoir abandonné le socialisme, Péguy tenait cette imputation à injure, car pour lui qui avait, capitale dans l'orientation de sa destinée, une certaine conception de l'honneur, la faute sans pardon s'appelait trahison. Le Péguy de 1897 qui inscrivait à la première page de sa Jeanne d'Arc sa foi dans la République socialiste universelle et le Péguy qui, à l'été 14, revêtait l'uniforme, comme il le disait à Geneviève Favre, en soldat de la République et pour faire la guerre à la guerre, ces deux Péguy font un seul et même Péguy.

D'où un double paradoxe à expliquer : comment se fait-il d'une part que Péguy ait eu le sentiment de rester fidèle au socialisme de sa jeunesse même lorsqu'il rompait avec Jaurès et entraînait dans l'amitié de Barrès et que d'autre part, il n'ait jamais admis qu'il se convertissait alors qu'après un long éloignement, il introduisait du christianisme dans sa vie, ou tout au moins ce que sa vie telle qu'il la vivait, dans le tourment, pouvait supporter de christianisme, et même un peu plus ? L'intérêt de l'entreprise de Bernard Guyon, c'est qu'elle va un peu plus loin que d'autres tentatives dans le décryptage de cette sorte d'énigme dans une existence qui comporte encore des coins d'ombre, mais dont la rectitude dans tous les sens que comporte ce mot si péguyste, ne saurait désormais faire question, après le livre de Bernard Guyon.

ABSOLU MORAL, O SEUL HONNEUR

Pour comprendre — en anticipant sur le terme — comment ces « fidélités qui sont des citadelles », la fidélité socialiste et la fidélité chrétienne ont pu ne faire

qu'une seule et même fidélité, il importe de dégager les constantes de la pensée et de la vie de Péguy, et au premier rang, ce qu'il faut bien appeler la constante morale.

Enfant du peuple, Péguy en même temps qu'il suivait le catéchisme de la paroisse Saint-Aignan, fut élevé à la laïque, à l'école annexe de l'école normale d'instituteurs du département du Loiret. Il n'est pas de culture sans modèles, et modèles admirés, et l'enfant Péguy s'est formé à l'exemple des élèves-maitres de l'école normale, dont la silhouette pure et dure de « *hussards noirs de la République* » était pour les yeux comme pour le cœur la plus proche figure de l'absolu moral. Claudel, qui comme le montrent Henri de Lubac et Jean Bastaire, s'il a deviné approximativement qui était Péguy (qu'il n'a jamais rencontré mais avec qui il a été en relations épistolaires) n'est jamais parvenu à pleinement le comprendre, et la réciproque est vrai, malentendu au sens propre du mot qui éclaire passablement ce qu'il y a de spécifique et d'irréductible dans l'une et l'autre des deux personnalités. Claudel, donc, parlait de Péguy, après sa mort, comme d'« *un grand diable d'instituteur taché d'encre jusqu'au bout du nez* ». Le trait, qui dans l'esprit de Claudel n'est pas de parfaite obligeance, aurait certainement ravi Péguy, disciple jusqu'à l'heure de sa mort de ces instituteurs de l'époque héroïque (et quel admirable mot que ce terme d'instituteur, autrement beau que celui de professeur, car « instituer » va tellement plus profond que « professer »), qui ont institué Péguy en lui apprenant la République et, dans la même lancée éducatrice et edificatrice, la patrie et la morale.

On a souvent dit que les instituteurs laïques de la première vague enseignaient une morale kantienne, et les réformateurs patentés de la morale kantienne, ils sont légion et diversement colorés, ont coutume de faire argument d'un mot de Péguy contre les kantien qui « *ont les mains pures, mais n'ont pas de mains* » d'où suit ordinairement, une plate apologie de ces réalismes politiques que Péguy avait en horreur au nom précisément de l'absolu moral, comme si les mains terribles et terreuses qui œuvrent efficacement ne pouvaient être qu'impures. En réalité Péguy qui savait distinguer Kant et les kantien et qui a parlé souvent de Kant dans un tout autre style, savait bien qu'il n'y a pas de morale kantienne, mais que la réflexion philosophique de Kant a mis en valeur d'une manière sans doute définitive le caractère originel, premier, fondateur de cette obligation morale par l'aveu de laquelle l'homme est homme. C'est parce qu'ils rayonnaient cette sorte de conviction que les instituteurs de Péguy peuvent être dits kantien. Et c'est parce qu'il sera le disciple de cette conviction que Péguy se jettera dans le dreyfusisme et le socialisme : car une injustice, serait-elle utile à une nation (ou dans une autre circonstance à une classe sociale) est moralement intolérable — et le socialisme (« la révolution sociale sera morale ou ne sera pas ») n'est que le corollaire de cette exigence morale qui requiert que, dans une cité enfin harmo-

nieuse, nul ne soit exclu de la fraternité civique par la servitude et la misère.

Aussi Péguy a-t-il haï toutes les formes de compromission qui ajustent la morale aux requêtes du désir ou de l'intérêt, et en cela revivait en lui l'abrupt génie de ce Pascal que les casuistiques complaisantes jetaient dans des colères sacrées. Ce fut un effondrement pour Péguy, comme le rappelle Maurice Schumann, d'apprendre que Dreyfus acceptait d'être gracié, car « il trahissait sa destinée » en entrant dans un arrangement qui interrompait le combat pour la totale réhabilitation qu'un innocent a le devoir d'exiger. Le même Maurice Schumann faisant état d'un témoignage recueilli auprès de Geneviève Favre, mère de Jacques Maritain, grande amie et confidente de Péguy, révèle que Péguy n'appréciait guère, applaudie à grand fracas par le parti clérical, la conversion de Psichari, petit-fils de Renan, à un catholicisme intransigeant, car cette façon de renier publiquement son grand-père lui paraissait sans élégance morale et contraire à l'honneur. Et si Péguy rompit avec ses amis socialistes, la raison en fut dans l'atroce déception qu'il éprouva à les découvrir, à l'époque des persécutions combistes, si promptement habiles à des combinaisons politiciennes qui faisaient litière de ces principes de liberté et de vérité dans lesquels Péguy voyait les critères d'un socialisme authentiquement socialiste.

La même rigueur morale qu'il attendait d'autrui, Péguy l'inscrivait dans sa propre vie, quitte à y introduire du même coup l'épreuve et le renoncement au bonheur. La littérature péguyste reconnaît de plus en plus la place que l'amour d'une jeune juive au pur prénom et au nom d'archange (mais il est permis maintenant de nommer Blanche Raphaël) a tenu dans les dernières années de Péguy ; l'œuvre poétique contient maintes allusions longtemps obscures, maintenant transparentes à cet amour impossible, et peut-être même Péguy doit-il à Blanche Raphaël, comme le suggère Bernard Guyon, de s'être ouvert à une inspiration poétique devenue flot intarissable. Mais pour Péguy marié, père de famille, lié par la parole donnée, cet amour qu'il ne pouvait s'arracher du cœur se heurtait, et c'était une douleur sans nom, à l'absolu d'une interdiction. Interdiction premièrement et fondamentalement morale. Péguy en même temps qu'il traversait l'épreuve était en train de redevenir chrétien, et s'il était entré pleinement dans l'institution catholique, il aurait pu trouver dans les casuistiques et le droit ecclésial — son mariage ayant été un mariage civil — un moyen de résoudre honorablement son problème. Honorablement mais contre l'honneur. Il a beau écrire dans ce bouleversant aveu qu'est la troisième des prières dans la cathédrale « la Prière de Confiance » qu'il n'a renoncé ni « par vertu » ni « par devoir » mais pour mieux se placer « dans l'axe de détresse », il faut pour écarter pleinement le soupçon de masochisme que réfute si bien Bernard Guyon, comprendre que l'exigence morale ou l'absolu de l'honneur — c'est la même chose — ne se confond nullement avec la sécurité de la règle ou l'ostentation de la vertu, que, en ravageant le bonheur, le renoncement fait mal et voue une vie à la misère et à

la détresse, comme il le disait. Dans les « Quatrains » cette longue et lancinante litanie d'une interminable confession, le bonheur est moqué comme « *baron d'Empire* » ou « *orléaniste* » cependant que l'honneur a figure « *cornélienne* » ou « *légitimiste* ». Toute une culture historique et littéraire est mobilisée en cruelles images d'Épinal pour disqualifier la pressante tentation et exalter la seule valeur. Cet instituteur est en effet taché d'encre jusqu'au bout du nez. Mais il pratique la morale du maître d'école, qui plus franchement encore que les casuistiques du curé, enseigne qu'il y a un absolu moral, que le bien est le bien, le mal le mal, et qu'on n'y peut rien, quitte à se briser le cœur pour persévérer dans l'estime de soi.

DIGNITE DE LA METAPHYSIQUE

L'autre constante de Péguy, c'est la permanence et la primauté à tous les moments de son itinéraire du souci métaphysique. Qu'il y ait chez Péguy une philosophie ou plus exactement que l'interrogation philosophique ait tenu dans sa pensée et dans son œuvre une place capitale, ses derniers exégètes en conviennent de mieux en mieux. En témoigne un chapitre de Bernard Guyon : « La très sainte réalité » ; « *plus réellement qu'on ne le croit d'ordinaire*, écrivent de leur côté Henri de Lubac et Jean Bastaire, *Péguy était un philosophe. Sa recherche du salut est d'essence métaphysique* ». Au temps où il avait résolument déposé toute croyance au surnaturel, Péguy maintenait qu'il y avait un problème de l'âme et qu'il convenait d'examiner avec sérieux les arguments concluant à sa mortalité comme les raisons ouvrant une espérance à son immortalité. De bout en bout, Péguy a été convaincu de la spécificité d'un questionnement philosophique, qui par la seule force de sa formulation est capable de récuser les réponses, a priori sans validité, que les formes positives du savoir pourraient avoir la prétention de lui apporter. Que le socialisme puisse se trouver lié à un scientisme qui est la négation même de la philosophie et qui au surplus, en faisant de l'homme un objet et de l'esprit un résultat, détruit les fondements moraux et spirituels du socialisme, c'était pour Péguy un scandale, tous les textes en font foi, et dès ces commencements de sa vie adulte où il se croyait complètement affranchi de son éducation chrétienne. Il avait à ce sujet des formules parfaites : « *Le vrai du savant n'est pas le réel du philosophe* ». D'où il suit que si le socialisme ne valait que par sa vérité scientifique, il serait en dehors du réel historique et humain. Aussi Péguy pouvait-il écrire avec la même assurance tranquille que, de même que le pape Léon XIII muet sur les massacres d'Arménie, ne sait pas ce que c'est que le christianisme, Guesde, bureaucrate et dogmatique, ne sait pas ce que c'est que le socialisme. Autant dire que selon Péguy, le marxisme ne pouvait être que la maladie mortelle du socialisme.

En même temps qu'il croyait à l'inquiétude métaphysique comme dignité inaliénable de l'homme, Péguy tenait à la liberté d'option entre des métaphysiques

pêche pas Péguy de s'insurger contre la persistance de l'ancien. Les dernières pages qu'il ait écrites, à l'été 14, peu de semaines avant sa mort, sont une défense du bergsonisme et il s'agit dans l'un et l'autre cas d'entreprises exactement cléricales, d'une part contre les réfutations d'un thomisme qui, par une manœuvre typiquement politicienne utilisait le bergsonisme contre le scientisme pour ensuite congédier l'allié provisoire afin d'occuper seul toute la place, et d'autre part contre l'index romain qui, attentat à la liberté de l'esprit, venait de frapper les grandes œuvres publiées de Bergson. Même attachement dans cette dernière polémique à la pluralité des métaphysiques et à la liberté du choix métaphysique.

La preuve que l'invention métaphysique est une perpétuelle possibilité humaine, Péguy en avait enfin la preuve d'expérience en assistant avec émerveillement à la naissance d'une métaphysique neuve qui était en même temps une métaphysique de la nouveauté, la philosophie de Bergson. S'ensuit-il que Péguy ait été véritablement et complètement bergsonien, rien n'est moins sûr en dépit de ce qui s'écrit couramment. Peut-être Claudel qui haïssait Bergson est-il plus proche des intuitions bergsoniennes, par exemple dans « l'Art Poétique » que le Péguy de « Clio » et de « la Note Conjointe » qui l'admirait et se battait pour lui. L'illumination décisive que Péguy a cru recevoir de Bergson tient dans la découverte d'une opposition entre le fait du savant et le réel du philosophe : le fait du savant est un réel enregistré, c'est-à-dire une retombée du réel vivant et présent, un réel dès lors « tout fait » qu'un presque rien sépare du réel authentique, « en-train-de-se-faire », et que dans sa radicale nouveauté appréhende le philosophe. Mais ce presque rien fait un partage sans recours entre la vieillesse et la jeunesse du monde. Certes la doctrine bergsonienne met dans la durée plus de consistance et une continuité proprement substantielle et elle ne coïncide pas avec la philosophie proprement péguyste du temps si attentive à la précarité de l'instant sinon en ceci que, pour Péguy comme pour Bergson, il y a une nouveauté du présent, chance offerte à la liberté et à l'espérance. Ce qui suffit pour que ne soit pas dérisoire et que puisse être enraciné dans le réel un propos de salut, qu'il s'agisse de salut temporel ou de salut éternel, de socialisme ou de christianisme.

UN CHRISTIANISME TRAGIQUE

En ce qui concerne la manière dont Péguy a été chrétien dans la fièvre et la certitude, dans l'épreuve proche du désespoir, puis à la fin, semble-t-il, avec une sorte de joie tremblante sortie par grâce d'un déchirement toujours présent, on ne saurait mieux dire que Bernard Guyon ou Henri de Lubac, qui en profonde fraternité spirituelle avec Péguy parlent du dicible et suggèrent l'indicible, chaque fois avec la délicatesse et le respect qui conviennent. Notre intention était seulement de répondre, avec le secours assidu de nos quatre auteurs, à la question que posait un chemi-

Orléans, qui êtes au pays de Loire

comme l'immédiat corollaire de cette dignité, et au moment même où il usait de cette liberté pour récuser, en ce qui le concernait, la métaphysique chrétienne. Une telle liberté n'a rien d'un libre-arbitre désorienté qui, privé de lumière, se précipiterait, sans raisons valables, sinon celle de rompre l'affolement de l'aiguille du côté de l'être ou du côté du néant. La liberté du choix entre les métaphysiques repose sur la réelle pluralité des métaphysiques — dont Péguy a souvent parlé comme d'autant de langages irremplaçables dont aucun ne saurait se substituer à l'autre. Au point que l'idée même d'une réfutation de la métaphysique par la science ou de la réfutation d'une métaphysique par une autre est plus encore sottise qu'absurde, apparaît comme l'indice d'une régression barbare et le signe d'un propos tyrannique, décidé à bâillonner l'autre parole. Tels le sociologisme et le positivisme qui à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle faisaient figure de doctrine d'Etat, assuraient au « parti intellectuel » le monopole des chaires universitaires et disqualifiaient comme rétrogrades et incompatibles avec l'orthodoxie républicaine les autres formes de pensée. Que l'anticléricalisme établi ne soit que cléralisme, cette proposition est un des lieux communs polémiques de Péguy, encore une fois du début à la fin de son itinéraire. La dénonciation de ce nouveau cléralisme n'em-

nement paradoxal vers le christianisme qui n'admet comme rupture et découverte que la conversion au socialisme et refuse l'idée même d'une conversion dans le sens religieux de ce mot. Or désormais nous sommes, semble-t-il, en mesure de lever le paradoxe et d'expliquer du même coup la sorte singulière de christianisme, difficile, douloureux et enfin de compte tragique qu'a pensé et vécu Charles Péguy.

La conversion au socialisme était en son fond une prise de conscience d'une exigence qui ne se savait pas chrétienne puisqu'alors Péguy avait rompu avec l'institution catholique et la vision religieuse du monde, mais qui était en son fond religieuse, puisqu'elle se ramenait à une volonté et à une espérance de salut, et de salut universel. Une opération spirituelle qui comme il a été dit plus haut, change le cœur d'un homme et bouleverse sa relation avec le monde et les autres hommes, est une conversion proprement religieuse, même si cet homme entend bâtir une terre nouvelle en se désintéressant des cieux. Rompre avec les habitudes sécurisantes, éprouver jusqu'à l'angoisse la profondeur du mal et se sentir désigné pour travailler à en guérir l'humanité, en connivence avec cette église invisible que forment toutes les bonnes volontés, présentes, passées, à venir, c'est vivre littéralement une « métanoïa » nom que l'évangile donne à la conversion. Dans ce cas l'intelligence peut se croire athée, le cœur est chrétien — et ce christianisme inconscient de soi ébranle déjà les puissances de l'imagination puisqu'il se traduit par le choix de Jeanne d'Arc comme héroïne dreyfusarde et socialiste. Lorsque Péguy répète qu'en redevenant chrétien, il n'a pas renié sa conversion au socialisme, il faut le croire sur parole.

La redécouverte explicite du christianisme n'a donc pas été une irruption de l'irrationnel dans la vie de Péguy. Elle s'est inscrite dans la logique d'une recherche, dont nous avons dit qu'elle a été constamment animée par la conviction de l'absolu moral et le besoin de métaphysique. Certes ni cette conviction, ni ce besoin ne suffisent à donner la foi qui, comme dirait Pascal, est d'un autre ordre. Il y faut, conjugués, une avancée de la liberté et un don mystérieux et aussi, « *ces preuves secrètes, souterraines, sournoises qui saisissent un homme... par le ventre du cœur...* », comme il est dit dans « Clio », et enfin cette attention à une parole qui permet de réécrire en traits de feu et en figures parlantes ce qui, morale ou métaphysique, n'était que pointillé abstrait. Mais cette conviction morale et ce besoin métaphysique sont des conditions de possibilité d'une foi, sans eux inintelligible et injustifiable. Témoin sans défaillance de l'absolu moral et de l'inquiétude métaphysique, Péguy était naturellement prédisposé au christianisme. Cette aspiration ne saurait aboutir sans une inspiration qui vient d'ailleurs. Mais l'inspiration ne saurait où se prendre si elle n'était devancée et attendue par l'aspiration.

Enfin parce que Péguy est revenu au christianisme en passant par la porte étroite de l'absolu moral et cette autre porte étroite qu'est la rigueur métaphysique, son christianisme a pris une figure singulière,

héroïque, tragique qui a été l'étonnement et parfois le scandale des contemporains et qui fera toujours à n'en plus finir, l'embarras et comme la croix des commentateurs. La question n'est pas seulement de la situation personnelle de Péguy qui marié civilement, et malgré les pressions indiscrètes du jeune Maritain, refusait de faire baptiser ses enfants, sans doute pour ne pas forcer la conviction contraire de sa femme, et s'interdisait de ce fait toute vie sacramentaire. On se tromperait sur son christianisme si on le considérait comme le reflet de sa condition de prosélyte de la porte, encore qu'il en soit quelque peu marqué. Il est significatif que Maritain et Claudel aient fait lors de sa parution, les plus vives réserves sur « le Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc ». On trouvera les textes dans les livres de Bernard Guyon et de Henri de Lubac. Les reproches sont d'une injustice criante et Claudel en particulier, cède à un de ces accès d'intégrisme auxquels le prédisposait son tempérament lorsqu'il ne veut voir dans la Jeanne de Péguy qu'une « protestante », sans doute parce qu'elle avait trop de confiance en son sens propre, osait demander raison à Dieu du pitoyable état de la chrétienté et parlait très hérétiquement de se damner pour sauver les âmes en train inévitablement de se perdre dans un monde d'iniquité et de violence. Alors qu'en décrivant la passion de Jeanne d'Arc, en conformité profonde, souffrance à souffrance, avec la passion du Christ, Péguy faisait par-delà les littératures, les théologies, les orthodoxies, un acte de foi chrétien et catholique d'une totale sincérité puisqu'il y confessait avec cette foi et lié inséparablement à elle le drame de son propre esprit.

Foi qui se sépare de l'assurance qu'on dirait aujourd'hui triomphaliste d'un Claudel en ceci qu'elle est habitée par un feu qui la brûle sans la consumer, je veux dire cette passion de l'esprit et du cœur que Péguy a projeté dans sa Jeanne d'Arc qu'il faut comprendre comme la vive image de son destin intérieur. Péguy est l'esprit qui ne renie rien et surtout pas cette idée de l'honneur, cette rigueur de morale et de métaphysique qui en l'éloignant des positivités du monde et des positivismes du siècle ont introduit dans sa vie et dans sa pensée ces grands dérangements et ces inquiétudes laborieuses qui les gardaient ouvertes, le moment venu, à l'inspiration et à la grâce. Car, et c'est, à notre sens le tout de la religion de Péguy, en maintenant au dedans de sa foi les absolus requêtes de l'honneur humain et de la rigueur de l'esprit, il vouait cette foi exactement à la tragédie.

Tout le christianisme est dans l'incarnation, la réalité de l'Homme-Dieu. Il n'y a d'autre salut que par Jésus-Christ — telle est la conviction du chrétien Péguy, et elle est inébranlable. Mais Dieu, venu dans le monde pour sauver le monde, doit être honnête homme ; l'honneur lui commande de tenir sa promesse et en toute rigueur métaphysique le salut n'est pas le salut et l'incarnation est vaine si un seul être, si misérable soit-il, se trouve exclu de la grâce de la rédemption. Une absence et une seule, et l'unité et l'unanimité du Royaume sont des faux-semblants, et est menteuse

la Présence de Dieu aux âmes élues. Or le mal et le mystère d'iniquité n'ont pas cessé de ravager le monde et de perdre les âmes en dépit de la passion et de la mort du sauveur. On comprend alors que la Passion que Péguy a médité soit la Passion selon Saint Matthieu, celle qui met dans la bouche de Jésus mourant une parole proche du désespoir : « *Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'avez-vous abandonné ?* » — parole qui se trouvait déjà dans Marc, mais que, significativement, n'ont rapporté ni Luc ni Jean, mais que Péguy considère comme le comble et le sommet de la passion de Jésus. Angoisse qu'assume Péguy et que malgré dans le Mystère, les sages exhortations de Mme Gervaise, et encore une fois pour l'honneur de l'esprit, il sera impossible de dénouer.

Dira-t-on que Péguy majore abusivement une difficulté classique et classée, touchant le problème du mal que les théologies et les apologétiques, traditionnelles et modernes se sont évertuées à dissoudre à force d'explications plus apaisantes les unes que les autres — de celles justement que Péguy homme de l'absolu ne pouvait supporter parce qu'elles relèvent d'un médiocre propos de conciliation et d'arrangement : donner au mal un droit de cité dans le système d'un monde harmonieux en faisant de ce mal un moyen de l'avènement du bien, et à la limite bénir la providence pour la trahison, le suicide et donc la damnation de Judas, devenu dans son péché sans pardon et son irrachetable malheur l'instrument prédestiné de la rédemption — Péguy avait trop de métaphysique dans la tête et trop d'honneur dans le cœur pour ne pas se tenir à haute distance de cette dialectique courbe et de la commode sécurité d'une solution théologique. Il valait mieux laisser la question tragiquement en suspens et ne rien ajouter à l'ultime parole de Jésus.

En un sens, il n'est pas faux que selon la très et trop bergsonienne formule de Maurice Schumann, Péguy « préfère le dynamisme des saints au statisme des docteurs », mais outre que ce dynamisme ne va pas sans tourment, si Péguy est tellement hostile aux théologies et à une certaine sorte d'intellectualité doctorale, c'est que les pieuses et arrangeantes constructions n'ont pour résultat et n'avaient peut-être pour intention que de dédramatiser et par conséquent de dénaturer profondément le christianisme. Les théologies font partie de ces institutions d'Eglise pour lesquelles Péguy éprouvait la même invincible intolérance qu'à l'égard du monde catholique. Il n'était pas loin de penser qu'Eglise et chrétienté sont en état de forfaiture continue. Bernard Guyon a rassemblé les plus aigus de ces textes qui rappellent les invectives des prophètes de l'Ancien Testament contre les prévarications d'Israël. Et Péguy exerçait la même violence dans ses polémiques contre le monde chrétien à l'égard des conservateurs et à l'égard des modernisants. Sa colère avait sa source dans la même souffrance qui lui avait inspiré « le Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc » : le monde est en train de se perdre, les mystiques se dégradent en politiques et notamment la mystique chrétienne en politique cléricale, c'est-à-dire en entreprise de

détournement du spirituel et de gouvernement des consciences (et pour Péguy la gauche comme la droite chrétiennes relèvent de ce même cléricisme). Or y a-t-il pire épreuve pour la foi en l'incarnation que cette contradiction entre mystique et politique ? Certes Péguy, Henri de Lubac et Jean Bastaire y insistent, est le contraire d'un révolté, et sa foi est invulnérable au doute, mais elle est restée jusqu'au bout une tragédie de l'esprit.

« ORLEANS QUI ETES AU PAYS DE LOIRE »

On n'en finit jamais avec Péguy. Les réflexions qui précèdent sont loin d'être exhaustives. Nous avons voulu seulement, et encore une fois avec l'aide des meilleurs péguystes et des derniers ouvrages parus, dégager une certaine ligne morale, métaphysique, religieuse qui permet de comprendre, on a déjà usé du mot, la rectitude d'un cheminement. Comprendre, mais jusqu'à un certain point seulement. D'abord on a négligé les engagements temporels de Péguy, l'idée qu'il se faisait de la France, et d'un patriotisme dont au scandale des bien-pensants il cherchait le modèle chez les communards de 1871 dressés contre l'armistice, les Versaillais et « *l'affreux petit monsieur Thiers* » dans une entreprise il est vrai, désespérée et du côté aussi du patriotisme de Péguy, on retrouverait quelque chose de la tragédie qu'on a essayé de dire. Mais surtout, si l'énigme a été approchée ou même cernée, elle demeure. Le christianisme de Péguy est le contraire même d'une solution apaisante apportée aux difficultés ou aux antinomies que propose au raisonnement comme à l'expérience la condition humaine ; bien au contraire dans la mesure où elle est vécue et pensée avec sérieux, la foi chrétienne changerait plutôt le drame en tragédie. Et cependant la foi chrétienne a raison de tout demander et elle dit le vrai et le réel. L'énigmatique est qu'on ne voit pas, et c'est ici que se noue très précisément le problème de Péguy, comment une foi qui passe les ressources humaines peut ne pas briser l'âme qui la porte et la supporte ou en d'autres termes comment peut se faire le passage de cette foi à l'espérance. Il y a certes des signes que nos auteurs ont rassemblés et qui montrent que Péguy a accompli ce passage et trouvé à la fin paix et joie. Mais cette joie n'est pas le bonheur du cœur ni de l'esprit, cette paix n'est en aucune manière un apaisement puisqu'il s'agit d'une joie et d'une paix que l'homme ne saurait donner à l'homme, et qui ne peuvent venir que du mystère. Les derniers textes de Péguy parlent de « *fièvre incoercible* », de « *d'incapacité de cicatrisation* », de « *blessure inguérissable* ». Ce qui nous échappe dans la foi de Péguy, c'est qu'elle atteint à un héroïsme proprement surhumain qui récusant tout dénouement en ce monde n'appelle plus que le témoignage, le sacrifice, la mort. « *Orléans qui êtes au pays de Loire* ». Ainsi finit le *Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc*. Il faudrait y ajouter : « Rouen qui êtes aux bords de Seine », et pour ne pas séparer Jeanne et Péguy : « Villeroy qui êtes aux rives de Marne ».

Etienne BORNE.

A PROPOS DES TROUBLES :

QUELQUES DONNÉES DU PROBLÈME ÉTHIOPIEN

par Charles Melchior de Molènes

Les troubles de 1974 en Ethiopie et les mutations de nature à en résulter ont contribué à attirer l'attention sur le régime de ce pays dont les institutions politiques sont relativement mal connues en France. Il est même, que nous sachions, un seul livre universitaire assez récent, de Paris sur ce sujet (contrairement à l'abondance des publications de langue anglaise en la matière), *l'Empire d'Ethiopie*, de Claude Leclercq, professeur et ancien doyen de faculté.

Cette monographie, dense, instructive et utile dans sa brièveté, rappelle d'abord que « ce grand pays dont le monolithisme politique est profond » se réclame d'une indépendance de 3.000 ans, sauf l'occupation italienne de 1935 à 41, grande différence avec le reste de l'Afrique, presque entièrement colonisée — sous des statuts juridiques variés : protectorat, mandat, administration directe, etc. — durant environ un siècle. La fraction dirigeante de la population, dont la langue officielle, l'amharique, est la seule écrite de cette partie du monde, n'est pas de race noire, mais sémitique et, semble-t-il, venue d'Arabie. La religion principale, autre exception en Afrique, est chrétienne orthodoxe de rite copte, et introduite non par les missionnaires européens modernes, mais dès la fin de l'Antiquité.

Depuis plus de 50 ans, la vie publique a été dominée jusque vers février 1974 — non sans adresse et fermeté pendant longtemps au moins — par Haïlé Sélassié, dont les déclarations, selon l'auteur qui n'est pourtant certes pas un de ses partisans inconditionnés, étaient « empreintes de sagesse et d'esprit de modernisme ».

C. Leclercq examine, successivement et minutieusement, les données historiques, démographiques, sociales, économiques, financières et intellectuelles, puis le système administratif, judiciaire et législatif, enfin « les forces politiques » : en l'absence de véritables partis, et les syndicats étant encore faibles, il s'agit surtout, selon lui, de l'Eglise, dont l'article 126 de la Constitution de 1955 (qui complète celle de 1931) affirme le statut d'Etat. Cette alliance du trône et de l'autel, comme l'autocratie du prince (« son pouvoir est absolu », explicite la Constitution, art. 4), comme des manœuvres de cour dignes de celles dépeintes par le mémorialiste Saint-Simon, évoquent les mœurs d'une période longue, et révolue, de notre passé en Europe.

Cependant, d'après le juriste précité, c'est moins à la monarchie de Louis XIV qu'au Pharaon qu'il faut songer. Point important, il souligne qu'avant Haïlé Sélassié, la féodalité des RAS — les chefs locaux — l'emportait ; dès lors, à son avis, « la monarchie absolue de l'actuel Empereur représente un progrès ». Les deux constitutions précitées aménagent ce principat sans en limiter vraiment les attributions, malgré l'existence de ministres et de parlementaires, organes d'exécution ou de consultation pour l'essentiel : ce fut d'ailleurs le cas de beaucoup d'assemblées représentatives en Occident, à leur début, et ce l'est aussi, présentement, au laborieux commencement de l'unification européenne, comme on le voit à Strasbourg.

Ainsi l'évolution structurelle inachevée de l'Abyssinie est à la fois, à notre avis, très lointaine et différente, mais à certains égards et en dépit des apparences, assez voisine de celles de nos pays.

Claude Leclercq, qui a vécu et enseigné en Afrique, et a traité, dès leur fondation, de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), dont le siège est à Addis-Abéba, et de l'Organisation commune africaine et malgache, et consacré, parmi ses autres publications à l'O.N.U. et *l'affaire du Congo* un volume sans doute définitif sur ce thème, achève son tour d'horizon par l'étude de la politique étrangère du Négus, qu'il qualifie de « progressisme ordonné ». Des troupes éthiopiennes — selon l'auteur, capitaine de réserve français, l'armée du Roi des rois « est une des mieux équipées et entraînées de toute l'Afrique », soutenue financièrement par Washington et exercée par des officiers américains, belges et suédois — combattirent en 1950 en Corée, en 1960 au Congo (1).

C'est dire l'internationalisme actif de ce gouvernement qui, parallèlement, ne vise pas moins à offrir l'exemple du non alignement sur les deux pôles idéolo-

(1) Cette expérience a inspiré à un éminent juriste belge, François Delivoux, une étude originale : « Le statut pénal et disciplinaire de la force d'urgence de l'ONU », parue en 1962 dans la *Revue de droit pénal militaire et de droit de la guerre*, périodique insuffisamment connu du grand public, mais qui sert incontestablement la cause de l'humanisation du droit, et dans les domaines où c'est peut-être le plus indispensable.

giques de notre Terre. La diplomatie d'Addis-Abéba et son orientation semblent n'avoir pas encore été étudiées dans leur ensemble et le mériteraient.

Le pays est moins pauvre potentiellement que son bas niveau de vie actuel et l'effroyable famine récente ne le feraient croire. Claude Leclercq pense que le sol pourrait y nourrir cinq fois plus d'habitants, et qu'un dixième seulement des terres arables sont déjà exploitées. Un rapport de l'Organisation agricole des Nations Unies, la F.A.O., cité dans un livre de 1962 signé de J. Ouanno, alors conseiller à l'ambassade d'Ethiopie à Paris, concluait : « Dans les plateaux fertiles, l'accroissement possible de production est quatre fois supérieur à celui qu'on est en droit d'attendre. La terre noire y atteint cinq mètres de profondeur. On devrait y récolter trois fois plus de canne à sucre, de blé, de sorgho, de fourrage. L'élevage pourrait merveilleusement se développer. En fait, l'Ethiopie devrait devenir le grenier du Moyen-Orient et, grâce à son bétail, l'Argentine du continent africain ».

La superficie est celle de presque toute la Communauté européenne : 1.232.300 km² ont une population de près de 30 millions de personnes incluant l'Erythrée (ex-colonie italienne, puis sous administration britannique), acquise depuis 1952, d'abord sous forme de fédération, puis intégrée comme 14^e province. Elle procure à l'Etat du Prêtre Jean une façade maritime d'un millier de kilomètres, grande innovation dans l'histoire de ce pays traditionnellement terrien et isolé.

L'Erythrée a contribué à donner au Négus environ 40 % de sujets musulmans. Les autres, pour la plupart, sont fidèles de l'Eglise. Dirigé, jusqu'en septembre 1974, par le souverain et par son patriarche, l'Abouna, le clergé, proportionnellement très nombreux, a près de 200.000 ecclésiastiques, dont 75.000 prêtres, l'épiscopat étant en général issu des milieux dirigeants héréditaires ; un ordre nobiliaire subsiste et même puissant. Opulente, l'Eglise est propriétaire de quelque 40 % du territoire. Cette situation présente une analogie de plus avec notre Ancien Régime tel qu'on le voit chez Tocqueville.

Symbole entre mille de l'union du spirituel et du temporel là-bas : quand le ras Tafari, régent depuis 1916, accéda au trône en 1930, son intitulé d'Haïlé Sélassié I^{er} signifie « Force de la Trinité ». Le droit divin de la Couronne est souligné par certains de ses titres, voire les plus essentiels : « Le Lion triomphant de la tribu de Juda, élu de Dieu » (mentions présentes en tête de la Constitution de 1955 et de l'Ordre impérial de 1966 sur les ministres), « Défenseur de la Foi chrétienne ».

Un effort intensif a porté sur l'enseignement, du primaire au supérieur, non sans progrès, quoiqu'en 1969 il y eût encore, selon Claude Leclercq, 95 % d'illettrés. Les lois ont été largement occidentalisées : des juristes français ont coopéré aux Codes civil, de commerce, etc... mis en vigueur depuis 1960-65. Le degré présent de leur application effective est controversé. Les Codes civil et commercial sont parus, à Paris, en français, avec une introduction du professeur René David et de son collègue Alfred Jauffret, en 1962 et

1965 (librairie générale de droit et jurisprudence, éditeur). A notre avis, cette profonde et indispensable modernisation ne peut aboutir durablement, et sauf recours à la terreur généralisée instaurée sous d'autres cieux, que par étapes et non sans lenteur. Le pronostic de Claude Leclercq est que « logiquement, l'Empire absolu devrait s'acheminer progressivement vers l'Empire libéral »...

Ce serait le vœu de plus d'un observateur, car l'Ethiopie ne pourrait que gagner à introduire davantage de liberté et de démocratie dans ses institutions.

Les transformations actuellement en cours en Ethiopie ramènent à l'important problème des rapports entre l'Europe et l'Afrique. Signalons qu'en avril 1974, à la première page du *Journal de Genève*, son collaborateur Raymond Silva, gouverneur de la Fondation européenne de la culture et secrétaire général du Centre européen de la culture (dont il est un des créateurs avec le fédéraliste suisse Denis de Rougemont), a publié un éditorial intitulé « L'Eurafrrique deviendrait-elle réalité ? ». Dans un passage sous-titré « Le sol africain regorge de richesse », il précise que la part du continent africain dans la production mondiale domine pour certaines matières premières : 80 % de l'or, 70 % du cobalt, 30 % du chrome, 67 % du cacao, 70 % des huiles de palme, 30 % du café et des arachides, sans parler, ajouterions-nous, du cuivre, du pétrole, etc.

Ce facteur non négligeable, et souvent méconnu, est d'autant plus digne de réflexion que, tout incline à le penser, des méthodes d'exploitation plus rationnelles — l'agriculture abyssine en est un exemple — seraient propres à accroître encore et beaucoup les montants actuellement fournis.

Lors de la conférence célébrant les dix ans de l'Organisation de l'unité africaine, qui, par certains de ses buts sinon par ses structures (on ne lui connaît pas d'assemblée parlementaire) est un peu le Conseil de l'Europe du continent noir, Haïlé Sélassié, inaugurant le 24 mai 1973 une session comprenant, à l'Africa Hall d'Addis-Abéba, maints chefs d'Etat, définit le programme suivant pour l'O.U.A. : « Nous devons nous efforcer de mettre en place au cours de la décennie les institutions suivantes : une université panafricaine, une compagnie panafricaine de transports aériens, une autorité panafricaine de développement des routes, une compagnie panafricaine de navigation maritime, une union panafricaine des télécommunications et une agence panafricaine d'information ».

Du point de vue théorique, cette énumération confirmerait l'avis d'un défunt juriste français, que j'ai bien connu, et qui fut député puis sénateur, le recteur Marcel Prélot. Il analysait les organisations internationales (l'O.U.A. en étant une à l'évidence) comme des « institutions agrégatives ».

Plus concrètement, les propositions précitées du Négus détrôné semblent d'une validité durable, quel que soit le régime qui prévaudra en Abyssinie.

L'Ethiopie souffre de bien des maux. En 1974 encore, une famine épouvantable a dévasté neuf provinces au moins. Des observateurs européens sérieux ont signalé pendant l'été que la quasi totalité du bétail (95 %)

et un habitant sur cinq de certaines zones avaient péri dans cette calamité, attribuée partiellement, comme toujours en pareil cas, à l'incapacité prétendue des dirigeants : là aussi, on retrouve des analogies avec la disette de la fin de notre Ancien Régime et ses effets sur l'opinion.

Problème moins tragique peut-être, mais plus permanent : les perspectives d'irréductibilité et de séparatisme aux frontières. Au Nord-Est, l'Erythrée, en majorité musulmane, annexée assez récemment si l'on compte à l'échelle d'une histoire multimillénaire, subit l'attraction du monde arabe dont elle est voisine. Un mouvement rebelle, dit Front de libération, fondé en septembre 1961, y combat les troupes régulières et revendique l'indépendance. Le 16 août, les 23 députés d'Erythrée à Addis-Abéba ont démissionné, accusant l'exécutif impérial de « se désintéresser, depuis le début de la crise, de l'évolution de la situation en Erythrée, notamment d'Asmara, qui est une ville en train de mourir ».

La région n'a que 2 millions d'habitants environ sur les quelque 25 de l'ensemble du pays, mais compte ses seuls ports. En outre, sa valeur stratégique — ce qui importerait si elle devenait un Etat — n'est pas négligeable : elle est située, sur l'étroite mer Rouge, en face des immenses richesses pétrolières de l'Arabie Saoudite et contrôle la route de Suez, dont la réouverture du canal est annoncée. Celle-ci, il est vrai, et selon les pronostics de l'O.C.D.E., ne se produirait pas avant 1976. Mais elle est annoncée pour mars 1975 dans une déclaration émise en septembre 1974 par le président de l'organisation du canal, Ahmad Macchour.

Quoi qu'il en soit, de ces prévisions, un éminent connaisseur américain du fédéralisme, le professeur Wenceslas J. Wagner (auteur notamment, de l'important livre : *The Federal States and Their Judiciary*), également avocat, vice-président de la section des juristes de l'organisation catholique internationale Pax Romana, disciple et ami du regretté maître du droit des gens, G. Scelle, directeur de l'Association américaine pour l'étude comparée du droit, — m'a donné son avis sur les rapports d'Addis-Abéba avec l'Erythrée. Il pense qu'il a été imprudent de modifier le statut initial de fédération qui régissait d'abord les liens de l'Empire avec sa nouvelle province septentrionale. L'imposition par l'autorité centrale — même ratifiée par un plébiscite tenu sous l'égide de l'O.N.U. — d'un système unitaire d'administration lui semble avoir été une erreur et l'une des causes, aujourd'hui, de la grave tension dans les relations des deux parties.

Au Sud-Est, l'Ogaden est l'enjeu d'un conflit latent, qui traîne depuis une décennie, avec la Somalie italienne, maintenant souveraine, contiguë à l'Ogaden et prétendant l'annexer. Heureusement limités des affrontements ne sont pas rares entre les deux armées, les Somaliens disposant d'un soutien militaire et diplomatique de Moscou. Sans ce facteur, le vaste Royaume du Prêtre Jean aurait, bien sûr, moins à les redouter...

Commencée en février, l'agitation au sein de l'armée éthiopienne a conduit, après maintes péripéties, à l'évic-

tion du cabinet Makonnen remplacé en août par une équipe dont le premier ministre, Michael Imru, est cousin de l'empereur détrôné en septembre, mais où les officiers avaient dès avant le remaniement de septembre la part du lion : le colonel Jemaneh, ex-ambassadeur à Ankara, est ministre de l'intérieur, le général Aman Andom est à la fois ministre de la défense et chef d'état-major. Originaire d'Erythrée, il passe pour la personnalité dominante. Le courant moderniste, que certains qualifient de révolutionnaire, dit « comité de coordination » militaire a, le 16 août, après arrestation, dans les semaines précédentes, d'une grande partie des gouvernants et dignitaires évincés, dissout le Conseil de la Couronne, l'état-major particulier du prince et la juridiction connaissant de la recevabilité des litiges soumis au jugement du Négus. C'étaient les trois organes essentiels du pouvoir politique, militaire et judiciaire de celui-ci.

Un projet de révision constitutionnelle est en chantier, reconnaissant la liberté de la presse, le droit d'association, de création de partis, la transformation des deux chambres, avec droit de vote à 18 ans et responsabilité du gouvernement devant le Parlement, la laïcité de l'Etat, etc...

Ce processus d'*aggiornamento*, comme eût dit Jean XXIII, n'est pas achevé et n'est sans doute pas près de l'être, si les innovateurs entendent, selon l'expression d'un autre Européen illustre décédé et qui du reste fut ami d'Hailé Salassié, « aller au fond des choses »...

Au terme d'un processus de plus en plus inéluctable, l'Empereur a été déposé par décret d'un organe militaire — dont beaucoup de membres lui devaient leurs grades et fonctions — le 12 septembre 1974. Ils ont fait appel pour lui succéder, mais, ont-ils explicité, dans ses seules attributions honorifiques et dénuées d'autorité politique ou administrative, à son fils malade et se soignant depuis des années, reclus, à Genève (2).

En attendant sa venue physique sur le trône, la vacance en est remplie par leur Comité de coordination précité. Nombreux, celui-ci n'est manifestement pas monolithique et ses divisions en tendances, voire en factions, ont déjà suscité des affrontements limités jusqu'ici, mais parfois sanglants.

Si l'avenir de ce qui fut le Royaume du Prêtre Jean demeure, même à terme, nébuleux présentement, il est clair à tout historien qu'une ère de son passé millénaire s'est achevée récemment. Cet Etat, qu'il subisse ou non des amputations territoriales, qu'il devienne fédéral ou reste unitaire, est entré, comme d'ailleurs maintes fois jadis, mais différemment aujourd'hui, dans une phase agitée de transition qu'accéléreront ou ralentiront des circonstances peu prévisibles à l'observateur étranger, voire presque fortuites.

Charles MELCHIOR DE MOLENES.

(2) Michaël Imru, qui, cumule les fonctions de Président du Conseil des Ministres et de Président du Conseil Militaire, est spécialiste du domaine international : diplômé d'Oxford, directeur général au ministère de la défense, il fut ambassadeur à Washington, à Moscou puis à Genève auprès de l'ONU.

L'IMPRESSIONNISME :

Une révolution esthétique et une éthique

par Germain Bazin

La célébration à Paris du Centenaire de l'impressionnisme s'est ouverte par une exposition à la Galerie Durand-Ruel qui a inspiré à Germain Bazin une étude publiée dans notre numéro de mars dernier ; elle s'achève par une exposition dans les Galeries du Grand Palais qui réunit quarante deux chefs-d'œuvre que sans doute l'on ne verra plus jamais ensemble, chefs-d'œuvre provenant du Musée du Jeu de Paume, du Metropolitan Museum de New York, du Musée Pouchkine de Moscou, du National Museum de Stockholm, du Musée Marmottan, des Musées de Boston, de Birmingham, de Kansas City, de Minneapolis, de Tournai, de Pau, de Montpellier et de collections privées.

Les impressionnistes qui firent scandale lors de leur première manifestation commune en 1874 chez le photographe Nadar, 35, boulevard des Capucines, provoquent

aujourd'hui un immense courant d'intérêt et d'admiration. L'exposition du Grand Palais obtient un succès considérable et enregistre plusieurs milliers d'entrées par jour. La totalité des œuvres de Cézanne appartenant aux Musées Nationaux a été rassemblée pour la première fois à l'Orangerie en une exposition prestigieuse qui a attiré au cours de l'été plus de cent mille personnes. Le Musée du Jeu de Paume a compté en 1973 plus d'un million de visiteurs.

Nous sommes heureux d'offrir à nos lecteurs un texte d'un des meilleurs connaisseurs du mouvement impressionniste, Germain Bazin, historien de l'art, Conservateur en chef honoraire du Musée du Louvre. M. Germain Bazin a choisi pour nous quelques extraits de l'un de ses ouvrages devenu introuvable et actuellement en cours de réédition : « L'époque impressionniste ».

Manet - En bateau — peint en 1874. Metropolitan Museum de New York

LE SENS DE LA REVOLUTION IMPRESSIONNISTE

Après cinquante années d'exégèse, le mot qui désigne ce grand mouvement de la peinture a été souvent contesté. Plus ou moins nées au hasard, des modes, ou même des nécessités de combat, souvent les désignations historiques ne sont guère que des faux-masques : il arrive même que certaines soient absurdes jusqu'à l'antiphrase, tels ce « gothique » employé pour qualifier le plus français des styles. Cependant, pour avoir été créé par un ennemi, le vocable « *impressionnisme* » est assez heureux, car l'esthétique qu'il désigne prend son point de départ dans la sensation. C'est le véritable principe d'unité qui, de tous les peintres se succédant de Manet à Gauguin fait une école.

On a tendance aujourd'hui à réserver la qualité « d'impressionniste » à ceux qui obéissent au seul impératif de leur vision : aux paysagistes Monet, Sisley, Pissarro, au Renoir de la première période, pour la dénier à tous les autres qu'anime une volonté formelle, étrangère à l'observation pure. Mais, Cézanne, Van Gogh, Gauguin, Seurat, le Renoir de Cagnes, s'ils dépassent l'impressionnisme, ils le prennent tous pour point initial, pratiquant comme une stricte discipline son principe essentiel : chercher en la sensation visuelle la source originelle de la création. Cézanne voudra refaire Poussin, mais « sur nature ».

Si l'impressionnisme, aboutissant au symbolisme, paraît se résorber en son contraire, ce fut non par négation de lui-même, mais grâce à une exploitation féconde de ses données. Il est remarquable que ni Cézanne, Van Gogh, Seurat, ni Gauguin n'ont jamais proféré contre les pionniers de l'impressionnisme une critique quelconque ; tout au contraire, ils se sont appuyés sur eux, cherchant à assimiler leur expérience, pour mieux décanter leur génie.

Plutôt que d'essayer d'opérer dans l'impressionnisme une vaine dissection, propre à l'appauvrir, il est plus fécond de saisir dans son unité globale ce demi-siècle de création artistique, si fécond en chefs-d'œuvre, que seule la Renaissance peut lui être comparée. Ce mouvement nouveau apparaît ainsi dans toute sa force créatrice, chacun des artistes qui le composent étant le chaînon nécessaire d'une évolution organique.

Comme un arbre majestueux l'impressionnisme a plusieurs rameaux. La souche est constituée par Manet, Degas, l'école d'Argenteuil et de Pontoise, c'est-à-dire Monet, Sisley, Pissarro, Après 1880, l'école se diversifie : elle produit un mouvement intellectualiste, l'éphémère néo-impressionnisme, un surgeon expressionniste que représente Van Gogh, une tendance symboliste dont Gauguin fut le choryphée, enfin elle jette un prolongement méditerranéen, alimenté par un autochtone, Cézanne, et un « immigré », Renoir. Si grande fut la fécondité de cette esthétique impressionniste qu'elle suscita elle-même les artistes propres à compenser ses lacunes.

La grande « invention » de l'impressionnisme fut de restituer la peinture à ses lois. Manet ouvrit les voies, en lavant celle-ci de la littérature, en un moment où, au terme du romantisme, la peinture n'était plus que Littérature. Pour affirmer son magnifique dédain du *sujet*, il l'emprunta tout fait aux peintres ses devanciers, afin de se trouver l'esprit libre devant sa palette ; (il en fut pour lui reprocher ce « défaut d'imagination », les mêmes sans doute à admirer les *Ignudi* de Michel-Ange, qui doivent tout au torse du Belvédère). Plus tard, s'il adopta comme Degas, Monet, des motifs de la vie quotidienne, on crut que ce fut par souci de modernisme ; cette équivoque fut la source d'un malentendu : des écrivains naturalistes comme Zola, Duranty virent dans l'impressionnisme un mouvement artistique parallèle à celui qui les animait. Au fait, les sujets modernes, par leur caractère inédit, étaient les seuls qui apportassent au peintre une délivrance de toute convention, et cette virginité de l'imagination, génératrice des grandes découvertes. Un jour, lorsque cette ressource de l'inédit manquera aux peintres, il ne leur restera plus, pour retrouver la peinture, qu'à détruire le sujet. Les impressionnistes avaient cette chance : tout un monde à découvrir, et si proche, celui-là même qui les entourait.

Les sujets impressionnistes ont fourni un support de réalité aux recherches des artistes. On a relié cette attitude moderniste au fameux mot de Baudelaire, appelant le peintre qui montrerait « *combien nous sommes beaux et grands dans nos redingotes et nos hauts-de-forme* ». C'est bien plutôt le Réalisme qui répondit au désir de Baudelaire, car il restait imprégné de romantisme. On change le sujet, non l'esprit ; l'homme contemporain se substitue à celui de l'histoire, mais il est vu à travers un sentiment épique. Le plébéien de Courbet, le paysan de Millet sont des héros peinant sur une planète ingrate ; quant à Daumier, s'il peint la blanchisseuse éreintée ou la mère avalant goulûment sa soupe, ce sont des Sybilles de la Sixtine tombées dans le ruisseau. Il n'est que de comparer une blanchisseuse de Degas à une lavandière de Daumier pour mesurer l'effort de libération accompli par l'impressionnisme : chez Daumier, un corps déformé par le travail qui érige sa misère en revendication, et pour Degas, une harmonieuse arabesque qu'imprime à ce corps le fardeau qui le déhanche. Là où Courbet, Millet, Daumier, peignent des hommes, les impressionnistes voient des formes humaines.

Cependant, le « sujet », qu'ils adoptèrent d'abord sans idée préconçue, finit par réagir sur eux ; peu à peu l'esprit « naturaliste » s'interposa entre eux et la nature. L'intention romanesque est sensible dans des tableaux de Degas après 1870 (*Le Viol* 1875, *L'absinthe* 1876-77) et toute une partie de son œuvre semble être une étude des dissentiments qui déchirent les êtres dans la vie domestique (*Bouderie*, *Les deux sœurs*, *La causerie*, *Le duc et la duchesse Morbilli*, *La famille Bellelli*,

Renoir - La Grenouillère — peint en 1869. Musée de Stockholm

Monet et Renoir peignirent chacun au moins trois fois ce motif des bains de la Grenouillère.

L'absinthe...). J.K. Huysmans ne s'y trompa pas, interprétant d'une façon littéraire Degas chez qui l'art l'emporte toujours sur l'intention. Il n'en est pas de même de Manet : dans sa deuxième période, on ne peut nier que l'intérêt du sujet l'ait emporté parfois sur celui de la peinture. Là sont ses limites. Les *Grenouillères* et le *Moulin de la Galette* de Renoir sont des féeries de Watteau ; les bouges de Lautrec ont l'âpreté de Goya ; les guinguettes et les cafés-concerts de Manet ne sont que des établissements de plaisir. Le client du *Père Lathuile* est un vulgaire marlou et les canotiers d'*En bateau* sont des calicots endimanchés. Les plébéiens Renoir et Monet, l'aristocrate Toulouse-Lautrec, ont senti la grâce des formes vivantes, mieux que le bourgeois Manet. *Camille*, se retournant pour nous sourire, glisse dans un froufrou de satin, *Lise* nous dérobe coquettement son visage dans la pénombre bleue de son ombrelle qu'elle sait favorable à l'incarnat de son teint ; elles appartiennent au monde du rêve et de l'éphémère, ces passantes qui nous émeuvent un instant

de leur charme ; les *Femmes au jardin* semblent se livrer à quelque poétique jeu de cache-cache dans les fleurs, elles évoquent les cavalcades de Mai de nos vieilles miniatures ; il ne viendrait à personne d'imaginer qu'elles sont de notre monde. Mais les personnages de Manet — du moins dans ses tableaux naturalistes, là est leur écueil : on les croirait vivants. Tels sont déjà les rapins prenant la collation sur l'herbe avec leurs modèles nus dans le *Déjeuner sur l'herbe*, et l'on n'a pas de peine à comprendre l'accueil scandalisé fait par le public à ce tableau — que pourtant sauve la peinture. Plus tard, n'obéissant plus uniquement à son instinct de peintre, Manet, victime d'un certain défaut d'imagination, dû peut-être à sa formation bourgeoise, se laissera parfois dominer par les facilités du sujet. Pour les autres, il restera toujours un stimulant de la peinture, même chez Degas, autre grand bourgeois, qui, jouant avec le jeu dangereux du réalisme, sait échapper au péril par la distinction naturelle de son âme d'artiste.

En art la position réaliste est plus ou moins le fait de la société bourgeoise, amenée au sentiment du concret par la possession trop choyée des biens de ce monde. Pauvre et nu, il arrive que l'homme du peuple bénéficie d'avoir tout à créer et d'abord lui-même ; son imagination vierge s'élançe vers l'inconnu dans un élan que rien ne vient contraindre, ni la culture, ni les usages. Privé dans son enfance d'un cadre heureux et d'une ambiance « d'objets d'art » (quand on pense à ce qu'étaient ceux de ce temps, on peut juger du prix de cette liberté !), son âme naïve devant la nature frémit dans une attente nuptiale. Monet fut le véritable inventeur de l'impressionnisme. Manet avait obligé les peintres à peindre ; Monet les a contraint à voir ; leurs noms, si semblables qu'à l'origine on les confondit, doivent être associés dans cette genèse de la peinture nouvelle ; ils furent les hommes providentiels.

A la vision de Monet, un monde vierge fut révélé, monde de lumière, et de métamorphose, et pour exprimer cet univers éblouissant il créa une technique neuve,

accomplissant la plus grande révolution que la peinture ait connue depuis les Van Eyck. Contemplant longuement dans les eaux dansantes le reflet des choses, son œil apprit à dissocier la couleur de la texture corporelle des objets : il inventa la division du ton, cette « couleur en liberté » qui allait autoriser tout l'essor de la peinture moderne, et nos contemporains lui doivent encore, même ceux qui sont les plus opposés à son esprit. Nanti de cette découverte, il en poussa jusqu'au bout les conséquences, affolant Durand-Ruel, pourtant si dévoué, par ses investigations incessantes, surmenant un public, à peine accoutumé, par des initiatives nouvelles, et ceci à une époque où le scandale n'était pas encore une forme de l'académisme. Il fut solitaire, il vécut ombrageux, s'enfonçant toujours plus avant dans son rêve, ermitant dans son jardin d'eau, de ciel et de fleurs, gardant au temps de l'apothéose cette réserve farouche, à quoi l'avaient obligé les temps de l'opprobre. Là est la grandeur de Claude Monet, cette « obstinée rigueur », dont Léonard de Vinci, autre prospecteur de quintessence, jadis avait fait sa devise. Sisley, Pissarro sont des enchanteurs, ils jouent avec

Claude Monet - La Grenouillère — peint en 1869. Metropolitan Museum de New York

« J'ai bien un rêve, un tableau, les bains de la Grenouillère, mais c'est un rêve... »

le monde des apparences ; Monet le bouleverse ; au-delà des phénomènes, il perçoit cette impermanence que seule avant lui les peintres Song avaient devinée ; anticipant sur la science moderne, il découvre avec le pinceau et les couleurs que l'énergétisme est l'essence des choses. Avec le pinceau et les couleurs, sans litté-

rature, ni la sienne, ni celle des autres. Et la littérature se trouva si bien frustrée par le génial visionnaire que Zola, leader des « jeunes », lorsqu'il avait cru voir en eux je ne sais quel succédané artistique de son « réalisme socialiste », les vomit à l'heure de la victoire.

L'ETHIQUE IMPRESSIONNISTE

Van Gogh mis à part et le Maître d'Aix, Cézanne, l'éthique impressionniste est parfois apparue à nos contemporains comme de peu de poids. Certes il ne faut pas lui demander de satisfaire en nous les aspirations vers l'au-delà, les appels du cœur ou de l'esprit. Son domaine est *la poésie de l'instant*. En ses œuvres sont évoqués les plus délicieux moments de notre vie, tout ce qui est arraché à la peine et qui est loisir : la joie des vacances, les intermèdes des dimanches, le spectacle et la promenade, l'ivresse des départs que Claude Gellée avait provoquée et que Monet a transposée en ces embarcadères modernes que sont les gares. (Il me souvient, un matin de mai, quand un bombardement avait transformé en gare de triage la station des voyageurs du Mans, de l'enchantement que me causa cet extraordinaire ballet des locomotives lançant vers le ciel des flocons roses...).

L'impressionnisme a chanté les éphémères joies de l'amour ; non cette terrible passion des romantiques, qui fait un être exiger d'un autre qu'il lui livre sa part de divin, mais l'amour-goût de Stendhal, des échanges ne retenant que le plaisir, instant d'exaltation sensible et charnelle où l'ivresse des vains serments verse à l'âme l'illusion de fixer l'éternité dans la seconde qui passe. Ils ont su bercer notre âme de tous les enchantements du rêve, le délivrant des malsaines songeries romantiques, chimères qui nous laissent seuls après l'illusion. Leur rêve n'est pas un phantasme, sa réalité est à portée de notre main, il suffit pour la toucher de sortir sur le pas de sa porte, un matin de printemps.

Pour nous ils ont ouvert tout grand le livre de la nature, dont leurs devanciers avaient laissé tant de chapitres inviolés. La moiteur des brouillards perlés, le crissement sous nos pas des feuilles d'automne, les arbres brûlant comme des torches dans l'incendie du ciel, les mirages du givre, la splendeur surnaturelle du monde inversé de la neige, tout cela, — qui n'était pas avant eux, — ils nous l'ont donné.

Un grand univers blanc où règne un silence d'au-delà des temps ; mais sur cette barrière un seul point sombre, un oiseau familier de nos campagnes, oiseau de légende de notre folklore, une pie ; posé là, il apporte une intense présence, une fibre en notre âme s'émeut, comme si par cette petite chose vivante nous touchions au mystère de l'Être et du Monde, et devant cette œuvre de Monet nous évoquons ce tableau d'un autre magicien : « *La pie sur le gibet* », de Bruegel.

Il est un de ces peintres, qui dépasse cet hédonisme de surface et pénètre plus profondément dans le mystère des associations et des affinités universelles. On saisit dans l'œuvre du peintre du Moulin de la Galette et du Jugement de Pâris un processus de gradation de la joie, ressentie d'abord comme un émotion humaine, puis devenant peu à peu une force créatrice, grandiose, expression de la vie universelle. Dans sa période impressionniste, Renoir fait sienne cette conception française de la nature, récréative, milieu délectable où l'âme et les sens s'ébrouent. Renoir et Monet alors partagent cette joie de citadins lâchés le dimanche à travers les banlieues fleuries, qui s'exprime par tant de thèmes : régates, canotages, guinguettes, grenouillères, plaisirs de plage, déjeuners sur l'herbe et jusqu'aux gares que l'on prend pour s'y rendre. Mais ce sera la gloire de la période de Cagnes que de rompre délibérément le fragile lien que Renoir conservait avec l'apparence, pour s'élever en plein mythe. Tout est association, affinité, passage, lien, accord, fusion dans ces œuvres, dans toutes les parties desquelles circule un même fluide, et où rien n'est plus séparé de rien. N'est-ce pas le fait de l'amour que de ne plus percevoir les différences entre chaque chose et de n'être plus sensible qu'à ce qui peut les unir, ce qu'elles contiennent en elles de « mutuel », ce qui en chaque forme est vocation pour l'autre ? Est-il un homme assez déshérité pour n'avoir pas connu ces heures radieuses et nuptiales où la notion même de différence entre les êtres et les choses s'abolit ? Renoir est le peintre de l'amour : Fragonard et Rubens. Etreintes amoureuses des canotiers sur les rives aux frais ombrages, associations de la nature aux élans du cœur, traditionnelles dans la littérature et l'art français depuis le moyen âge (les troubadours, les thèmes courtois des fresques et des tapisseries « verdure », Watteau, Lamartine) ; mais aussi offrande faunesque des femmes-fruits palpitantes du désir du mâle et à un stade plus élevé encore, paradi universelle de tous les êtres de la nature, confondus dans le flot individuel de la vie.

Au sortir de la ténébreuse forêt des Romantiques, encore pleine de l'écho des vieilles terreurs populaires, l'impressionnisme découvre un monde féérique ; devant ces toiles où tout chante, il semble toujours que nous soyons au matin du monde. Ces peintres, qui ont tant aimé l'hiver, on dirait qu'ils ont vécu dans un Mai éternel ; l'impressionnisme restera dans la peinture la saison des fleurs ; libre à nous d'en définir les limites, d'en marquer le peu de contenu intellectuel, mais il est en nous, incorporé à notre sensibilité d'homme moderne.

Cézanne - Le Golfe de Marseille vu de l'Estaque — peint vers 1884-1886. Metropolitan Museum de New York

« C'est comme une carte à jouer. Des toits rouges sur la mer bleue... Le soleil y est si effrayant qu'il me semble que les objets s'enlèvent en silhouette non pas seulement en blanc et noir, mais en bleu, en rouge, en brun, en violet... »

Si pour nous la nature a cessé d'être une marâtre, cet « impassible théâtre » où l'homme se consumait dans une angoisse sans écho, n'est-ce pas aux impressionnistes que nous le devons ? Cette joie de vivre en plein air, sous la caresse de l'eau, dans la chanson des heures et l'ivresse solaire, cette exaltation qu'en nous provoque la jouissance du corps s'ébrouant dans la lumière, qui donc l'a arrachée à l'inconnu, l'a fait jaillir du fond de l'âme humaine ? Il faudra attendre vingt ans pour que Gide, de cette esthétique des sensations, fasse une éthique ; plus tard Proust, imitateur conscient de Monet, découvrira qu'un clocher peut être l'aiguille d'un vaste cadran solaire réglant la ronde des saisons, des heures et des pensées. Il n'y a pas si longtemps, quand le berger-poète de Giono gravissait en chantant les côteaux de Provence, il remettait ses

pas dans les sentiers foulés par Cézanne, Van Gogh et Renoir.

Quelles joies durent connaître ces peintres évadés des futaies de Fontainebleau, découvrant soudain les fêtes renouvelées et changeantes des fleurs, de la lumière, de la neige et des eaux ! On comprend la source de cet inébranlable courage qu'ils eurent dans l'adversité. Dans la misère où il leur fallait vivre, dans l'âpre lutte de chaque jour pour manger et pour peindre, ils allaient comme des fous chantants, émerveillés d'un monde qui s'ouvrait à eux à chaque détour d'un chemin, à chaque inflexion d'une rivière ; jusqu'aux vieux murs moussus des cathédrales, objets mélancoliques des plaintes romantiques qui devenaient pour eux des jeux d'arc-en-ciel !

Germain BAZIN.

Abonnez-vous à France Forum

La Roche Tarpéenne

La sagesse des nations répète depuis toujours et Richard Nixon vient de le vérifier à ses dépens, que la Roche Tarpéenne est proche du Capitole, et même de cette Maison Blanche où règne et gouverne le chef de l'Etat le plus puissant de la planète, haut lieu d'où l'on peut aussi être précipité. L'événement cependant est susceptible d'interprétations variées, voire contradictoires, et qui relèvent moins d'une analyse objective que des humeurs politiques des commentateurs et surtout de la sympathie ou de la répulsion que leur inspirent les Etats-Unis d'Amérique. Si le petit nombre insinue que l'un des plus grands présidents de l'histoire américaine — dont la politique extérieure arrivait par une sorte de rare miracle à aménager les coexistences pacifiques tout en portant au plus haut degré le prestige et l'influence des Etats-Unis, a été victime d'un complot machiné par les intellectuels de gauche et toutes sortes de puissances aussi occultes que subversives, le partage du gros des commentateurs se fait selon deux écoles : les uns voient dans la chute de Nixon outre la preuve bien consolante qu'au moins pour une fois la rouerie et la duplicité ne paient pas son homme, une éclatante victoire de l'esprit démocratique puisqu'il est ainsi établi à la face du monde que dans une démocratie, le chef de l'Etat, ne saurait être au-dessus des lois et qu'il est renvoyé comme indigne de gouverner s'il viole le moindre de ces lois que, responsable de l'exécutif, il a pour mission de faire appliquer ; cependant qu'aux autres, plus sceptiques ou plus malveillants, ne dit rien qui vaille cette fin édifiante d'un mélodrame arrangé tout exprès pour que le rusé-laid-méchant se prenne les pieds dans les fils embrouillés de ses intrigues, de façon à être puni comme l'entend et l'attend le bon public au moment où tombe le rideau ; cette Amérique dont les péchés capitalistes et impérialistes crient vers le ciel n'aurait-elle pas cherché et trouvé en Richard Nixon le bouc émissaire qu'un rite pharisien charge du mal d'une société pourrie mais en quête d'auto-satisfaction morale ?

Avant de trancher entre ces exégèses péremptoires, une remarque préalable : entre d'une part l'affaire du Watergate, mince épisode d'une campagne présidentielle que Nixon était assuré de gagner sans que son entourage ait eu besoin de prendre l'absurde risque d'envoyer des hommes de main dissimuler un dispositif d'espionnage chez un adversaire dont le candidat était promis, chacun le savait, à la défaite, et d'autre part ce dénouement dramatique, unique dans l'histoire des Etats-Unis, d'un pré-

sident aux abois, réduit à démissionner pour devancer l'inévitable issue d'une procédure de destitution, entre ceci qui était un minable fait divers et cela qui a pris les proportions d'un scandale national et d'une tragédie historique, il y a une étrange disproportion qui fait énigme. D'autant plus que si le président n'avait pas eu l'habitude d'enregistrer toutes ses conversations politiques, transformant ainsi en documents virtuellement publics ses plus sordides secrets, les accusations portées contre lui seraient restées à l'état de soupçon, faute de preuves objectivement contraignantes.

Il faut donc convenir d'abord qu'il y a dans le train du monde plus de contingence que ne l'admettent sociologues et politologues et qu'un « nez de Cléopâtre », insolite et irritant, peut toujours inopinément changer la face des choses ; et ensuite que Nixon s'est perdu lui-même en cherchant par ses réticences et ses mensonges à entraver le cours de la justice : dès lors il bafouait la conception proprement sacrée que se fait de l'institution judiciaire l'opinion publique américaine. Un ami de « France-Forum » racontait qu'il avait appris par la radio dans une université américaine, pendant le repas, la décision de la Cour Suprême qui forçait le président à l'alternative de la démission ou de la destitution, et il ajoutait que dans ce public de professeurs et d'étudiants la nouvelle de la sentence, loin de provoquer tumulte et effervescence, avait été reçue dans un silence comme religieux, d'une impressionnante gravité. Certes l'idée et la pratique d'un pouvoir judiciaire séparé du pouvoir exécutif et qui pourrait venir de Montesquieu, l'image sacrée du Juge qui pourrait venir du puritanisme et de la Bible, ne sont pas d'une parfaite transparence morale et reflètent à la fois les ombres et les lumières d'une certaine société. Il reste qu'introduire dans les mœurs publiques cette autre chose que la force et le prestige, l'intérêt et le calcul — et qui s'appelle le droit — ce n'est certes pas transformer une douteuse société humaine en royaume de Dieu, mais c'est l'alphabet d'une civilisation.

L'union sacrée.

La récente rencontre des jeunes gaullistes et des jeunes communistes, en vue non de confronter, ce serait académisme vain, des idées forcément contrastées sur l'homme et l'avenir du monde, mais de définir avec réalisme la possibilité prochaine d'actions communes, n'est pas sans précédents dans l'histoire des tactiques du parti communiste qui n'a jamais répugné à user du thème de l'union sacrée ou du rassemblement national dès lors

qu'il s'en instituait le promoteur et le réalisateur. Dans les années 44 et 45, à la jointure de la Résistance et de la Libération, le « Front National » était une entreprise de cet ordre, animée par le parti communiste et allant assez loin du côté d'une droite nationale et traditionnellement anti-allemande : au point que dans les ateliers préparant le programme du Conseil National de la Résistance, les représentants du parti communiste freinaient avec résolution les audaces sociales des partenaires socialistes et démocrates-chrétiens afin, disaient-ils, de « ne pas diviser les patriotes ». Au moment des grands combats pour et contre la communauté européenne de défense (C.E.D.), communistes et gaullistes du Rassemblement du peuple française (R.P.F.) avaient conjugué leurs efforts et usé d'argumentations semblables, nationalistes et anti-américaines, pour faire échouer un projet révolutionnaire qui, en relativisant les antiques souverainetés nationales, aurait pu être l'acte de naissance d'une Europe politique, pouvant vaincre sa balkanisation et parler à l'Ouest comme à l'Est son propre langage. Aujourd'hui on voit bien que la main tendue aux gaullistes vise à faire obstacle à la volonté ou à la velléité d'ouverture européenne dont on crédite généralement le Président de la République, et que « l'action commune » pourrait se réclamer de ce thème de « l'indépendance nationale » dont on peut se demander ce qu'il a de socialiste ou de marxiste, mais qui est bien commode pour recruter d'utiles compagnons de route dans la droite traditionnelle.

Cette tactique dont use le parti communiste sans en avoir débattu avec ses alliés du programme commun, montre quelle sorte de leçon il a su tirer du résultat des dernières élections présidentielles : arriver au pouvoir en déplaçant quelque deux cent mille voix serait pour l'union de la gauche une trop précaire et incertaine victoire ; c'est désormais avec un appui « franc et massif » comme aurait dit le Général de Gaulle, de l'opinion publique que la conquête du pouvoir pourrait s'inscrire dans la durée et décourager ainsi les contestataires. Aussi faut-il recruter des électeurs et très largement dans les catégories socio-professionnelles et les familles politiques — dont celles des gaullistes — qui n'ont préféré Giscard d'Estaing qu'avec réticence et interrogation. Cette politique a sa logique et sa philosophie qui ne sont certes pas celles du parti socialiste, que ne fascine guère le thème de l'union nationale. Si bien que tout se passe comme s'il y avait deux candidats au leadership de l'union de la gauche, François Mitterrand et le parti communiste. Deux candidats, c'est-à-dire un de trop.

notes de Lecture

- **Le tourment et la fatalité** par Raymond Tournoux
- **La VI^e République** par Michèle Cotta
- **Le grand tournoi : naissance de la VI^e République** par Michel Bassi et André Campana

A bon escient, ces trois livres parurent au seuil de l'été.

La presse, largement, leur a prêté attention. Il est, pourtant, inutile de s'attarder sur leurs qualités et leurs défauts respectifs.

Rappelons seulement qu'ils sont de facture et de nature différentes.

« *Le tourment et la fatalité* » c'est du Tournoux. Et les ouvrages de Tournoux sont « sui generis ». Sorte d'« histoire immédiate » composée de flashs successifs. C'est documentaire. Ce n'est pas toujours palpitant à lire. Encore que cette composition en discontinu n'a rien d'un kaléidoscope livré en vrac. C'est plutôt une mosaïque qui, au fil d'une patiente lecture, livre ses secrets, les profils des héros se dessinant peu à peu.

« *Le grand tournoi* » et « *La VI^e République* », c'est autre chose. Ce n'est pas de l'histoire, c'est du reportage. Du journalisme de librairie, en somme. Avec les avantages du genre ; c'est vif, brillant, de lecture agréable et aisée. Quand on commence les livres, on est sûr d'aller au bout car la politique y prend des airs de roman d'aventures. Le revers — car il y a un revers — c'est que si l'on « suit » les péripéties on ne va pas loin dans l'événement. C'est la loi du genre.

Quoi qu'il en soit, que reste-t-il de ces livres quand on les a refermés ? Quelques informations sur « le système Pompidou » et quelques lumières sur quelques grands « monstres » de la politique.

En ce qui concerne la *vie politique*, deux traits ressortent des livres de Michel Bassi et André Campana ainsi que de celui de Michèle Cotta.

D'abord, on est frappé par l'espèce d'inconsistance de l'état-major de l'U.D.R. face à l'événement. Du jour au lendemain des barons aux autres, ces hommes deviennent fantômes errants. A l'exception de M. Chirac

qui garde la tête froide, on ne voit que des ombres. Etrange émanescence.

Ensuite, on ne peut pas ne pas être impressionné par l'ampleur des jeux de cour. Sans contexte, en tout régime, les manœuvres de cabinet sont importantes et tout cabinet est, par essence, une cour.

Par ailleurs, il faut tenir compte que les institutions étant ce qu'elles étaient, les cabinets étaient devenus les seuls lieux des intrigues contrairement à la IV^e et à la III^e République, au cours desquelles le Parlement, aussi, était leur champ. Il n'empêche, le « système Pompidou » semble avoir porté ce phénomène à son paroxysme.

Quant aux *hommes*, que nous enseignent ces livres sur eux ? Comment, à travers lui, les apercevons-nous vivre leur commune passion de possession des hommes nommée plus pudiquement l'ambition ?

En vérité, seul l'un des personnages perce avec quelque distinction. Encore, n'est-ce peut-être qu'une illusion. En tout état de cause, sur lui une « hypothèse » intéressante nous est offerte. Il s'agit du Général de Gaulle, tel que nous le campe Raymond Tournoux à travers son écriture « tâchiste ». Ce de Gaulle selon Tournoux n'est pas évidemment le de Gaulle selon Malraux. Toutefois, si l'éclairage est différent — et un jour il ne manquerait pas d'intérêt de mettre ces deux de Gaulle « en parallèle » — le personnage est identique.

Donc, qu'est-ce qui fait courir de Gaulle pour Tournoux ? si on nous permet d'ainsi écrire. La réponse est donnée dans le titre du livre : le « *tourment* » et il s'éclaire par deux scènes rapportées par Tournoux dans un ouvrage précédent. Celles-ci :

A Emmanuel d'Astier de la Vigerie qui lui demande — en mars 58 — s'il est heureux, le Général répond : « D'Astier vous êtes complètement stupide. Le bonheur,

ça n'existe pas !... et R. Tournoux de commenter : « De Gaulle ignore le repos ».

Par ailleurs, dédicant un tome de ses mémoires à l'Ambassadeur de France en Irlande, le Général écrit, en mai 69, cette citation de Nietzsche : « Rien ne vaut rien. Il ne se passe rien. Et cependant tout arrive. Mais cela est indifférent ».

Bref, *de Gaulle fuit*, en permanence, soit la prosaïcité de la quotidienneté, soit le néant. En définitive, le gaullisme du Général est moins une politique — peut-être — qu'une esthétique. Ce que confirme ce mot à Malraux cité par Raymond Tournoux : « J'ai dressé à bout de bras le cadavre de la France, en faisant croire qu'il était vivant ».

Le Général de Gaulle, personnage de Machiavel ? Certes, mais — peut-être — surtout Châteaubriand. Châteaubriand au pouvoir, et un Châteaubriand lecteur de Nietzsche, de Bergson et une oreille toujours tendue vers Malraux.

Cette « âme » du Général s'exprimait à travers certains comportements. Le livre de R. Tournoux ne manque pas non plus d'intérêt sur cet aspect du personnage. Agissant parmi les hommes le « héros gaullien » frappe par cette « distanciation » permanente qu'il prend à l'égard de ses plus proches collaborateurs — distanciation qui va jusqu'à une sorte de cruauté — et aussi, par son empirisme. Car, tout en tournoyant autour de un ou de deux points inébranlablement fixés l'action gaullienne est une navigation à vue, semble-t-il.

Le Général domine le livre de R. Tournoux. D'autres personnages toutefois y interviennent. En vérité, on trouve presque tous les leaders. Cependant, c'est surtout Georges Pompidou que Raymond Tournoux essaye d'approcher.

En vain car Georges Pompidou reste profondément inconnu. Et tant Michèle Cotta, que Michel Bassi et André Campana ne le révèlent pas davantage. Personnage frappé par le destin, suggère Tournoux. Certes, mais qui fut-il face au destin ? Aucune interview ne permet de le déceler. D'autant moins que les réponses à celles-ci paraissent savamment calculées pour faire écran. Il y avait quelque chose de plus en cet homme

que ces idées qui sentent souvent les lieux communs d'un « Sciences Po » quelconque. Mais qui, donc, était cet homme ? (1).

Georges Pompidou n'est pas seul à nous rester inaccessible. Un autre bel inconnu François Mitterrand. A la lumière de R. Tournoux il fait bavard. Sous le regard de Michèle Cotta il a des airs d'archange. Son aventure devient une course linéaire de clocher en clocher. Michel Bassi et André Campana le teintent de nuances malruxiennes : la crise mystique, le souci de la mort. C'est insatisfaisant. François Mitterrand est assurément beaucoup plus qu'un politicien banal ou qu'une image d'Épinal. Qui sera son Tournoux ou son Malraux ?

Sont également présents dans ces livres deux autres personnages : Jacques Chaban-Delmas et Valéry Giscard d'Estaing. Celui-ci, aujourd'hui Président de la République, on aura mille et une occasions de le re-rencontrer. Attendons. Attendons pour mieux le « voir ». Celui-là est un « cas » déconcertant. En définitive, c'est dans le livre de Michel Bassi et André Campana qu'il ressort le plus. Mais on saisit mal l'homme. Ceux-ci campent un Chaban « sentimental », victime de ses ennemis inexpiables et de ses amis qui veulent le faire autre qu'il n'est. Paradoxalement ce portrait écrit par deux auteurs dont l'inclination est très « chabaniste » est en définitive, très cruel. L'éclairage n'est pas satisfaisant et de toute manière, on reste à la surface de l'homme. Jacques Chaban-Delmas ne peut être l'enfant de cœur à la guimauve qu'ils esquissent.

Reste, un autre leader qui d'ici de-là point dans ces livres. Un jour, probablement, il sera utile d'aller plus loin sur lui : Michel Poniatowski.

A suivre...

René PUCHEU.

● Les catholiques libéraux au XIX^e siècle

L'Histoire du catholicisme libéral en France de 1828 à 1908 a été écrite jadis par Georges Weill, et ce petit livre a gardé sa valeur et son intérêt, quoiqu'il date déjà de 65 ans et que son auteur n'ait abordé que du dehors ce courant de pensée qui lui était étranger. Récemment notre ami le regretté Marcel Prélôt consacrait au *Libéralisme catholique* un choix de textes présentés et commentés à l'intention des étudiants d'histoire ou de science politique : il y fait revivre avec objectivité mais avec sympathie un mouvement qui a marqué profondément le XIX^e siècle, et aussi le XX^e s'il est vrai que les démocrates chrétiens de notre époque et les adeptes du renouveau conciliaire depuis Vatican II sont les héritiers légitimes des libéraux de *l'Avenir* et du *Correspondant*.

Et voici que l'attention est attirée à nouveau sur ces « chrétiens de progrès » par un gros livre intitulé *Les Catholiques libéraux au XIX^e siècle* (1). Il ne s'agit cette fois ni d'un manuel exhaustif ni d'un recueil de textes, mais des « Actes », présentés par Jacques Gadille, d'un Colloque international tenu à Grenoble en 1971, qu'avait présidé le doyen Latreille. Plusieurs spécialistes français et étrangers y ont exposé leurs recherches et confronté leurs conclusions, et le volume juxtapose rapports, communications et résumés des

(1) *Les catholiques libéraux au XIX^e siècle*. Actes du colloque international d'histoire religieuse de Grenoble des 30 septembre - 3 octobre 1971 (Cahiers du Centre d'histoire du catholicisme, 11), Presses Universitaires de Grenoble, 1974. Un Vol. de 596 pages.

débats, avec une richesse de contenu qui peut décourager un recenseur consciencieux. Je voudrais toutefois en dégager quelques perspectives susceptibles d'intéresser nos lecteurs.

Notons d'abord un problème de vocabulaire. Il s'agit des « catholiques libéraux » (opposés aux autoritaires ou intransigeants, ou dirait aujourd'hui intégristes) et non du « libéralisme catholique » ou du « catholicisme libéral », expressions rejetées par les intéressés eux-mêmes. En effet l'emploi du dernier terme, pour une époque où se développait un « protestantisme libéral » opposé à l'orthodoxie chrétienne, en particulier sur la divinité du Christ, pourrait faire croire à une déviation hérétique. Les libéraux et les démocrates dont il est question ici se sont toujours défendus de professer une religion différente du catholicisme officiel. Si quelques chefs de file — Lamennais, Hyacinthe Loyson et Dollinger, Loisy et Turmel — ont quitté le sacerdoce, la masse des laïcs et des clercs sont restés fidèles à l'Eglise, où ils ont agi du dedans. Le rapport du P. Lecler sur « la Spiritualité des catholiques libéraux » met bien en lumière cet aspect important : contrairement à ce qu'affirmaient Louis Veuillot et les pamphlétaires intégristes, ils ont conservé un profond sens ecclésial et la plupart ont marqué la vie religieuse de leur époque. Qu'on songe à la restauration du monachisme, prôné par Montalembert, pratiqué par Lacordaire, à l'œuvre de Gratry et de Dupanloup, au rayonnement de personnalités féminines comme Mme Swetchine ou Mme Craven ! Plusieurs communications — sur l'éducation des femmes (Françoise Mayeur), sur les Oratoriens (Michel Calamy) et les Chartreux de Lyon (Georges Babolat) — illustrent l'analyse du P. Lecler de façon pertinente.

Cette fidélité à l'Eglise romaine allait même trop loin aux yeux des chrétiens de la fin du XX^e siècle, s'il est vrai que ces catholiques du XIX^e ont été fermés au rapprochement des confessions chrétiennes manifesté aujourd'hui par les courants œcuméniques : dans l'étude que Régis Ladous consacre aux problèmes de l'union des Eglises, on a la surprise de constater que sous Pie IX le *Correspondant* et les *Etudes* se montrent hostiles à l'unionisme, en particulier aux anglo-catholiques. Même au temps de Léon XIII, comme le montre Etienne Fouilloux, le *Correspondant* reste méfiant ou du moins sceptique à l'égard de la réunion des Eglises. Or, ce n'est pas seulement pour ne pas être taxés d'hérétiques que les libéraux ne veulent pas abaisser les frontières entre les Eglises, mais par conviction sincère sur le plan doctrinal : l'« œcuménisme mennaisien », analysé par J.R. Derré, se situait dans l'axe d'un retour à Rome, « pivot de l'humanité » selon une expression d'Eckstein en 1831.

Un autre centre d'intérêt dans cet ouvrage est l'essai de « géographie historique » contenu dans la première partie : précédant des exposés concernant la Belgique (Roger Aubert), la Suisse (Roland Ruffieux), l'Italie (H. Passerin d'Entrèves), l'Espagne (J.M. Cuenca Toribio), la Pologne (Karol Gorski), un rapport substantiel de l'abbé Konzemius étudie les « foyers internationaux » et le caractère vraiment européen du catholicisme

libéral. Il y fait place aussi à l'Irlande, qui donna le branle au courant libéral avec O'Connell, à la Hollande, à l'Allemagne, à l'Autriche et la Hongrie. Mais en débordant ainsi les frontières, on est amené à se poser plusieurs questions : l'influence du mouvement mennaisien a-t-elle été prépondérante, comme on le croit souvent, à cette époque romantique où la France n'était plus seule à rayonner sa culture comme au siècle des Lumières ? Les mouvements de libération nationale doivent-ils être intégrés dans l'ensemble des courants libéraux, alors qu'ils se réclament d'une autre idéologie, celle des nationalités ? Un nationaliste n'est pas forcément libéral ni d'esprit religieux (on le voit en Italie, par exemple). L'éveil des nationalités, en favorisant d'ailleurs les égoïsmes patriotiques, a pu s'opposer aux rapprochements internationaux. Plus que d'internationalisme il est préférable de parler de cosmopolitisme et les relations nouées dans les salons parisiens ont conduit à des échanges d'idées qui vont plus loin que de simples contacts mondains. On le voit ici dans les correspondances que la marquise de Forbin d'Oppède à échangées avec ses amis français et étrangers, en particulier avec l'aristocrate bavaroise Charlotte von Leyden devenue par son mariage lady Blennerhassett, et qu'on a pu à sa mort en 1917, appeler « La dernière Européenne ».

Diversités donc dans l'espace européen ; mais diversités aussi dans le temps : on peut distinguer trois générations successives, comme le font Jacques Gadille et Jean-Marie Mayeur dans un rapport dont la sobriété ne dissimule pas la pénétration. Il s'agit en gros des hommes dont l'apogée se place autour de 1840 (cf. la campagne pour la liberté d'enseignement), de 1860 (avec Montalembert et les discours de Malines) et de 1890 (au temps du Ralliement et de l'américanisme). Le temps marque ses traces à l'intérieur même des générations étudiées : ainsi le groupe du *Correspondant*, qui se situait à gauche sous Napoléon III par son opposition au régime impérial et à l'ultramontanisme du Vatican, se retrouve bientôt à droite sous la République des Ducs et l'Ordre moral. Dupanloup et le duc de Broglie ont-ils évolué ? ou est-ce le contexte politique qui s'est modifié ?

Cependant, à travers ces différences, se discernent des traits communs : le rapport de Gadille et Mayeur énumère « les foyers catholiques libéraux de France », académies parisiennes ou provinciales, presse périodique (*l'Avenir*, le *Correspondant*, *l'Ere nouvelle*, le *Français*, puis la *Quinzaine* et le *Bulletin de la Semaine*) à l'exception toutefois des grands quotidiens, salons et châteaux, chaires d'Université ou de séminaires. Il dégage à travers les diversités « l'unité de tempérament et de sensibilité » qui fait le lien entre tous ces groupes et ces générations.

Ce rapport, d'ailleurs, plutôt qu'un exposé d'ensemble, veut être un appel à des recherches ultérieures. Précisément plusieurs des communications qui le suivent fournissent sur des points de détail des exemples à suivre : André Latreille étudie la croisade de Montalembert en faveur de la liberté d'enseignement, Monique Luirard les abonnés du *Correspondant* dans trois départe-

tements (Loire, Isère et Rhône), Pierre Barral le groupe de Nancy autour de Guerrier de Dumast, René Rancœur la figure de Falloux de 1835 à 1848, Gérard Cholvy les néo-gallicans du diocèse de Montpellier, Bernard Comte la revue lyonnaise *Demain*. Enfin, débordant sur le XX^e siècle, Emile Poulat prolonge sa recherche au pontificat de Pie X ; comme Latreille, il se contente de poser des problèmes et de formuler des suggestions, mais sous la forme abrupte et volontairement sèche, ces pages ne sont pas les moins précieuses en montrant dans quelles directions doivent s'orienter les historiens.

C'est ce que fait aussi René Rémond dans son rapport de clôture. Il y insiste sur la difficulté de définir au juste ce qu'est le catholicisme libéral et il élargit les données du problème en demandant s'il n'implique pas une philosophie de l'histoire, une philosophie de la connaissance, un mouvement de réforme de l'Eglise. Il jette également un coup d'œil sur les temps plus récents : où faut-il retrouver la postérité légitime des libéraux du XIX^e siècle ?

Citant Julien de Narfon, chroniqueur du *Figaro* et du *Journal de Genève* avant 1914, Emile Poulat écrit : « On dit que le catholicisme libéral se meurt, que le catholicisme libéral est mort. Illusion, car il ne peut pas mourir. Il est comme le bouchon de liège qui refait surface dès qu'on cesse de le maintenir au fond de

l'eau. Aucune condamnation ne peut l'atteindre puisqu'il n'est pas une doctrine mais une tendance ».

De cette vue optimiste il est permis de rapprocher la conclusion de Georges Weill en 1909. L'historien objectif rappelait les trois « défaites » du libéralisme : celle de Lamennais après *Miravi vos*, celle de Montalembert et Dupanloup au lendemain du Syllabus et du concile de 1870, celle enfin du modernisme et du Sillon frappés par Pie X ; il croyait constater que « la marche des idées pendant le XX^e siècle a été défavorable aux tentatives de conciliation des catholiques libéraux » et que s'est « creusé un fossé entre croyants et incroyants, entre cléricaux et anticléricaux » ; mais il ajoutait : « Ce serait une grave erreur de croire que l'œuvre des catholiques libéraux a été stérile ni même qu'elle est terminée... Leurs tentatives, souvent réprimées par le Saint-Siège, ont toujours recommencé, parce qu'elles correspondent à un besoin psychologique : nombreux en effet sont les hommes attachés à l'entreprise, difficile mais généreuse, de concilier la foi transmise par les aïeux avec l'amour de leur temps et de leur pays ». Le seul complément à ajouter à ces lignes est que, loin d'être réprimées, ces tentatives sont maintenant encouragées. Dans le domaine historique et scientifique comme sur le plan politique et social, l'on peut dire que le seul tort des catholiques libéraux du XIX^e siècle a été d'avoir eu raison trop tôt.

Jean-Remy PALANQUE.

● Philosophie, psychanalyse et futurologie

Beaucoup parlent « d'une certaine philosophie de la vie », et distribuent volontiers la qualité de philosophie. Mais est-ce là la véritable philosophie ? Ferdinand Alquié, professeur de philosophie à la Sorbonne a rédigé à cette intention, un ouvrage clair et précis, *Signification de la philosophie* (Hachette, 270 p., collection *Le corps et l'esprit*). Il fait le point sur le sens et l'essence de la philosophie, en démontrant son aspect important dans la vie de chacun. Contre les esprits utilitaristes qui cherchent à la reléguer au rang de « folklore psychique », F. Alquié établit le but de la philosophie universelle. Au-delà des systèmes et de la forme souvent compliquée de chaque philosophie, citant à l'appui de nombreux exemples, F. Alquié démontre clairement que le but de la philosophie reste d'atteindre le savoir absolu. Il en définit également l'essence contenue dans le désir de l'homme. Ce désir est mis au service de la connaissance philosophique. Enfin ce livre a le mérite authentique de fixer les bornes de la philosophie à la métaphysique des grands penseurs, Platon, Aristote, Descartes, Kant, Hegel.

Cette précision du domaine de la philosophie reste fort utile pour les philosophes actuels, mais également pour le grand public qui a parfois trop tendance à assimiler toute pensée à une philosophie. L'ouvrage est clair et facile accessible à tous. Un livre intelligent somme toute qui s'adresse à ceux qui ont encore assez de raison pour aimer la philosophie.

Il est paru tout récemment (1972-1973) une nouvelle collection aux éditions Privat, *Les 50 mots clés*. Le dernier ouvrage en date, *Les 50 mots-clés de la psychanalyse* du docteur Jacques Chazaud vient ainsi se ranger aux côtés des *50 mots-clés de la théologie, du marxisme, de la philosophie contemporaine, de la psychologie infantile, de la psycho-sociologie, de la science économique et de la sociologie* (chaque volume, 200 p.)

Le vocabulaire de la psychanalyse est aujourd'hui couramment employé, mais parfois à tort. Le but de cet ouvrage se veut double : en effet, en clarifiant les concepts psychanalytiques fondamentaux, il cherche à donner un aperçu général de la thérapeutique d'inspiration freudienne. Le docteur J. Chazaud tente de faire le point sur la signification actuelle de ces concepts. En effet, il est aujourd'hui de notoriété publique, que Freud s'est montré excessif dans son interprétation de l'inconscient, comme partie du psychisme dominée par le refoulement sexuel. Il associe avec bonheur les différentes conceptions de l'école psychanalytique qui s'affrontent aujourd'hui (Freud, Jung, Adler...) pour offrir une définition synthétique de chaque concept. Il s'agit là d'un ouvrage rigoureux, mais d'abord parfois difficile. Essentiel pour les habitués du freudisme, il n'en demeure pas moins malaisé d'accès pour les non-initiés. Il reste tout de même que l'on ne peut se montrer insensible à cette vue d'ensemble de la psychanalyse, thérapeutique qui guide actuellement toute une partie de la recherche psychologique.

Il nous paraît opportun enfin, de conseiller à nos lecteurs un livre d'actualité. La récente crise pétrolière nous a ouvert les yeux sur les bases artificielles qui fondent la civilisation de l'abondance. La société de consommation, qu'elle soit occidentale ou socialiste, repose sur l'industrie. La crise actuelle des ressources énergétiques, la limitation quantitative des sources d'énergie comme les hydrocarbures (gaz et pétrole) pose à nouveau et ce, de façon cruciale, le problème de la vie sociale dans le futur. Il est plus grave qu'il n'y paraît car la crise économique se double d'une crise des valeurs et des idées. Même ce second volet de la question entre en ligne de compte dans l'ouvrage d'Herman Kahn *A l'assaut du futur* (Robert Laffont, 312 p., Edition de 1973).

Ce livre d'actualité brûlante enregistre les clivages économiques qui peuplent le monde et tente d'analyser les solutions à ce problème. Dans un second temps, il envisage les possibilités culturelles qui risquent de se dégager d'ici 1985. Jouant sur les deux plans, théologique et technologique, Herman Kahn dissèque les

développements virtuels et potentiels les plus vraisemblables pour tenter de fournir un aperçu plutôt optimiste, il est vrai sur le futur de l'humanité. Cet ouvrage en fait, constitue le résultat des recherches de l'Hudson Institute dont H. Kahn est le directeur. Ce dernier, mathématicien et physicien, a fondé la science de la prospective et la futurologie, s'appuyant sur de rigoureux calculs de probabilités, le Hudson Institute s'efforce de donner un contenu de plus en plus sûr à une recherche qui demeure encore spéculative. Puisant dans l'économie, la sociologie, la stratégie planétaire ou la psycho-sociologie, Herman Kahn, essaie de donner forme à l'avenir. Son œuvre futurologique fondamentale *L'an 2000 : lignes de conjectures sur les trente-trois prochaines années*, a été aussi publiée chez Robert Laffont et traite de façon générale un problème identique à celui de *A l'assaut du futur*.

Ce livre offre aux lecteurs français un aspect parfois optimiste (peut-être trop?...) du futur immédiat, idéologique et économique, de l'humanité.

Jean CHELINI.

- **Le malentendu algérien** par André-Louis Dubois et Pierre Sergent
- **La décadence, l'imposture et la tragédie** par Antoine Argoud

Douze ans après les accords d'Evian, la guerre d'Algérie continue à susciter ouvrages, études, commentaires. Sous le titre « Le malentendu algérien » (1) (titre un peu faible, car ce « malentendu » eût des conséquences dramatiques), deux hommes, qui ont aimé et aiment toujours la terre algérienne, confrontent leurs points de vue sur le passé, points de vue divergents et même opposés. L'un, André-Louis Dubois, né en Algérie d'une famille pied noir, ancien Préfet de Police de la Seine, dernier Résident général puis premier Ambassadeur de France au Maroc, était favorable à l'Algérie algérienne. L'autre, Pierre Sergent, compte parmi les artisans de l'engagement de son régiment, le célèbre 1^{er} R.E.P., dans le putsch d'avril 1961, puis poursuivant le combat pour l'Algérie française, devint le chef de l'O.A.S. métropolitaine. Pierre Sergent a raconté, dans un livre précédent, l'histoire des légionnaires parachutistes du 1^{er} R.E.P. et il a fièrement intitulé ce témoignage « Je ne regrette rien ».

Pierre Sergent réaffirme son sentiment que le destin de l'Algérie pouvait demeurer associé à celui de la France. Il s'efforce ensuite de justifier l'action de l'O.A.S., tandis que André-Louis Dubois explique pourquoi de toutes les solutions au problème algérien la France a, selon lui, choisi la seule possible, parce que la plus conforme aux réalités, compte tenu des erreurs commises et des occasions manquées. Le ton du débat est vif, passionné, franc. Les deux interlocuteurs qui s'opposent catégoriquement à de multiples reprises, se trouvent toutefois d'accord pour exprimer leur conviction que, l'indépendance de l'Algérie étant devenue un fait irréversible, la France conserve un rôle important à jouer vis-à-vis du peuple algérien.

Un autre livre vient de paraître, livre de colère, livre partial et partisan (et qui ne se cache pas de l'être), écrit par le colonel Argoud qui fut l'un des dirigeants les plus actifs de l'O.A.S. et qui, enlevé à Munich par des barbouzes, fut condamné à la détention criminelle à perpétuité. Amnistié depuis 1968, Antoine Argoud présente aujourd'hui sa version des événements sous la forme d'un violent réquisitoire à l'égard du Général de Gaulle et de sa politique algérienne : « La décadence, l'imposture et la tragédie » (2).

Antoine Argoud dresse un long catalogue de ses fureurs, de ses mépris et de ses ressentiments ; il est catégorique dans ses affirmations et porte sur ses adversaires, sur certains de ses chefs et de ses anciens camarades des condamnations sans appel. Son esprit ne semble pas enclin au doute ou à l'interrogation. Théoricien de la guerre révolutionnaire, il donne des méthodes de pacification qu'il utilise et préconise, des images précises, mais pénibles, choquantes — et dont on voit mal comment elles auraient pu rétablir l'amour de la France chez les populations concernées. Il estime évidemment sans valeur les arguments des « naïfs » qui refusent d'admettre la torture parmi les armes classiques de la guerre.

Du tableau que trace le Colonel Argoud de la situation en 1961 : armée divisée, sceptique et hésitante, officiers trop préoccupés par les avancements et les décorations, pieds noirs « versatiles » et manquant de détermination collective, il ressort, pour le lecteur, que le putsch des généraux était d'avance voué à l'échec. Procédant à des rappels historiques qu'il veut accablants, l'auteur souligne et fustige les contradictions entre les discours officiels d'une part et les décisions

du pouvoir d'autre part, mais il oublie de prendre en considération le fait que les données du problème algérien se modifient au fur et à mesure que le temps passe.

L'hostilité de l'auteur à l'égard de la personne du Général de Gaulle le conduit à contester systématiquement presque toutes ses entreprises et presque tous ses comportements, même avant son retour au pouvoir en 1958. Il oppose par exemple « l'imposture du 18 juin » aux « vertus salvatrices de l'armistice ». Il qualifie de Gaulle de mauvais berger et mauvais prophète. Antoine Argoud se raccroche obstinément à ses rêves d'une France allant de Dunkerque à Tamanrasset ; il persiste à penser que l'Algérie française n'était pas une utopie, et que le combat aurait pu être

gagné. Il est navrant de lire les lignes si profondément amères qui concluent l'ouvrage : « Je ne me sens plus rien de commun avec ce pays qu'on appelle la France. J'y étais naguère attaché par toutes les fibres de mon être... Je ne suis plus qu'un Français administratif... J'ai désormais honte d'être Français... Pauvre pays, pauvre peuple... ». La blessure est restée vive qui inspire des réflexions aussi désespérées. Pierre Sergent, qui a mené la même lutte qu'Antoine Argoud et connu les mêmes désillusions, ne cède pas à ce pessimisme absolu et préfère parier sur l'avenir des relations franco-algériennes.

Henri BOURBON.

(1) - (2) *Fayard.*

● De Berne à Paris (1952-1962) par Jean Chauvel

La carrière prestigieuse de Jean Chauvel, ambassadeur de France, lui a permis de participer, comme acteur ou comme témoin, à la plupart des grands événements de notre époque.

Les deux premiers volumes de *commentaire* nous avaient livré les souvenirs et les réflexions que lui avaient inspiré l'Ausschluss, l'année 40, Vichy, la Résistance en métropole, la Libération puis l'ambassade auprès des Nations Unies. Ils nous avaient donné aussi l'image d'un patriote profondément pénétré de ses fonctions et promenant derrière l'ornement d'un style classique, avec la causticité sceptique d'un diplomate de bon ton, un regard sans indulgence et sans illusion sur les hommes et les choses. Cet ensemble de qualités avait trouvé son expression la plus achevée dans une série de portraits d'hommes politiques et d'hommes d'Etat au premier rang desquels figuraient, antithétiques et symboliques, ceux de Georges Bidault et de Charles de Gaulle à la libération. La sympathie témoignée pour le premier avait d'autant plus attiré l'attention qu'elle était un sentiment rarement exprimé tout au long de ces mémoires. Elle formait en tout cas un saisissant contraste avec l'hostilité non dissimulée qui semblait animer le portraitiste du libérateur de la France.

On retrouve cette sympathie, toujours aussi rare, dans ce volume à l'égard de Mendès-France. C'est à l'occasion de la discussion de Genève sur le Vietnam à laquelle l'auteur participa alors qu'il représentait la France à Berne.

Charles de Gaulle occupe à nouveau une bonne place parmi les interlocuteurs de l'ambassadeur de France à Londres. Les réserves sont toujours présentes, notam-

ment devant ce que Jean Chauvel appelle « une sensibilité spécialisée » mais l'influence de la traversée du désert est jugée profitable.

Le séjour à Londres, de 1954 à 1962, après une nouvelle et brève incursion à Vienne, alimente par ailleurs l'essentiel de la chronique.

Il nous vaut quelques fines et pittoresques notations sur les hommes politiques britanniques, par exemple Mac Millan, qui semble « un personnage plutôt qu'une personne », ou des lumières sur la façon rocambolesque dont l'expédition de Suez fut préparée. L'auteur n'est pas tendre pour Guy Mollet et les Socialistes à qui il reproche leur goût du secret. A cette occasion, il nous laisse deviner une des clés de son propre personnage et l'un des critères fondamentaux de ses jugements sur les responsables politiques : « leur perméabilité à une suggestion présentée par un technicien ».

Le livre s'achève par une péroraison qui éclaire l'ensemble de l'œuvre. Jean Chauvel y apparaît satisfait d'une carrière placée sous le signe de la confrontation avec les hommes mais qu'il quitte sans regret car, à l'heure des sommets, elle lui paraît avoir perdu quelque peu son attrait. Cette satisfaction personnelle du devoir accompli ne parvient cependant pas à compenser une certaine irritation à l'égard de ses compatriotes qui, en abdiquant la responsabilité personnelle du « choix » entre les mains d'un homme et en préférant « l'immédiat au meilleur » lui semblent fâcheusement disposés à confirmer leur démission de 1940.

Alain DELCAMP.

Fayard.

● Je cherche la justice... par Jean Girette

C'est un remarquable itinéraire que celui de ce polytechnicien, directeur adjoint à la S.N.C.F., collaborateur intime de Raoul Dautry, qui, à la suite d'un deuil familial, porté par la passion religieuse d'unir les hommes, se fait tourneur pendant sept ans dans une usine parisienne, qu'il ne quitte finalement que pour raison de santé. Sa double expérience de la vie indus-

trielle est sans doute unique en son genre. Elle donne à son ouvrage un caractère d'authenticité qui ne trompe pas.

J. Girette ne prend pas son parti de l'opposition qu'il a vécue dans sa chair, pourrait-on dire, entre ceux qui subissent et ceux qui commandent, entre les manuels et les autres. Elle lui paraît constituer une injure into-

lérable à la communion entre les hommes. Un véritable mur idéologique les sépare, en effet, comme deux espèces qui se côtoient sans se connaître.

L'auteur décrit avec une grande minutie comment s'est forgée cette incompréhension réciproque. Mais il refuse le marxisme qui la consacre et cherche à l'aggraver dans l'attente de la société idéale où, d'un coup de baguette magique, l'aliénation de l'homme industriel disparaîtrait. Il n'a pas de peine à montrer que la technique a partout les mêmes exigences, qu'on retrouvera demain sous tous les régimes. Réciproquement, il déplore la méconnaissance générale du milieu patronal à l'égard des conditions de vie à l'atelier, et avoue humblement les difficultés qu'il a rencontrées jusqu'ici à la redresser.

Est-ce à dire qu'il nous livre un constat d'échec ? En matière d'idéologie, assurément. Les doctrines, selon lui, sont impuissantes à mordre sur la réalité économique d'aujourd'hui. En revanche, il croit à une approche prudente, patiente des problèmes concrets, celui des conditions de travail en particulier, qui lui paraît la clé de tous les autres et qui ne peut être résolu que par une concertation permanente et, si possible, confiante entre les représentants de la direction et ceux du monde ouvrier.

Il émet — et cet avis d'un praticien de l'économie devenu membre d'un ordre religieux retiendra l'attention — les plus expresses réserves à l'égard des nombreux jugements formulés aujourd'hui par la hiérarchie catholique sur la réalité économique et sociale. Ils lui paraissent le fait d'hommes étrangers à la vie industrielle et prisonniers d'un préjugé systématique et profondément injuste à l'égard de ceux — car il en faudra toujours — qui ont charge de commandement.

On l'a compris. Ce témoignage dont la parfaite objectivité apparaît comme le fruit rare du plus total dépouillement personnel heurtera tous ceux qui, patrons, ouvriers, clercs trop sûrs d'eux-mêmes, se sont définitivement installés sur des positions inflexibles et rassurantes. Car ils contribuent, sans le savoir ni le vouloir parfois, à entretenir les conflits dont la société industrielle est grosse. Mais J. Girette, à l'image d'un Gandhi, que sa démarche intellectuelle rappelle à bien des titres, avance de son pas tranquille, et le front têtu sous le regard soupçonneux des bien-pensants de tout bord.

Son livre, paru voici un an, est un étonnant exemple de modestie, de patience et de foi.

M. BLIN.

Editions France-Empire.

● Correspondance Maritain - Emmanuel Mounier (1929-1939) avec introduction et notes de J. Petit

Voici réunis dix ans de correspondance entre Maritain et Mounier, le premier déjà en pleine maturité (50 ans) et philosophe affirmé, le deuxième plus jeune (25 ans) et bouillant d'action. C'est avant tout la correspondance de deux profondes spiritualités, deux psychologies, deux physiologies différentes (même si animées par les mêmes idéaux et tendues, en grande partie, vers les mêmes buts) et d'une forte amitié. Tous les deux saisis d'amour pour le Christ, l'Eglise, la Vérité ; mais Maritain préoccupé essentiellement de ne pas ternir la vérité ou la trahir en quoi que ce soit, et Mounier soucieux d'engagement et de coopération avec les non-croyants. On pourrait citer dans cette correspondance de nombreux exemples pour confirmer ce que nous écrivons. A cet égard un incident survenu à propos des rapports entre *Esprit* et la *Troisième Force* (mouvement politique, très proche d'*Esprit*, qui voulait se situer entre capitalisme et communisme) paraît significatif. En mai 1933, la revue de Mounier publie les lignes suivantes : « Nous (la *Troisième Force*) pourrions faire d'abord la révolution collectiviste avec les communistes, puis nous ferons notre révolution personaliste ». Maritain réagissant immédiatement, écrivait dans une lettre à Mounier qu'une telle phrase n'était qu'une « niaiserie kérenkyste », que la *Troisième Force* devenait ainsi une *Force Deux bis* (1) et demandait la rupture avec elle. Mounier, tout en étant d'accord avec Maritain, remarquait dans ses *Entretiens* (VII) : « La rupture avec la *Troisième Force*, je l'estime inévitable, à échéance plus ou moins lointaine, par notre mission même » (que Mounier situe à un niveau pas

directement politique), et il ajoute : « Il y a aussi la sensibilité de Maritain à ces petites entorses à la vérité, blasphèmes sporadiques, etc., qui se cachent au détour d'une phrase. J'en sens bien la qualité spirituelle : « J'ai l'impression, me dit-il, de recevoir des soufflets en pleine figure ». Je suis moins saint, sans doute. Si le mouvement d'ensemble d'un article est bon, ces ronces ne me blessent pas. Ce serait être odieux avec les auteurs de les contraindre à les enlever » (p. 85).

Partant de la même analyse de la situation, c'est-à-dire le « désordre établi » du capitalisme et la menace du communisme et indiquant la même thérapie, à savoir la nécessité d'une révolution personaliste et communautaire, Maritain est davantage intéressé par la construction des bases doctrinales de l'action politique (à longue échéance) des chrétiens tandis que Mounier, tout en ayant la même préoccupation, est plus sensible à l'immédiat (avec « ses impuretés nécessaires »). Pour cette raison, même si tous les deux convergent dans la nécessité d'une révolution spirituelle (Péguy avait dit : « La Révolution sociale sera morale ou elle ne sera pas », affirmant presque *ante litteram* — c'est-à-dire avant les Chinois — la nécessité d'une révolution dans la révolution), Maritain insiste sur l'aspect spirituel et donc sur l'éclaircissement doctrinal, Mounier sur la révolution et ses alliances nécessaires. Ainsi dans les rapports avec les non-chrétiens Maritain, afin d'éviter tout risque de syncrétisme doctrinal, demandait que la direction d'*Esprit* révèle publiquement son propre catholicisme, tandis que Mounier voulait attendre que la collaboration avec les non-chrétiens fût consolidée.

Ces divergences ne portent jamais sur des questions fondamentales et des refus communs. Maritain approuve les textes-programmes d'*Esprit*, avec Mounier il signe la *Déclaration pour le Bien Commun* et le *Manifeste pour la Justice et la Paix* au moment de la guerre d'Ethiopie et l'appel *Pour le peuple basque* après le bombardement de Guernica. Par les contemporains, comme nous le rappelle J. Petit dans sa belle introduction, tous les deux sont considérés des « chrétiens de gauche » ou plus encore des « chrétiens rouges ». Toutefois et cela définit parfaitement Maritain, ce dernier veut sauvegarder son indépendance à l'égard de tous, y compris des contraintes de l'action, car sa vocation est avant tout une vocation de philosophe : « ...J'enrage d'être classé. Je n'ai qu'une force, l'indépendance de la vérité » (lettre 115).

Maritain, tout en comprenant et en appuyant Mounier (« Je passe mon temps à faire des démarches pour vous » (lettre 103) lui écrit-il au moment où *Esprit* est menacé par une condamnation romaine) insiste sur la nécessité d'être d'une « fermeté absolue » sur certains principes qu'il juge essentiels. En effet, il redoute cette tendance au temporel d'abord, qu'il croit voir même en Péguy et « chez tous les hommes de sa génération » (*Entretiens*, 2 février 1930) ; cependant il n'hésite pas à s'engager, et par exemple, avec *La lettre sur l'indépendance*, publiée après sa prise de position contre la notion de « guerre sainte » en Espagne et les successives et violentes réactions de la droite (de Claudel, de Massis, du général Castelnau), Maritain arrive à définir une stratégie pour une action politique des chrétiens.

Il y a une sorte de complémentarité nécessaire entre ces deux hommes. Maritain affirme la nécessité d'une médiation doctrinale entre les prémisses de la foi et

l'action politique, Mounier insiste sur l'engagement politique des chrétiens afin que le monde ne se désagrège pas et que la révolution s'accomplisse.

R. PAPINI.

Desclée De Brouwer, Paris 1973.

N.D.L.R. — Cette correspondance est une source historique précieuse touchant les origines d'« *Esprit* ». Parmi les noms les plus souvent cités de l'équipe originelle, on retrouvera à plusieurs reprises celui d'Etienne Borne.

(1) « Faire une révolution en deux temps, d'abord « collectiviste » en collaboration avec les communistes et ensuite personaliste, c'est idiot, et c'est trahir les valeurs spirituelles que ces jeunes gens se donnent pour mission de défendre. Il est trop clair qu'entre le premier et le second temps, ils seront proprement éliminés, ceux du moins qui ne passeront joyeusement au communisme... Il y a là une équivoque qui ne doit pas durer. Cette Troisième Force, telle qu'elle se présente dans le concret, malgré ses bonnes intentions, n'est en réalité qu'une Force n° 2 bis, qui subit le prestige de la révolution communiste en croyant lutter d'une manière indépendante. Cela se voyait dès le début, quand elle disait accepter la critique marxiste : comme si les principes de la solution n'étaient pas engagés dans la critique ! On veut réussir la révolution : aussitôt fonctionne la vieille trahison dénoncée par Péguy, trahison de la mystique de la révolution spirituelle par les politiciens de cette révolution. Cette équivoque si grave ne sera dissipée que le jour où vous aurez posé la question de la vraie nature et des vraies dimensions de la « révolution spirituelle » et donc, ce qui est capital, de la purification des moyens impliquée par elle. Tant que vous n'aurez pas fait cela, vous serez de fait à la remorque de l'autre révolution et vous n'aurez pas conquis votre spécificité. Et cette question de la purification des moyens va beaucoup plus loin qu'on ne pense. Dès qu'on y réfléchit sérieusement, on est conduit à conclure à un renversement total des notions et des valeurs courantes : des moyens à base spirituelle, des moyens de force de résistance et de patience active comme ceux dont Gandhi a fourni un exemple doivent passer au premier plan, les moyens de force d'agression devenant secondaires et accidentels » (lettre 43, Maritain à Mounier).

● Deux livres sur le Parti Communiste Français

Le parti communiste français est à l'ordre du jour des maisons d'édition. Deux ouvrages viennent d'être publiés qui donnent du parti une vision très différente. L'un de André Harris et Alain de Sedouy « Voyage à l'intérieur du parti communiste » (1) est une sorte d'événement, il tient à la fois du reportage intelligent, de la galerie de portraits, de l'enquête sociologique ; il s'inscrit dans l'opération de charme qui tend à offrir du P.C.F. un visage rassurant. L'autre de Roland Gaucher « L'histoire secrète du parti communiste français » (2) relève de l'analyse traditionnelle qui fait du P.C.F. un mouvement d'inspiration totalitaire participant à l'entreprise de révolution mondiale ; les révélations de l'auteur comportent des descriptions dont certaines sont exactes et d'autres importantes, mais la thèse générale se fonde sur un anticommunisme sans nuances, familier à l'extrême-droite.

Que le P.C.F. tente de se rénover et de se moder-

niser, de nombreux faits le montrent, ne serait-ce que le recours à des affiches dont l'agrément attire le regard, ne serait-ce que le style adopté à la Fête de « L'Humanité ». Mais jusqu'où ira le changement ? se limitera-t-il aux apparences sans toucher aux dogmes ? jusqu'où iront les mises en question ? ne concerneront-elles que le vocabulaire ?

Retenons parmi les propos de Pierre Juquin, député communiste soucieux d'ouverture d'esprit et de dialogue, deux remarques qui font problème. « Les poètes en prison, c'est une donnée historique russe » : une tranquille constatation, alors qu'on attendait l'expression d'une indignation. « Le socialisme à la française, c'est d'abord le socialisme, et l'U.R.S.S., même si on critique une partie de ce qu'elle fait, est un pays socialiste au sens où nous le définissons » : une réaffirmation de la profonde communauté d'esprit et de vues entre le P.C.F. et l'U.R.S.S., alors qu'on aurait enregistré avec intérêt une distanciation plus critique. Les interrogations

concernant une évolution du P.C.F. restent pour le moment sans réponse claire.

Le langage sévère qu'en ce mois d'octobre les communistes tiennent aux socialistes laisse penser que le P.C.F. ne renonce pas à son ambition d'être le parti dominant qui monopolise le rôle d'avant-garde de la

classe ouvrière, pôle d'attraction pour un regroupement plus large.

Henri BOURBON.

(1) *Ed. du Seuil.*

(2) *Ed. Albin Michel.*

● La France noble par François de Négroni

La littérature giscardienne, dont « Les cents premiers jours de Giscard » (1) de M. Alfred Fabre-Luce sont le dernier exemple, après les livres consacrés au candidat à l'élection présidentielle, tourne invariablement autour de deux thèmes : le profil aristocratique et la compétence technicienne du héros. Pas plus que les articles de presse, les essais biographiques ne sortent de la dialectique du style et du contenu qu'on applique si volontiers à tous les actes de la politique giscardienne. Pour tout dire, M. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas encore trouvé son Plutarque. Aurait-il trouvé son Tocqueville dans une étude où son nom ne figure pourtant pas, publiée à la veille de son élection : « La France noble » de François de Négroni (2). De cette enquête ethnographique sur l'aristocratie française contemporaine et sur la mystification de ses rapports avec la société française tout entière, surgit, en effet, anonyme et précise, la figure de M. Giscard d'Estaing.

Voici les faits : en 1974, quatre cent mille indigènes aristocrates, dont un tiers de vrais, vivent et se reproduisent sur le territoire français. François de Négroni étudie leurs rites, leurs migrations à la saison chaude, leurs exigences endogamiques et leurs procédés d'acculturation, il localise leurs réserves comme s'il s'agissait d'une tribu de l'Amazonie.

Depuis la première minute de son existence, aussitôt sanctionnée par le « Carnet du Figaro » qui consigne les fluctuations ethnographiques de l'ethnie, on suivra pas à pas le « parcours mondain » du jeune aristocrate. Ses premières expériences sociologiques, limitées à la domesticité ou à la progéniture des fermiers, ont le mérite de déculpabiliser très vite ses rapports sociaux. Nous assistons à la mue vocale du sujet, très importante puisqu'elle s'établit sur un modèle identique et « inimitable » à l'intérieur de chaque sexe. Il en résulte un produit spécifique que François de Négroni appelle « l'animal distingué ». Dans sa relation avec ses nobles

origines, cet animal va se contenter de chercher à donner une « profondeur » au présent. Quant à sa relation avec le reste de la société, il y a peu de risque qu'elle se transforme en dialectique du maître et de l'esclave, puisqu'il n'éprouve pas le besoin de se faire reconnaître par la masse. D'un côté il peut tout se permettre, de l'autre le voilà prêt à digérer sans complexes la modernité : « Tout ce qui naît du monde extérieur progressiste est repris dans la dynamique mondiale, annexé et métamorphosé en originalité exotique, tandis que tout ce qui pourrait de l'intérieur est rejeté par les contrôles sociaux ».

La conclusion sociale, s'il arrivait que le parfait sujet aristocratique défini par François de Négroni occupât le sommet de l'Etat, pourrait paraître catastrophique. C'est le contraire qui se produit : « Car la France noble est l'acte manqué mais socialement réussi de tous les Français ; elle ne transfigure pas la société française, elle l'exprime ». Tout l'environnement éducatif, récréatif, moral, sportif, linguistique, publicitaire du citoyen français ordinaire participe au même grand dessein national de démocratisation du sacré aristocratique. Changer la vie, dans cette perspective de nationalisation des biens symboliques de l'aristocratie, revient à l'anoblir : c'est le socialisme de la distinction. Alors, conclut le sociologue, « il n'y a plus de relations sociales antagonistes, mais seulement des citoyens actionnaires de la France noble qui se disputent les valeurs aristocratiques inflationnistes dans un climat de promotion collective ».

Ils sont cinquante millions de nobles : autant d'électeurs. Telle pourrait être, en bonne méthode, l'explication originelle, avec ses chances et ses limites, de l'aventure giscardienne.

Paul GUILBERT.

(1) « *Les cents premiers jours de Giscard* » (Laffont).

(2) « *La France noble* » (Le Seuil).

● Le Siècle de Louis XV par Pierre Gaxotte

Pendant longtemps les historiens ont boudé le siècle de Louis XV. Entre le siècle de Louis XIV et la période révolutionnaire, le siècle de Louis XV semblait aux yeux de beaucoup, ne présenter qu'un intérêt limité. On le considérait comme une période de décadence : on estimait que les institutions, la politique, la moralité publique, le prestige de la monarchie se dégradaient de la faute du Roi. De ces jugements il est resté quelque chose dans l'idée qu'on se fait encore aujourd'hui

du règne de Louis XV. Ainsi cette année, ni la presse, ni les pouvoirs publics ne firent écho au second centenaire de la mort de Louis XV (1774-1974). Il en est de Louis XV comme de Napoléon III : ils ont mauvaise réputation et leur personnage demeure contesté. Pierre Gaxotte, qui s'est consacré à l'étude du XVIII^e siècle depuis 1917, a été parmi les premiers à réagir contre des vues trop sombres. Les recherches qu'il fit pour une thèse de troisième cycle lui révélèrent que

la France de 1740 possédait des administrateurs laborieux ayant le souci du bien public, un roi travailleur qui fut longtemps paralysé par le respect des situations acquises mais se résolut enfin à agir pour briser la révolte des privilégiés et moderniser la monarchie à tel point que Bonaparte, Premier Consul, reprit quelques-unes des réformes entamées par Louis XV.

On a été très sévère à l'égard d'un règne dont les aspects positifs ne sont pas négligeables : Paris lui doit quelques-uns de ses plus beaux monuments, des grandes villes de province quelques-uns de leurs magnifiques ensembles architecturaux, le pays son premier réseau de routes entretenues et sa première monnaie stable (le louis), l'État ses premières administrations modernes. Si la France perdit le Canada, elle bénéficia d'une cinquantaine d'années sans invasion ; en outre les régions de Lorraine et de Corse devinrent terres françaises.

Il est heureux qu'à l'occasion du deuxième centenaire de la mort de Louis XV, le livre de Pierre Gaxotte ait été réédité. Le tableau chaleureux que dresse avec talent Pierre Gaxotte ne doit pas toutefois faire oublier que le règne a connu des revers et des déficiences

graves. L'auteur lui-même ne dissimule pas les ombres et les difficultés d'une époque « grande et délicate à la fois » où la langue française, l'art français, les manières françaises, eurent un éclat, un rayonnement exceptionnels : « La Cour, les Parlements, les États, le clergé, les salons, la finance, la rue, tout le royaume jusqu'à la fin du règne fut secoué d'intrigues et de révoltes... Incompris de son peuple, desservi par les privilégiés, combattu par les cours de justice, Louis XV gouverna dans le désordre des controverses et des luttes intestines. La politique de la France ne fut plus qu'un compromis entre les volontés du Roi, les répugnances de la nation et les théories des faiseurs de plans. Cela suffirait à en expliquer le décousu, les faiblesses et les échecs... L'unité de vues et de commandement fit défaut à l'heure précise où elle eût été le plus nécessaire... ».

Louis XV aurait-il pu éviter à la France les épreuves de la Révolution et l'amener progressivement à l'égalité civile ? Certains l'ont pensé, mais l'histoire en a tranché autrement.

H.B.

Ed. Fayard.

● Marilyn par Norman Mailer

On assiste, douze années après sa disparition, à une redécouverte de Marilyn Monroe, star fabuleuse, idole vulnérable, morte à 36 ans d'un usage abusif de barbituriques, au moment où elle achevait un film au titre prémonitoire : « Quelque chose doit craquer ». Le romancier américain Norman Mailer a consacré à Marilyn un ouvrage qui fit grand bruit aux U.S.A. et que nous pouvons lire maintenant en français. Cette étude n'est pas une biographie, ce n'est pas une enquête non plus. C'est bien davantage. Norman Mailer ne nous épargne aucun détail scabreux, il ne renonce pas à raconter quelques potins plus ou moins sordides, il se hasarde à des hypothèses audacieuses. Son livre — qui est illustré de magnifiques photos de l'actrice — n'est cependant pas une de ces vies romancées, dont la lecture enchante les cœurs sensibles ; c'est une réflexion sur Marilyn, image ambiguë, fascinante et tragique du rêve américain. Marilyn dont l'intense attrait sexuel « engendrait des rêves de miel ». Marilyn, être

insaisissable, femme instable que des amours successives ne réussissent pas à sortir d'une solitude douloureuse. Marilyn : une vie marquée de resplendissantes triomphes, mais une vie manquée et une fin pathétique.

« A travers cinq continents, les hommes les plus savants en amour la désiraient et c'est son corps que voyait maint adolescent boutonneux tandis qu'il pompait l'essence pendant les vacances ; car Marilyn était la délivrance, un véritable Stradivarius du sexe, si somptueuse, si indulgente et complaisante, si accommodante et tendre que même le musicien le plus médiocre voyait son manque de talent se dissoudre dans la magie de ce violon ».

Marilyn Monroe est entrée aujourd'hui dans la légende d'Hollywood et dans l'histoire de l'Amérique.

H.B.

Ed. Stock - Albin Michel. Texte de Norman Mailer. 109 photos noir et couleurs.

● Dieu n'est pas mort par Etienne Borne

« L'athéisme moderne atteint à une sorte de sublime noir qui fait voler en éclats toute religion de confort intellectuel et de commodité sociale. Proclamer la mort de Dieu, c'est introduire la tragédie dans la pensée comme dans l'existence. Et l'homme de la sagesse n'aura raison de l'homme tragique qu'en y mettant le prix et en ne rusant pas avec la grandeur aride du drame humain. Dieu n'est pas mort ; il est le plus vivant des vivants. Mais il faut que meurent nombre de faux

dieux pour que soient purifiées les approches du Saint des Saints. »

Ces lignes expriment l'enjeu du livre : une confrontation loyale et sans faux-fuyants entre les maîtres du soupçon, de Marx à Sartre, et l'affirmation de Dieu par les croyants.

Cet ouvrage, qui parut chez Fayard en 1956, est réédité de concert par les Editions du Cerf et les Editions Desclée De Brouwer dans la collection « Foi Vivante ».

LA VIOLENCE ET LA PENSÉE

par Etienne BORNE

LA formule est tombée de haut et elle porte loin puisqu'elle a été prononcée avec une passable solennité par le président de la République lui-même, haranguant un forum international, en Sorbonne, à la séance de clôture du colloque mondial : « Biologie et devenir de l'homme », et c'était une forte concentration d'hommes de science de toutes nationalités qui était invité à en méditer la philosophie : « La mondialisation de la violence », disait Valéry Giscard d'Estaing, « précède celle de la pensée ». Que la violence soit « mondialisée », qui le contesterait, à un moment où elle se manifeste, sous de multiples figures, du terrorisme à la guerre économique, d'un bout à l'autre de la planète, et entraînant dans son sabbat, comme on l'a vu récemment à La Haye, les hommes et les femmes les plus éloignés de son surgissement originel et les plus étrangers à son fanatisme ? Mais fait énigme dans le propos giscardien cette « mondialisation de la pensée » qui n'en serait encore qu'à « un stade quasi primitif » et dont le retard expliquerait que la violence continue à lancer son défi sauvage à ce que nous appelons la civilisation. Car, enfin la pensée, au moins sous la forme de la science, n'est-elle pas déjà « mondialisée » puisque, comme le montrait justement ce colloque mondial, des savants venus de tous les horizons de la terre, étaient capables de se reconnaître les uns et les autres, dans le dialogue et l'échange, par la pratique d'un même discours scientifique ? Mais il est trop clair que cette sorte de « mondialisation » nous ne le savons que trop ne peut à elle seule rien contre la violence, puisque, et Valéry Giscard d'Estaing inscrivait ce souvenir dès l'ouverture de son propos, nous sommes entrés dans une ère d'interrogation dramatique sur l'avenir de l'homme, le jour où un calcul politique, comptant sur l'efficacité de la terreur pour conclure plus promptement une guerre, « a transformé », c'est toujours le président qui parle, « une équation d'Einstein en une bombe à Hiroshima ».

VALÉRY GISCARD D'ESTAING avait certainement entendu la leçon, qu'avant qu'il prenne lui-même la parole, avait donné à l'assistance un maître de l'épistémologie contemporaine : « Le moment n'est-il pas venu pour les scientifiques », demandait Georges Canguilhem, « de reconnaître que le discours scientifique est insuffisant pour résoudre les problèmes dont leur science leur donne la conscience lucide, mais qui les concernent eux-mêmes en tant qu'ils sont des hommes comme tous les hommes... ». Aussi faut-il une promotion ou une conversion de la pensée, un passage du pouvoir au devoir, du savoir à la conscience, dans le sens moral du mot, pour que l'humanité soit en mesure d'affronter le destin qui lui est fait, en donnant ses chances à l'espérance. Et le prince-philosophie expliquait ce qu'il entendait par « mondialisation de la pensée » en appelant de ses vœux « l'invention d'une morale de l'espèce au niveau du monde » — morale que les hommes de science sont incapables de produire à eux seuls, mais qui pourrait être le fruit d'une réflexion collective à laquelle participeraient aussi les hommes politiques. Ainsi c'est dans et par une unanimité morale que serait réalisée l'unité du genre humain, dont on souhaite qu'il soit devenu alors un peu plus et autre chose qu'une espèce biologique.

S ELON une opinion communément reçue, la philosophie giscardienne, telle que l'avait pratiquée et parfois énoncée un ministre de l'économie et des finances qui était aussi le chef de file des républicains indépendants, se ramenait aux thèmes bien connus d'un libéralisme économique et politique. Et, en maints endroits du discours en Sorbonne, se reconnaît ce qu'on oserait appeler le passé idéologique du chef de l'Etat. Par exemple lorsqu'il lui arrive de se plaindre de la manière dont le train du monde, comme il va aujourd'hui, maltraite les maximes du libéralisme en nous proposant : « une transformation inquiétante des rapports de concurrence économique en rapports de force économique, la violence y remplace la négociation

et la puissance y remplace la concertation », formules qui par leur énoncé même dévoilent l'illusion majeure du libéralisme, car comment ne pas apercevoir que les « rapports de concurrence » sont déjà « des rapports de force » et que si la négociation et la concertation valent mieux que le recours à la puissance, c'est-à-dire à la violence (et il n'est pas besoin pour le savoir d'inventer une neuve « morale de l'espèce », il suffit pour en être convaincu de n'avoir pas complètement oublié une exigence inscrite en toute conscience), toutefois le débat ne rature pas le combat, il suppose des forces antagonistes, qui, et c'est un progrès décisif, se reconnaissent les unes les autres et au lieu de chercher à détruire l'adversaire définissent en coopération avec lui, compromis, ajustements, équilibre ; et non seulement entre des intérêts difficilement compatibles, mais aussi entre des droits qui bien souvent se contraignent. Et c'est parce qu'il méconnaît cette dimension morale et spirituelle du problème et cette nécessité de transférer sans les annuler les rapports de force que le libéralisme sera si vulnérable aux objections marxistes.

A USSI ces insuffisances criantes du libéralisme sont-elles compensées dans le discours du prince-philosophe par un appel à une toute autre philosophie : comment dans cette réflexion collectivisée, dans cette « morale de l'espèce » que les hommes ont à inventer tous ensemble, dans cette « mondialisation de la pensée » comme échec définitif à la violence et thérapeutique des dissensions et des dissidences, ne pas reconnaître autant de réminiscences teilhardiennes ? Il n'est pas surprenant que parlant philosophie à des biologistes, l'orateur se soit souvenu de la pensée et plus encore du langage d'un célèbre biologiste qui avait en son temps l'oreille de ses pairs. Mais même s'il y a des génies locaux, et si par la grâce de ces deux haut-lieux du pouvoir et de l'esprit, l'Elysée et la Sorbonne, la philosophie giscardienne s'est aérée aux vents du large, il ne suffit pas de dire que, vérifiant le style du Président, le libéralisme est, dans cette philosophie, la part de la tradition, cependant que le teilhardisme serait la part de la modernité, pour du même coup éluder l'inévitable problème de la cohérence interne de la nouvelle philosophie giscardienne. Car la pensée de Teilhard de Chardin va dans le sens d'une organisation et d'une planification de l'existence humaine qui contredit l'individualisme libéral et sa philosophie du libre-échange des idées et des marchandises. Au point que, si elle advient quelque jour, « la morale de l'espèce au niveau du monde » ne pourrait que sonner le glas du libéralisme.

L'ESPOIR d'une neuve morale à venir, comme solution au problème de la violence pourrait bien n'être rien d'autre qu'un alibi mystificateur. La violence humaine n'est pas force brutale et animale, elle est pensée et pensée d'homme, capables de sacrifier fanatiquement des vies pour le triomphe d'une cause. D'où la séduction qu'exerce la violence sur les hommes de pensée, si souvent indulgents pour le terrorisme, « arme des pauvres et des désespérés », et qui adhèrent si joyeusement à l'idée révolutionnaire et donc à la perspective d'une bonne, radicale et définitive violence qui en finira, une bonne fois avec l'injustice. Contre ces mythologies qui sont une perversion de la pensée morale, le salut ne viendra pas d'une pensée inouïe, encore à venir, mais d'une reprise créatrice d'une foi morale en l'homme, qui se reconnaît dans le meilleur Teilhard, dont il faudrait réécrire les articles en traits de feu alors qu'on s'acharne à la refouler et à l'avilir. Platon disait que les affaires humaines iraient mieux lorsque les philosophes seraient rois ou lorsque les rois deviendraient philosophes, et même si, comme on vient de le voir, le deuxième terme de l'alternative est moins utopique que le premier, encore faudrait-il que le prince philosophe professe une philosophie et ne se contente plus de la juxtaposition d'une idéologie périmée et d'une rhétorique modernisante.